

Rapport annuel

2020

Table des matières

Rapport de gestion	2
Rapport de l'auditeur indépendant	38
États consolidés de la situation financière	42
États consolidés du résultat net	43
États consolidés du résultat global	44
États consolidés des variations des capitaux propres	45
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	46
Notes complémentaires	47-88

Message aux actionnaires

Chers actionnaires,

Je suis heureux de vous annoncer que 2020 a été une autre année qui s'est caractérisée par une bonne performance et des réalisations remarquables pour notre entreprise. Votre équipe de direction et tous nos collègues chez PJ ont continué de consolider et d'accroître la valeur de notre entreprise en dépit de la pandémie mondiale, en générant de solides liquidités tout en continuant de jeter les bases pour l'avenir. Voici quelques-unes de nos réalisations importantes :

- **Rentabilité élevée.** Notre profit pour l'exercice (calculé en fonction de la marge sur BAIIA ajusté¹) correspondait à 39 % des produits, malgré les sommes que nous avons investies dans des initiatives importantes à l'égard des produits.
- **Hausse continue des liquidités.** À la fin de décembre 2020, nos fonds en caisse s'élevaient à environ 154 M\$.
- **Lancement d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités à l'égard de nos actions ordinaires.** Dans le cadre de notre programme d'offres de rachat dans le cours normal des activités, en 2020, la Société a racheté 273 190 actions ordinaires en contrepartie de 3,3 M\$ en trésorerie.
- **Versement de dividendes en trésorerie trimestriels élevés.** Au cours du deuxième trimestre de 2020, nous avons commencé à verser un dividende régulier de 0,11 \$ par action ordinaire, par trimestre et avons versé 0,33 \$ par action ordinaire en 2020.
- **Mesures prises de manière à libérer la Société de sa dette d'ici le 1^{er} juin.** Nous avons annoncé notre intention de rembourser à la valeur nominale, vers le 31 mai 2021, nos débentures échangeables, qui constituent notre seule dette restante, exclusion faite des obligations liées à des contrats de location. Nos fonds en caisse à la fin de janvier 2021 excédaient déjà largement le montant en capital de 107 millions de dollars de cette dette.
- **Effet modeste de la pandémie de COVID-19 sur nos activités.** Durant la pandémie, nous avons poursuivi nos activités comme à l'habitude et l'effet négatif de cette crise sur nos résultats financiers n'a été que de quelques points de pourcentage.
- **Progrès en ce qui a trait aux initiatives à l'égard des produits.** Afin de nous préparer pour le futur, nous avons doublé notre capacité de télévente de façon à augmenter considérablement l'acquisition de nouveaux comptes, et nous mettons en oeuvre nos programmes visant à augmenter l'offre au sein de notre solide portefeuille de produits.

Nous estimons avoir produit des résultats solides et entrevoyons un avenir prometteur pour notre entreprise.

Merci de votre appui indéfectible.



David A. Eckert
Président et chef de la direction

¹⁾ Le BAIIA ajusté correspond au bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini dans les présentes comme étant le BAIIA ajusté), qui figure dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. La marge sur BAIIA ajusté se définit comme étant le BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures d'évaluation du rendement définies par les IFRS et ne sont pas considérés comme des mesures de remplacement du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net dans le contexte de l'évaluation du rendement de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées en vertu des IFRS; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que d'autres rentrées et sorties de fonds, qui sont présentées à la page 28 de ce rapport. La direction utilise le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer le rendement des activités, car ils reflètent la rentabilité continue. La direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing ainsi que pour évaluer le rendement d'une entreprise.

Rapport de gestion

Le 10 février 2021

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes annexes pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019. Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, publié le 11 février 2021. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <https://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et l'information présentée dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états financiers.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens. Veuillez vous reporter à la section « Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats » pour obtenir la liste des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des indicateurs de performance clés.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation de la performance.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), dissoute au 30 septembre 2020, YPG (USA) Holdings, Inc. et Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC [ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)].

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, y compris d'un éventuel remboursement intégral des débetures échangeables restantes de la Société, à leur valeur nominale, le 31 mai 2021 ou peu après cette date, du versement, à ses actionnaires ordinaires, d'un dividende en trésorerie de 0,11 \$ par action par trimestre et des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles, en date du 10 février 2021, au sujet de nos activités et des marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur plusieurs hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées ou sous-entendues dans cette information et ces déclarations prospectives et que nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires ne soient pas réalisés ou atteints. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que l'une ou l'autre de nos déclarations prospectives se réalisera et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces déclarations prospectives. L'information et les déclarations prospectives qui figurent dans le présent rapport de gestion sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties à comprendre nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires. Le lecteur est donc mis en garde contre le fait que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas davantage de façon importante et la reprise débutera plus tard cette année, à mesure que les restrictions d'activités imposées en raison de la pandémie de COVID-19 seront levées.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir des produits et services qui nous aideront à soutenir notre clientèle et amélioreront les produits moyens par client.
- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à environ 25 % par année.
- Les marges brutes du secteur PJ ne diminueront pas significativement des niveaux actuels.
- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de la baisse des produits.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse selon laquelle aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétiseront.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et la performance d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties de résultats ou de performances futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou cette performance seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou la performance réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle:

- L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Un taux de diminution plus marqué que prévu des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits de marketing et de médias numériques.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients.
- Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques de la Société à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de conserver du personnel clé.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.
- L'écllosion ou la propagation d'une maladie contagieuse pourrait avoir une incidence négative plus importante que prévu sur les activités de la Société.

Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté » et « marge sur BAIIA ajusté »)

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini aux présentes comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures de la performance conformes aux normes IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer la performance de

Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées selon les normes IFRS; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que des autres provenances et utilisations des flux de trésorerie, qui sont présentées à la page 28 de ce rapport de gestion.

Le BAIIA ajusté est calculé comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que le BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la performance de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing ainsi que pour évaluer la performance d'une entreprise.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure financière non conforme aux normes IFRS et il n'a pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Nous définissons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme le BAIIA ajusté, tel qu'il est défini ci-dessus, moins les dépenses d'investissement, que nous définissons comme les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, présentées dans la section « Activités d'investissement » des tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société. Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme une mesure de performance clé pour nos activités, car il reflète les flux de trésorerie provenant de nos activités commerciales. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer la performance des entreprises de notre secteur. Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

La mesure financière conforme aux normes IFRS qui s'apparente le plus au BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini ci-dessus comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Veuillez vous reporter aux pages 6 et 12 du présent rapport de gestion pour un rapprochement des dépenses d'investissement et du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement, respectivement.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et produits et services offerts aux clients
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Hypothèses et estimations critiques
5. Risques et incertitudes
6. Contrôles et procédures

1. Activités et produits et services offerts aux clients

Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

Produits et services offerts aux clients

Pages Jaunes, par l'entremise de son secteur PJ, offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo, des solutions de commerce en ligne ainsi que la publicité imprimée. L'effectif de vente et l'équipe de service à la clientèle de la Société, qui comptent environ 300 professionnels dévoués, offrent cette gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 125 400 PME.

Médias

Les médias de la Société, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services, de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. La description des médias numériques de la Société est fournie ci-dessous.

- PJ^{MC} – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (« C411 ») – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- La Société est l'éditeur officiel des annuaires de Bell, de TELUS, de Bell Aliant, de MTS Allstream et d'un certain nombre d'autres entreprises de téléphonie titulaires.
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales.

Principales données analytiques

Le succès de notre entreprise est tributaire de l'amélioration continue de la rentabilité opérationnelle et de l'efficacité des dépenses d'investissement. L'amélioration à long terme de la rentabilité dépend de la croissance des produits tirés des médias et solutions numériques ainsi que de la rétention et de la croissance de notre clientèle. Les principales données analytiques pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 comprennent les éléments suivants :

- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté a diminué pour se chiffrer à 129,4 M\$, ou 38,8 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à 161,3 M\$, ou 40,0 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent;
- BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement : le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué pour se chiffrer à 123,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à 151,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Produits tirés du secteur PJ : les produits tirés des médias et solutions numériques du secteur PJ ont diminué de 17,0 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 333,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.
- Nombre de clients¹ et produits moyens par client² du secteur PJ : le nombre de clients du secteur PJ a diminué pour s'établir à 125 400 clients pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à 153 300 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente un recul de 27 900 clients pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à un recul de 33 400 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits moyens par client du secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 se sont chiffrés à 2 540 \$ comparativement à 2 567 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, ce qui représente une légère diminution de 1,1 %, attribuable à la diminution des dépenses par client pour les médias imprimés.

¹ Le nombre de clients du secteur PJ correspond au nombre de clients qui, à la fin de la période de présentation de l'information financière, avaient eu recours à l'un de nos produits pour leur publicité au cours des douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

² Les produits moyens par client du secteur PJ correspondent à la moyenne des produits tirés des contrats par client du secteur PJ sur les douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre	2020	2019	2020	2019
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	1 386 \$	1 973 \$	5 328 \$	9 647 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	88	8	245	91
Dépenses d'investissement	1 474 \$	1 981 \$	5 573 \$	9 738 \$

Effectif¹

Aux 31 décembre	2020	2019	Variation
Effectif total de PJ	686	768	(82)

¹ La Société définit l'effectif comme le nombre total d'employés excluant les employés en congé d'invalidité de courte durée et de longue durée ou en congé de maternité.

2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour 2020 par rapport à 2019 et 2018. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures qui ne sont pas conformes aux normes IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion et elles constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	2019	2018
Produits	333 538 \$	403 213 \$	577 195 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	129 442 \$	161 345 \$	192 565 \$
Marge sur BAIIA ajusté	38,8 %	40,0 %	33,4 %
Bénéfice net	60 298 \$	94 669 \$	82 809 \$
Bénéfice de base par action	2,27 \$	3,57 \$	3,13 \$
Dépenses d'investissement	5 573 \$	9 738 \$	12 036 \$
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	123 869 \$	151 607 \$	180 529 \$
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	126 998 \$	144 759 \$	134 659 \$

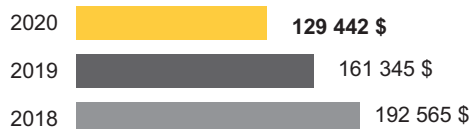
Produits

(en milliers de dollars canadiens)



BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens)



BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens)



Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens)



Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	% des produits	2019	% des produits	2018 ¹	% des produits
Produits	333 538 \$		403 213 \$		577 195 \$	
Coût des produits vendus	127 789	38,3 %	158 674	39,4 %	237 541	41,2 %
Marge brute	205 749	61,7 %	244 539	60,6 %	339 654	58,8 %
Autres coûts d'exploitation	76 307	22,9 %	83 194	20,6 %	147 089	25,5 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	129 442	38,8 %	161 345	40,0 %	192 565	33,4 %
Amortissements	27 664	8,3 %	39 109	9,7 %	76 094	13,2 %
Frais de restructuration et autres charges	8 131	2,4 %	12 499	3,1 %	15 862	2,7 %
Bénéfice d'exploitation	93 647	28,1 %	109 737	27,2 %	100 609	17,4 %
Charges financières, montant net	14 512	4,4 %	39 600	9,8 %	54 729	9,5 %
Perte (profit) à la vente d'entreprises	423	0,1 %	367	0,1 %	(6 129)	(1,1) %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	78 712	23,6 %	69 770	17,3 %	52 009	9,0 %
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	18 414	5,5 %	(24 899)	(6,2) %	(30 800)	(5,3) %
Bénéfice net	60 298 \$	18,1 %	94 669 \$	23,5 %	82 809 \$	14,3 %
Bénéfice de base par action	2,27 \$		3,57 \$		3,13 \$	
Bénéfice dilué par action	2,10 \$		3,16 \$		2,78 \$	

Aux 31 décembre	2020	2019	2018
Total de l'actif	367 913 \$	326 878 \$	442 369 \$
Billets garantis de premier rang (y compris la tranche courante)	– \$	– \$	167 489 \$
Déventures échangeables	101 115 \$	98 537 \$	96 179 \$
Ratio total des billets garantis de premier rang et des déventures échangeables/total de l'actif	27,5%	30,1%	59,6%

¹ Certaines informations comparatives ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme à celle de 2020.

Information sectorielle

Les activités de la Société sont classées en deux secteurs à présenter, soit : PJ et Autre.

Le secteur PJ offre aux petites et moyennes entreprises du Canada des solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels, y compris le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée. Le secteur comprend aussi le service d'annuaire numérique 411.ca, qui aide les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles, qui a été intégré dans la filiale entièrement détenue de la Société, Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, au 30 septembre 2019.

Le secteur Autre comprend PJ Resto, un média numérique qui permettait aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne, jusqu'à sa vente, le 30 avril 2019. Ce secteur comprenait aussi Mediative, jusqu'à sa liquidation le 31 janvier 2019. Mediative offrait des services spécialisés de marketing numérique et de médias de performance à des clients nationaux, partout au Canada. Les activités des entreprises vendues en 2018 étaient aussi comprises dans ce secteur jusqu'à leur date de cession respective, soit :

- Totem, qui offrait la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales jusqu'à sa vente le 31 mai 2018;
- Western Media Group, des revues qui généraient un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien jusqu'à sa vente le 31 mai 2018;
- RedFlagDeals.comMC, un fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne, jusqu'à sa vente le 22 août 2018;
- DuProprio/ComFree (DPCF), qui offrait aux propriétaires de maison canadiens des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse jusqu'à sa vente le 6 juillet 2018;
- Pages Jaunes Immobilier jusqu'à sa vente le 23 juillet 2018;
- La plateforme programmatique directe et la plateforme d'enchères en temps réel exclusives de juice mobile, qui facilitaient l'achat et la vente automatique de publicité mobile entre les marques et les annonceurs jusqu'à sa vente le 31 décembre 2018.

Après le deuxième trimestre de 2019, plus aucune activité n'était présentée dans le secteur Autre.

Les résultats sectoriels comprennent les éléments directement attribuables au secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués sur une base raisonnable. La Société tient compte des transactions entre les secteurs à présenter de la même façon qu'elle tient compte des transactions avec les clients externes et les élimine à la consolidation. Il n'y a pas eu de transactions entre les secteurs à présenter au cours des exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019.

Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés et sectoriels

Comparaison de l'exercice 2020 et de l'exercice 2019

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2020	2019	Variation en %
Pour les exercices clos les 31 décembre			
Médias numériques	252 252 \$	298 762 \$	(15,6) %
Médias imprimés	81 286	103 177	(21,2) %
PJ	333 538 \$	401 939 \$	(17,0) %
Médias numériques	–	1 274	n.s.
Médias imprimés	–	–	n.s.
Autre	–	1 274	n.s.
Médias numériques	252 252 \$	300 036 \$	(15,9) %
Médias imprimés	81 286 \$	103 177 \$	(21,2) %
Total des produits	333 538 \$	403 213 \$	(17,3) %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le total des produits a diminué de 17,3 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 333,5 M\$, comparativement à 403,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le total des produits tiré des médias et solutions numériques a diminué de 15,9 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 252,3 M\$, comparativement à 300,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le total des produits tiré des médias imprimés a diminué de 21,2 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 81,3 M\$, comparativement à 103,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Comme il n'y a plus aucune activité au sein du secteur Autre après le deuxième trimestre de 2019, la baisse des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 est attribuable au secteur PJ.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, les produits tirés du secteur PJ ont diminué de 68,4 M\$, ou 17,0 %, d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 333,5 M\$, comparativement à 401,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 est attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés de PJ à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée, ce qui a exercé une pression sur nos marges brutes. Les produits de 2020 ont aussi été touchés par la pandémie de COVID-19, qui a eu une incidence sur les dépenses des clients et, dans une moindre mesure, sur les taux de renouvellement des clients.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 15,6 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 252,3 M\$, comparativement à 298,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits ont subi l'incidence négative d'une baisse du nombre de clients des médias numériques, contrebalancée en partie par un dixième trimestre consécutif de hausse des dépenses par client, et ce, malgré les pressions sur les dépenses en raison de la pandémie.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 21,2 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 81,3 M\$. Les produits ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client.

Autre

En raison des cessions, le secteur Autre n'a généré aucun produit au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, ce qui s'est traduit par une baisse de 1,3 M\$ des produits d'un exercice à l'autre.

Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	% des produits	2019	% des produits	Variation en %
PJ	205 749 \$	61,7 %	243 889 \$	60,7 %	(15,6) %
Autre	–	n.s.	650	51,0 %	n.s.
Total de la marge brute	205 749 \$	61,7 %	244 539 \$	60,6 %	(15,9) %

La marge brute a diminué pour se chiffrer à 205,7 M\$, ou 61,7 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à 244,5 M\$, ou 60,6 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute et l'augmentation de la marge brute en pourcentage des produits est attribuable au secteur PJ.

Marge brute des secteurs à présenter**PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, la marge brute a totalisé 205,7 M\$, ou 61,7 % des produits, comparativement à 243,9 M\$, ou 60,7 % des produits, pour la période correspondante de 2019. La diminution de la marge brute découle des pressions exercées par une baisse globale des produits et un changement dans la composition des produits, contrebalancées en partie par l'efficacité au sein des ventes et de l'exploitation découlant des optimisations et des réductions de coûts, ce qui s'est traduit par une augmentation de la marge brute en pourcentage des produits.

Autre

En raison des cessions, le secteur Autre n'a généré aucune marge brute au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, ce qui s'est traduit par une baisse de 0,7 M\$ de la marge brute d'un exercice à l'autre.

BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	% des produits	2019	% des produits	Variation en %
PJ	129 442 \$	38,8 %	161 014 \$	40,1 %	(19,6) %
Autre	–	–	331	n.s.	n.s.
Total du BAIIA ajusté	129 442 \$	38,8 %	161 345 \$	40,0 %	(19,8) %

Le BAIIA ajusté a diminué de 19,8 % pour se chiffrer à 129,4 M\$, ou 38,8 % des produits, pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à 161,3 M\$, ou 40,0 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats d'un exercice à l'autre pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont attribuables au secteur PJ.

BAIIA ajusté des secteurs à présenter

PJ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le BAIIA ajusté du secteur PJ a totalisé 129,4 M\$, ou 38,8 % des produits, comparativement à 161,0 M\$, ou 40,1 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 est attribuable aux pressions générales exercées sur les produits dans le secteur, partiellement contrebalancées par l'efficacité au sein des ventes et de l'exploitation découlant des optimisations et des réductions continues des autres coûts d'exploitation, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur. La Société a reçu des subventions salariales d'urgence totalisant 7,3 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020. De plus, les résultats du premier trimestre de 2019 ont bénéficié d'un ajustement de la charge de rémunération variable attribuable à l'attrition de l'effectif et aux performances de l'exercice précédent. Les pressions exercées sur les produits, de même que l'augmentation de l'effectif de vente, contrebalancées en partie par les optimisations continues, exerceront une certaine pression sur la marge au cours des prochains trimestres.

Autre

En raison des cessions, le secteur Autre n'a généré aucun BAIIA ajusté au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, ce qui s'est traduit par une baisse de 0,3 M\$ d'un exercice à l'autre.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	2019	Variation en %
BAIIA ajusté	129 442 \$	161 014 \$	(19,6) %
Dépenses d'investissement	5 573	9 460	(41,1) %
PJ	123 869 \$	151 554 \$	(18,3) %
BAIIA ajusté	–	331	n.s.
Dépenses d'investissement	–	278	n.s.
Autre	–	53	n.s.
BAIIA ajusté	129 442 \$	161 345 \$	(19,8) %
Dépenses d'investissement	5 573 \$	9 738 \$	(42,8) %
Total du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	123 869 \$	151 607 \$	(18,3) %

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 27,7 M\$ pour se chiffrer à 123,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à 151,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter

PJ

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur PJ a totalisé 123,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à 151,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 est essentiellement attribuable à la baisse du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par une baisse des dépenses d'investissement découlant de la diminution des dépenses relatives au développement de logiciels.

Amortissements

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 27,7 M\$, comparativement à 39,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Indemnités, avantages et remplacement externe	2 895 \$	10 767 \$
Règlement d'un litige	–	(99)
Perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations corporelles et provision pour coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	5 512	371
Coûts (économies) liés à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés (économies sur coûts des services passés), montant net	–	(980)
Autres (recouvrements) coûts	(276)	2 440
Total des frais de restructuration et autres charges	8 131 \$	12 499 \$

Pages Jaunes a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 8,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 2,6 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 2,1 M\$ relative aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et une charge de 4,6 M\$ liée à la perte de valeur des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation relative à des espaces de bureaux vacants, contrebalancés en partie par un recouvrement de 1,2 M\$ lié à la résiliation d'un contrat de location.

Des frais de restructuration et autres charges de 12,5 M\$ ont été comptabilisés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui comprennent des frais de restructuration de 12,1 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 1,9 M\$ relative aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et une charge de 0,3 M\$ liée à la cession de logiciels, contrebalancés par un recouvrement net de 1,8 M\$ en raison de recouvrements plus favorables que prévu sur les contrats de location.

Charges financières

Les charges financières ont diminué pour se chiffrer à 14,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à 39,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable à une baisse du niveau d'endettement à la suite du remboursement complet des billets garantis de premier rang en 2019. Le taux d'intérêt effectif moyen de la Société sur notre portefeuille de titres d'emprunt, compte non tenu des obligations liées à des contrats de location, était de 8,0 % au 31 décembre 2020 (2019 – 9,0 %).

Charge (économie) d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi s'est établi à 26,5 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 et à 26,8 % pour la période correspondante de 2019. La Société a comptabilisé une charge de 18,4 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, qui comprend la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant de 2,8 M\$. En comparaison, la Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 24,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui comprend la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant de 44,2 M\$. La Société a comptabilisé une charge d'impôt de 23,4 % sur le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (2019 – économie d'impôt de 35,7 %). Ces économies sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant et au fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Bénéfice net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net s'est établi à 60,3 M\$, comparativement à un bénéfice net de 94,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique par la comptabilisation d'un montant plus élevé d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant en 2019. Le bénéfice avant impôt a augmenté, passant de 69,8 M\$ en 2019 à 78,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, la baisse du BAIIA ajusté ayant été plus que contrebalancée par une baisse des frais de restructuration et autres charges, des charges financières et de la dotation aux amortissements.

Comparaison de l'exercice 2019 et de l'exercice 2018

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018	Variation en %
Médias numériques	298 762 \$	357 705 \$	(16,5) %
Médias imprimés	103 177	127 897	(19,3) %
PJ	401 939 \$	485 602 \$	(17,2) %
Médias numériques	1 274	84 534	(98,5) %
Médias imprimés	–	8 043	(100,0) %
Autre	1 274	92 577	(98,6) %
Médias numériques	–	(958)	n.s.
Médias imprimés	–	(26)	n.s.
Éliminations intersectorielles	–	(984)	n.s.
Médias numériques	300 036 \$	441 281 \$	(32,0) %
Médias imprimés	103 177 \$	135 914 \$	(24,1) %
Total des produits	403 213 \$	577 195 \$	(30,1) %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le total des produits a diminué de 174,0 M\$, ou 30,1 %, d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 403,2 M\$, comparativement à 577,2 M\$ pour la période correspondante de 2018. La diminution du total des produits est imputable aux cessions dans le secteur Autre et à la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques et des médias imprimés dans le secteur PJ.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 141,2 M\$, ou 32,0 %, d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 300,0 M\$, comparativement à 441,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. La baisse des produits tirés des médias et solutions numériques est attribuable aux cessions dans le secteur Autre et à la baisse des produits dans le secteur PJ.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 32,7 M\$, ou 24,1 %, d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 103,2 M\$. La baisse des produits tirés des médias imprimés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 est attribuable à la baisse des produits dans le secteur PJ et aux cessions dans le secteur Autre.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les produits tirés du secteur PJ ont diminué de 83,7 M\$, ou 17,2 %, d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 401,9 M\$, comparativement à 485,6 M\$ pour la période correspondante de 2018. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 est essentiellement attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés de PJ à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée, ce qui a exercé une pression sur nos marges bénéficiaires brutes.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 16,5 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 298,8 M\$, comparativement à 357,7 M\$ pour la période correspondante de 2018. Les produits tirés des médias et solutions numériques ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias numériques, partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses par client pour un sixième trimestre consécutif. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle essentiellement de la baisse de l'acquisition de clients, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la rentabilité.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 19,3 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 103,2 M\$. Les résultats ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les produits tirés du secteur Autre ont totalisé 1,3 M\$, comparativement à 92,6 M\$ pour la période correspondante de 2018. La diminution des produits tirés du secteur Autre est attribuable aux cessions.

Marge brute¹

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	% des produits	2018	% des produits	Variation en %
PJ	243 889 \$	60,7 %	306 157 \$	63,0 %	(20,3) %
Autre	650	51,0 %	33 660	36,4 %	(98,1) %
Éliminations intersectorielles	—	—	(163)	n.s.	n.s.
Total de la marge brute	244 539 \$	60,6 %	339 654 \$	58,8 %	(28,0) %

¹ Certaines informations comparatives ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme à celle de 2019.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la marge brute a diminué pour s'établir à 244,5 M\$, ou 60,6 % du total des produits, comparativement à 339,7 M\$, ou 58,8 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute découle des pressions exercées par la baisse globale des produits et le changement dans la composition des produits dans le secteur PJ, ainsi qu'aux cessions dans le secteur Autre. L'augmentation de la marge brute en pourcentage des produits s'explique par l'effet dilatif sur la rentabilité de la marge moins élevée dans le secteur Autre en 2018.

Marge brute des secteurs à présenter**PJ**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la marge brute a totalisé 243,9 M\$, ou 60,7 % des produits, comparativement à 306,2 M\$, ou 63,0 % des produits, pour la période correspondante de 2018. La diminution de la marge brute et de la marge brute en pourcentage des produits découle des pressions exercées par une baisse globale des produits et un changement dans la composition des produits, de même que des investissements dans le service à la clientèle à compter du deuxième trimestre de 2019 et des investissements dans l'acquisition de nouveaux clients au quatrième trimestre de 2019. Les pressions exercées sur les produits et les investissements dans le service à la clientèle et dans l'acquisition de nouveaux clients ont été contrebalancées en partie par l'amélioration de l'efficacité au sein des ventes et de l'exploitation découlant des optimisations et des réductions de coûts ainsi que de la concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services. Ces mesures comprenaient des réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle au premier trimestre de 2018 et des consolidations des centres d'appel et l'optimisation de notre modèle de prestation de services au deuxième trimestre de 2018.

Autre

La marge brute du secteur Autre a totalisé 0,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à 33,7 M\$, ou 36,4 % des produits, pour la période correspondante de 2018. La diminution de la marge bénéficiaire brute pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 est imputable aux cessions.

BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	% des produits	2018	% des produits	Variation en %
PJ	161 014 \$	40,1 %	185 026 \$	38,1 %	(13,0) %
Autre	331	n.s.	7 539	8,1 %	(95,6) %
Total du BAIIA ajusté	161 345 \$	40,0 %	192 565 \$	33,4 %	(16,2) %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le BAIIA ajusté a diminué de 31,2 M\$, ou 16,2 %, pour s'établir à 161,3 M\$, comparativement à 192,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAIIA ajusté de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'est établie à 40,0 %, comparativement à 33,4 % pour la période correspondante de 2018. La baisse du BAIIA ajusté est attribuable aux pressions exercées sur les produits dans le secteur PJ et aux cessions dans le secteur Autre. La hausse de la marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'explique principalement par l'effet dilutif sur la rentabilité de la marge moins élevée dans le secteur Autre en 2018 et par les réductions du coût des produits vendus et des autres coûts d'exploitation. Les réductions ont contrebalancé en totalité les pressions exercées sur les produits dans le secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

BAIIA ajusté des secteurs à présenter

PJ

Le BAIIA ajusté du secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 a totalisé 161,0 M\$, comparativement à 185,0 M\$ pour la période correspondante de 2018. La diminution du BAIIA ajusté découle de la baisse globale des produits, des pressions exercées par le changement de la composition des produits et des investissements dans le service à la clientèle. La marge sur BAIIA ajusté du secteur PJ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 a augmenté pour s'établir à 40,1 %, comparativement à 38,1 % pour la période correspondante de 2018. L'augmentation de la marge sur BAIIA ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'explique par les pressions exercées sur les produits et par les investissements dans le service à la clientèle et l'acquisition de nouveaux clients, qui ont été contrebalancés en totalité par la concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services et par les réductions du coût des produits vendus et des autres coûts d'exploitation. La diminution du coût des produits vendus est essentiellement attribuable aux réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle au premier trimestre de 2018, aux consolidations des centres d'appel et à l'optimisation de notre modèle de prestation de services au deuxième trimestre de 2018. La diminution des autres coûts d'exploitation découle des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur, ainsi que d'un ajustement à la charge de rémunération variable au premier trimestre de 2019 essentiellement attribuable à l'attrition de l'effectif et aux performances de l'exercice précédent.

Autre

Le BAIIA ajusté du secteur Autre s'est établi à 0,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à 7,5 M\$, ou 8,1 % des produits, pour la période correspondante de 2018. Cette diminution d'un exercice à l'autre est attribuable aux cessions.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018	Variation en %
BAIIA ajusté	161 014 \$	185 026 \$	(13,0) %
Dépenses d'investissement	9 460	9 556	(1,0) %
PJ	151 554 \$	175 470 \$	(13,6) %
BAIIA ajusté	331	7 539	(95,6) %
Dépenses d'investissement	278	2 480	(88,8) %
Autre	53	5 059	(99,0) %
BAIIA ajusté	161 345 \$	192 565 \$	(16,2) %
Dépenses d'investissement	9 738 \$	12 036 \$	(19,1) %
Total du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	151 607 \$	180 529 \$	(16,0) %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 28,9 M\$, ou 16,0 %, pour s'établir à 151,6 M\$, comparativement à 180,5 M\$ pour la période correspondante de 2018. Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 a surtout subi l'incidence de la baisse du BAIIA ajusté, partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels, en plus de l'incidence négative des avantages incitatifs relatifs à un bail reçu en 2018.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter

PJ

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a totalisé 151,6 M\$, comparativement à 175,5 M\$ pour la période correspondante de 2018. La diminution pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 est attribuable essentiellement à la baisse du BAIIA ajusté, partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels et s'explique aussi par l'incidence négative des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus en 2018.

Autre

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre est minime, comparativement à 5,1 M\$ pour la période correspondante de 2018. La baisse d'un exercice à l'autre découle des cessions.

Amortissements

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 39,1 M\$, comparativement à 76,1 M\$ pour la période correspondante de 2018, surtout en raison de la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2019	2018
Indemnités, avantages et remplacement externe	10 767 \$	31 231 \$
Règlement d'un litige	(99)	(14 095)
Perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et coûts (recouvrement relatif aux coûts) d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	371	(2 029)
Coûts (économies) liés à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés (économies sur coûts des services passés), montant net	(980)	755
Autres coûts	2 440	–
Total des frais de restructuration et autres charges	12 499 \$	15 862 \$

La Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 12,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui comprennent des frais de restructuration de 12,1 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 1,9 M\$ liée aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et une charge de 0,3 M\$ liée à la cession de logiciels, qui ont été contrebalancés par un recouvrement net de 1,8 M\$ en raison de recouvrements plus favorables que prévu sur les contrats de location.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 15,9 M\$, qui comprennent des frais de restructuration de 32,0 M\$ attribuables essentiellement aux réductions de la main-d'œuvre, contrebalancés par l'incidence de 14,1 M\$ du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur. Les frais de restructuration ont aussi été contrebalancés par un recouvrement net de 1,6 M\$ découlant de recouvrements plus favorables que prévu sur les contrats de location, qui a été contrebalancé en partie par une perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et un recouvrement net de 0,4 M\$ relatif aux coûts d'exploitation futurs pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux.

Charges financières

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, les charges financières ont diminué pour se chiffrer à 39,6 M\$, comparativement à 54,7 M\$ pour la période correspondante de 2018. Cette diminution est essentiellement attribuable à une baisse du niveau d'endettement à la suite des remboursements des billets garantis de premier rang. Le taux d'intérêt effectif moyen annuel de la Société sur notre portefeuille de titres d'emprunt, compte non tenu des contrats de location-acquisition, s'établissait à 9,0 % au 31 décembre 2019 (2018 – 9,2 %).

Charge (économie) d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 était de 26,8 %, comparativement à 26,9 % pour la période correspondante de 2018. La Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 24,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, laquelle tient à la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant de 44,2 M\$. La Société a comptabilisé une économie d'impôt de 35,7 % sur le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 (2018 – économie d'impôt de 59,2 %). Ces économies sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

En comparaison, la Société a comptabilisé une économie d'impôt sur le résultat de 30,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, laquelle tient à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant de 8,5 M\$ et au règlement de positions fiscales incertaines de 38,6 M\$. Ces économies sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

La Société a comptabilisé une économie d'impôt de 35,7 % sur le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à une économie d'impôt de 59,2 % pour l'exercice clos en 2018. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant et au fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux non comptabilisés auparavant, au règlement de positions fiscales incertaines et au fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Bénéfice net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé un bénéfice net de 94,7 M\$, comparativement à 82,8 M\$ pour la période correspondante de 2018. La hausse du bénéfice net pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, comparativement à la période correspondante de 2018, est essentiellement attribuable à la diminution de la dotation aux amortissements et à la baisse des charges financières découlant d'une diminution du niveau d'endettement à la suite du remboursement des billets garantis de premier rang, facteurs contrebalancés en partie par une baisse du BAIIA ajusté et une économie d'impôt moins élevée.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Le tableau suivant présente les principales données financières consolidées de Pages Jaunes pour les huit plus récents trimestres.
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2020				2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits de PJ	76 669 \$	80 281 \$	88 280 \$	88 308 \$	93 507 \$	98 147 \$	106 610 \$	103 675 \$
Produits du secteur Autre et éliminations intersectorielles	–	–	–	–	–	–	162	1 112
Total des produits	76 669 \$	80 281 \$	88 280 \$	88 308 \$	93 507 \$	98 147 \$	106 772 \$	104 787 \$
Coûts d'exploitation	49 030	52 969	46 352	55 745	58 751	60 361	63 350	59 406
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	27 639	27 312	41 928	32 563	34 756	37 786	43 422	45 381
Marge sur BAIIA ajusté	36,0 %	34,0 %	47,5 %	36,9 %	37,2 %	38,5 %	40,7 %	43,3 %
Amortissements	6 249	6 624	7 190	7 601	8 678	9 221	10 082	11 128
Frais de restructuration et autres charges	221	4 461	134	3 315	5 719	2 347	1 571	2 862
Bénéfice d'exploitation	21 169	16 227	34 604	21 647	20 359	26 218	31 769	31 391
Charges financières, montant net	2 014	4 196	4 121	4 181	7 360	7 019	11 456	13 765
(Profit) perte à la vente d'entreprises	–	(79)	4	498	10	160	197	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat	19 155	12 110	30 479	16 968	12 989	19 039	20 116	17 626
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	2 340	3 069	8 440	4 565	(40 608)	5 200	5 543	4 966
Bénéfice net	16 815 \$	9 041 \$	22 039 \$	12 403 \$	53 597 \$	13 839 \$	14 573 \$	12 660 \$
Bénéfice de base par action	0,63 \$	0,34 \$	0,83 \$	0,47 \$	2,02 \$	0,52 \$	0,55 \$	0,48 \$
Bénéfice dilué par action	0,58 \$	0,34 \$	0,73 \$	0,44 \$	1,70 \$	0,49 \$	0,51 \$	0,45 \$

Les produits trimestriels ont diminué d'un exercice à l'autre essentiellement en raison de la baisse des produits au sein du secteur PJ liée à la diminution globale du nombre de clients, facteur contrebalancé en partie par une augmentation des produits moyens par client sur neuf trimestres avant le quatrième trimestre de 2020. La diminution des produits moyens par client au quatrième trimestre de 2020 s'explique par une baisse des dépenses par client pour les médias imprimés, alors que les dépenses par client pour les médias numériques ont continué d'augmenter. Les produits ont aussi été touchés par la pandémie de COVID-19 à compter du deuxième trimestre de 2020, laquelle a eu une incidence sur les dépenses des clients et, dans une moindre mesure, sur les taux de renouvellement des clients. La baisse des produits dans le secteur Autre découle de la cession ou de la liquidation d'entreprises qui n'étaient pas rentables ou synergiques au deuxième trimestre de 2019.

Les coûts d'exploitation ont diminué au cours des trimestres, en raison d'une diminution du coût des produits vendus, qui s'explique par la concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services et les réductions dans notre structure de coûts découlant de l'efficacité au sein des ventes et de l'exploitation, ainsi que de la baisse des autres coûts d'exploitation découlant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur PJ. Les résultats du deuxième trimestre de 2020 ont bénéficié de la subvention salariale d'urgence de 4,8 M\$ et de l'interruption des dépenses liées aux campagnes dans le contexte de la pandémie de COVID-19, alors que les résultats du troisième trimestre ont été touchés par une augmentation de 4,0 M\$ attribuable à la charge liée à l'acquisition des droits en vertu du régime incitatif à long terme du chef de la direction à la fin de son premier contrat, découlant de la hausse du cours de l'action de la Société et à la reprise des dépenses, principalement pour la réalisation des campagnes suspendues en raison de la pandémie de COVID-19, facteurs contrebalancés en partie par la subvention salariale d'urgence de 1,2 M\$. La Société a aussi reçu une subvention salariale d'urgence de 1,3 M\$ durant le quatrième trimestre de 2020. En outre, en 2019, les résultats du premier trimestre ont bénéficié d'un ajustement de la charge de rémunération variable attribuable essentiellement à l'attrition de l'effectif et aux performances de l'exercice précédent, alors que les coûts d'exploitation ont diminué à la suite de la conclusion de la liquidation de la division Mediative au premier trimestre et de la vente de PJ Resto et de Bookenda au deuxième trimestre.

La marge sur BAIIA ajusté a diminué au cours des trimestres, surtout en raison de la baisse des produits et des pressions découlant d'un changement dans la composition des produits, facteurs contrebalancés en partie par les réductions dans notre structure de coûts et l'accent mis sur la rentabilité de nos produits et services. Aussi en 2020, les résultats du deuxième trimestre ont bénéficié de la subvention salariale d'urgence de 4,8 M\$ et de l'interruption des dépenses liées aux campagnes dans le contexte de la pandémie de COVID-19, alors que les résultats du troisième trimestre ont été touchés par une augmentation de 4,0 M\$ attribuable à la charge liée à l'acquisition des droits en vertu du régime incitatif à long terme du chef de la direction et la reprise des dépenses, principalement pour la réalisation des campagnes suspendues en raison de la pandémie de COVID-19, facteurs contrebalancés en partie par la subvention salariale d'urgence de 1,2 M\$. La Société a aussi reçu une subvention salariale d'urgence de 1,3 M\$ durant le quatrième trimestre de 2020. En outre, en 2019, les résultats du premier trimestre ont bénéficié d'un ajustement de la charge de rémunération variable attribuable essentiellement à l'attrition de l'effectif et aux performances de l'exercice précédent.

Les amortissements ont diminué en raison de la diminution des immobilisations incorporelles découlant des dépenses moins élevées liées au développement de logiciels et de la diminution des immobilisations incorporelles découlant de la perte de valeur comptabilisée au quatrième trimestre de 2017.

Les frais de restructuration et autres charges de la Société se rapportent essentiellement aux réductions de la main-d'œuvre et à la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés. Les résultats du deuxième trimestre de 2020 ont bénéficié d'un recouvrement net de 1,2 M\$ se rapportant à la résiliation d'un contrat de location visant certains des espaces de bureaux auparavant vacants.

Les charges financières ont diminué en raison d'une baisse de l'endettement. Au quatrième trimestre de 2020, les charges financières ont aussi été touchées par la comptabilisation d'une variation de la juste valeur de 2,6 M\$ de l'option de rachat en trésorerie pour les débetures échangeables de la Société (l'« option de rachat »).

Le bénéfice avant impôt sur le résultat est demeuré relativement stable, la baisse du BAIIA ajusté ayant été contrebalancée par une baisse des frais de restructuration et autres charges, des charges financières et de la dotation aux amortissements. Le bénéfice net des quatrièmes trimestres de 2019 et de 2020 a tiré parti de l'incidence sur la charge d'impôt de la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant de 44,2 M\$ et de 2,8 M\$, respectivement.

Analyse des résultats du quatrième trimestre de 2020

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2020	2019	Variation en %
Pour les trimestres clos les 31 décembre			
Médias numériques	58 904 \$	70 162 \$	(16,0) %
Médias imprimés	17 765	23 345	(23,9) %
PJ	76 669 \$	93 507 \$	(18,0) %
Médias numériques	–	–	–
Médias imprimés	–	–	–
Autre	–	–	–
Médias numériques	58 904 \$	70 162 \$	(16,0) %
Médias imprimés	17 765 \$	23 345 \$	(23,9) %
Total des produits	76 669 \$	93 507 \$	(18,0) %

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2020, le total des produits a diminué de 18,0 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 76,7 M\$, comparativement à 93,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre clos le 31 décembre 2020 est attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés de PJ à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée, ce qui a exercé une pression sur nos marges bénéficiaires brutes. Les produits du quatrième trimestre de 2020 ont aussi été touchés par la pandémie de COVID-19, qui a eu une incidence sur les dépenses des clients et, dans une moindre mesure, sur les taux de renouvellement des clients.

Au quatrième trimestre de 2020, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 16,0 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 58,9 M\$, comparativement à 70,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits ont subi l'incidence négative d'une baisse du nombre de clients des médias numériques, contrebalancée en partie par un dixième trimestre consécutif de hausse des dépenses par client, et ce, malgré les pressions sur les dépenses au cours du trimestre en raison de la pandémie.

Au quatrième trimestre de 2020, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 23,9 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 17,8 M\$, comparativement à des produits tirés des médias imprimés de 23,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019. Les produits ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client.

Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2020	% des produits	2019	% des produits	Variation en %
Pour les trimestres clos les 31 décembre					
PJ	46 424 \$	60,6 %	54 799 \$	58,6 %	(15,3) %
Autre	–	–	–	–	–
Total de la marge brute	46 424 \$	60,6 %	54 799 \$	58,6 %	(15,3) %

La marge brute a totalisé 46,4 M\$, ou 60,6 % des produits, pour le trimestre clos le 31 décembre 2020, comparativement à 54,8 M\$, ou 58,6 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute au cours du trimestre clos le 31 décembre 2020 découle des pressions exercées par une baisse globale des produits et un changement dans la composition des produits, contrebalancées en partie par l'efficacité au sein des ventes et de l'exploitation découlant des optimisations et des réductions de coûts, qui a donné lieu à une hausse de la marge brute en pourcentage des produits.

BAlIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2020	% des produits	2019	% des produits	Variation en %
PJ	27 639 \$	36,0 %	34 756 \$	37,2 %	(20,5) %
Autre	–	–	–	–	– %
Total du BAlIA ajusté	27 639 \$	36,0 %	34 756 \$	37,2 %	(20,5) %

Au quatrième trimestre clos le 31 décembre 2020, le BAlIA ajusté a diminué pour se chiffrer à 27,6 M\$, ou 36,0 % des produits, comparativement à 34,8 M\$, ou 37,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAlIA ajusté et de la marge sur BAlIA ajusté au cours du trimestre clos le 31 décembre 2020 est attribuable aux pressions exercées sur les produits, partiellement contrebalancées par l'efficacité au sein des ventes et de l'exploitation découlant des optimisations et des réductions des autres coûts d'exploitation, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur. La Société a aussi reçu une subvention salariale d'urgence de 1,3 M\$ durant le trimestre clos le 31 décembre 2020. Les pressions sur les produits, conjuguées à l'augmentation de l'effectif de vente, contrebalancées par les optimisations continues, exerceront une certaine pression sur la marge au cours des prochains trimestres.

BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2020	2019	Variation en %
BAlIA ajusté	27 639 \$	34 756 \$	(20,5) %
Dépenses d'investissement	1 474	1 981	(25,6) %
PJ	26 165 \$	32 775 \$	(20,2) %
BAlIA ajusté	–	–	–
Dépenses d'investissement	–	–	–
Autre	–	–	–
BAlIA ajusté	27 639 \$	34 756 \$	(20,5) %
Dépenses d'investissement	1 474 \$	1 981 \$	(25,6) %
Total du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement	26 165 \$	32 775 \$	(20,2) %

Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 6,6 M\$ pour se chiffrer à 26,2 M\$ au cours du quatrième trimestre de 2020, comparativement à 32,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour le trimestre clos le 31 décembre 2020 est essentiellement attribuable à la baisse du BAlIA ajusté, contrebalancée en partie par une baisse des dépenses d'investissement découlant de la diminution des dépenses relatives au développement de logiciels.

Amortissements

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2020, les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 6,2 M\$, comparativement à 8,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable à la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 31 décembre	2020	2019
Indemnités, avantages et remplacement externe	926 \$	5 844 \$
Perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations corporelles et provision pour coûts (recouvrement relatif aux coûts) d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	(752)	(336)
Coûts liés à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés (économie sur coûts des services passés), montant net	–	(980)
Autres coûts	47	1 191
Total des frais de restructuration et autres charges	221 \$	5 719 \$

Des frais de restructuration et autres charges de 0,2 M\$ ont été comptabilisés pour le trimestre clos le 31 décembre 2020, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 1,0 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, un recouvrement de 1,1 M\$ relatif aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et une charge de 0,3 M\$ liée à la perte de valeur des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation relative à des espaces de bureaux vacants. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 5,7 M\$, soit des frais de restructuration de 6,0 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre et une charge de 0,8 M\$ liée aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux, facteurs contrebalancés par un recouvrement de 1,1 M\$ découlant de recouvrements plus favorables que prévu sur les contrats de location.

Charges financières

Les charges financières ont diminué pour se chiffrer à 2,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020, comparativement à 7,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable à la comptabilisation d'une variation de 2,6 M\$ de la juste valeur de l'option de rachat au cours du trimestre clos le 31 décembre 2020 et à une baisse du niveau d'endettement à la suite du remboursement complet des billets garantis de premier rang en 2019.

Charge (économie) d'impôt sur le résultat

Les taux d'imposition combinés fédéral-provincial prévus par la loi se sont établis à 26,5 % et à 26,8 % pour les trimestres clos les 31 décembre 2020 et 2019, respectivement. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2020, la Société a comptabilisé une charge de 2,3 M\$, qui comprend un recouvrement relatif à la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant de 2,8 M\$. En comparaison, pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, la Société a comptabilisé une économie d'impôt de 40,6 M\$, qui comprend un recouvrement relatif à la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant de 44,2 M\$. Ces recouvrements sont des éléments sans effet sur la trésorerie.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour les trimestres clos les 31 décembre 2020 et 2019 tient principalement à la comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant et au fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Bénéfice net

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2020, le bénéfice net s'est établi à 16,8 M\$, comparativement à un bénéfice net de 53,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique par la comptabilisation d'un montant plus élevé d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant en 2019. Le bénéfice avant impôt a augmenté, passant de 13,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2019 à 19,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020, la baisse du BAIIA ajusté ayant été plus que contrebalancée par une baisse des frais de restructuration et autres charges, des charges financières et de la dotation aux amortissements.

3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Aux 31 décembre	2020	2019
Trésorerie	153 492 \$	44 408 \$
Débiteures échangeables	101 115	98 537
Obligations liées à des contrats de location	52 874	57 885
Total de la dette	153 989 \$	156 422 \$
Capitaux propres (insuffisance)	29 301	(16 660)
Total du capital investi	183 290 \$	139 762 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le total du capital investi	0,3 %	80,1 %

Au 31 décembre 2020, le total de la dette de Pages Jaunes, déduction faite de la trésorerie, se chiffrait à 0,5 M\$, comparativement à 112,0 M\$ au 31 décembre 2019.

Le ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹ s'établissait à néant au 31 décembre 2020, comparativement à 0,7 fois au 31 décembre 2019. Cette baisse est essentiellement attribuable à une hausse du solde de la trésorerie au 31 décembre 2020, qui a contrebalancé en totalité la baisse du BAIIA ajusté.

Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹



Structure du capital

(en millions de dollars canadiens)



¹ Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non conforme aux normes IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en bourse. Se reporter à la page 3 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.

Emprunt garanti par des actifs

Le 19 octobre 2017, la Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a renouvelé son emprunt garanti par des actifs de 50,0 M\$ d'une durée de cinq ans et en a prorogé la durée jusqu'en août 2022. À la demande de la Société, la convention régissant l'emprunt garanti par des actifs a été modifiée le 18 novembre 2019 afin de réduire le total des engagements, qui est passé de 50,0 M\$ à 25,0 M\$. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5,0 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 décembre 2020, le ratio de couverture des charges fixes de la Société était de 3,5 fois. La Société avait des lettres de crédit de 3,4 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 21,6 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 décembre 2020.

La convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création de dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres restrictions de paiement, dans les limites permises par l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées et à leurs activités commerciales.

Au 31 décembre 2020, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Débentures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débentures échangeables subordonnées de premier rang (les « débentures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022. Au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019, la valeur nominale des débentures échangeables s'élevait à 107,0 M\$ et à 107,1 M\$, respectivement. Au 31 décembre 2020, la valeur des débentures échangeables, moins les intérêts non comptabilisés, était de 101,1 M\$, comparativement à 98,5 M\$ au 31 décembre 2019.

Les intérêts sur les débentures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débentures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débentures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débentures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

L'acte de fiducie régissant les débentures échangeables contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création d'une dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres restrictions de paiement, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs, ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées. L'acte de fiducie ne contient pas l'obligation de maintenir des ratios financiers. Les restrictions quant aux ratios financiers s'appliquent seulement lors de la création d'une dette ou d'autres transactions.

L'acte de fiducie permet à la Société d'effectuer des paiements restreints, y compris des paiements de dividendes et des rachats d'actions ordinaires et certains paiements associés à la rémunération fondée sur des actions à l'intention de la direction, d'un montant total maximal de 20,0 M\$ à compter de la date de l'acte de fiducie. Au 31 décembre 2020, la Société avait effectué des paiements restreints cumulatifs totalisant 14,5 M\$, dont une tranche de 8,8 M\$ se rapportait aux paiements de dividendes, une tranche de 3,3 M\$, aux rachats d'actions ordinaires et une tranche de 2,4 M\$, à certains paiements associés à la rémunération fondée sur des actions à l'intention de la direction, depuis l'entrée en vigueur de l'acte de fiducie. Au 31 décembre 2020, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables.

Option d'échange

Les débentures échangeables peuvent être échangées au gré du porteur en actions ordinaires à tout moment, à un prix d'échange par action de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

Rachat optionnel

La Société peut racheter la totalité ou une partie des débentures échangeables à son gré, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué à compter du 31 mai 2021;

L'option de rachat est comptabilisée à la juste valeur dans les actifs financiers et autres actifs des états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières. Au 31 décembre 2020, la juste valeur s'élevait à 2,6 M\$; elle était négligeable au 31 décembre 2019.

La Société a conclu une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat de débentures échangeables d'un montant en capital maximal de 6,6 M\$ au cours de la période commençant le 20 avril 2020 et se terminant le 19 avril 2021. Le prix que Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée paiera pour ces débentures échangeables correspondra au cours en vigueur au moment de l'acquisition. Toutes les débentures échangeables seront rachetées aux fins d'annulation. Au 31 décembre 2020, PJ a racheté des débentures échangeables en vertu de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'une valeur comptable de 52 000 \$ en trésorerie et d'une valeur nominale de 56 000 \$.

Tel qu'il a été annoncé le 13 février 2020, la Société a l'intention d'effectuer un paiement de rachat optionnel pour rembourser la totalité du solde restant de ses débetures échangeables le 31 mai 2021 ou peu après cette date conformément aux modalités présentées ci-dessus (c'est-à-dire à un prix de rachat égal à 100 %).

Notations

Standard and Poor's Global Ratings

B-/notation de la Société – perspective stable

B/notation des débetures échangeables

Situation de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long terme pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de sa dette en cours. Au 31 décembre 2020, la trésorerie de la Société se chiffrait à environ 153,5 M\$ et un montant de 21,6 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Au 31 janvier 2021, la trésorerie de la Société se chiffrait à environ 163,7 M\$ et un montant de 21,6 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Options

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes Limitée, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés de Pages Jaunes Limitée qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes Limitée pendant la transformation de ses activités, ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Un nombre maximal de 1 290 612 options sur actions peut être attribué en vertu du régime d'options sur actions. Le 11 mai 2018, une modification au régime d'options sur actions a été approuvée, ce qui s'est traduit par l'augmentation du nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à l'exercice des options, qui est passé de 1 290 612 à 2 806 932. Les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

À l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires tenue le 13 mai 2020, une modification apportée au régime d'options sur actions de 2012 a été approuvée, laquelle vise à introduire une modalité d'exercice sans décaissement, donnant droit à une somme en trésorerie, sans déduction complète des actions sous-jacentes de la réserve du régime. Sous réserve de l'approbation du conseil ou du comité des ressources humaines et de rémunération au moment de l'exercice, les titulaires d'options pourront choisir de remettre une option pouvant être exercée aux fins d'annulation en échange d'un paiement en trésorerie correspondant à l'excédent de la juste valeur de marché de l'action à la date de remise par rapport au prix d'exercice. Les actions sous-jacentes à l'option remise seront rajoutées à la réserve du régime.

Les options sur actions attribuées payables en trésorerie si certaines conditions sont remplies sont présentées à titre de passif.

Données sur les actions

Données sur les actions en circulation

	Au 10 février 2021	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
Actions ordinaires en circulation	27 786 487	27 828 906	28 075 308
Débetures échangeables en circulation ¹	5 621 481	5 621 481	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 483	2 995 484	2 995 484
Options sur actions en circulation ²	2 717 779	2 717 779	1 983 102

¹ Au 10 février 2020, le montant en capital des débetures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,0 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 621 481 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

² Le solde des options sur actions en circulation de 2 717 779 au 10 février 2021 et au 31 décembre 2020 ne comprend aucune option sur actions pouvant être exercée à ces dates. Le solde des options sur actions en circulation de 1 983 102 au 31 décembre 2019 ne comprenait aucune option sur actions pouvant être exercée à cette date.

La Société a conclu une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, débutant le 10 août 2020, visant le rachat d'actions ordinaires d'un montant maximal de 5,0 M\$ sur le marché libre aux fins d'annulation au plus tard le 9 août 2021. Au 31 décembre 2020, la Société avait racheté 273 190 actions ordinaires en vertu de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un montant en trésorerie de 3,3 M\$. La valeur comptable historique de ces actions a été reclassée du capital social au déficit.

Politique en matière de dividendes

Le 12 mai 2020, le conseil d'administration de la Société a adopté une politique en matière de dividendes en vertu de laquelle un dividende trimestriel en trésorerie de 0,11 \$ par action sera versé à ses actionnaires ordinaires. La politique de distribution de dividendes de PJ et la déclaration de dividendes sur toute action ordinaire en circulation de la Société sont déterminées au gré du conseil d'administration et, par conséquent, rien ne garantit que la politique de distribution de dividendes sera maintenue ni que des dividendes seront déclarés. Les décisions à l'égard des dividendes continueront de dépendre des activités et des résultats financiers de PJ, que le conseil d'administration évaluera chaque trimestre, et qui sont pour leur part assujettis à différents risques et hypothèses, dont ceux mentionnés dans le présent rapport de gestion.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société a déclaré trois dividendes trimestriels de 0,11 \$ par action ordinaire. Les dividendes ont été versés le 15 juin, le 15 septembre et le 15 décembre 2020, pour une contrepartie totale de 8,8 M\$ aux actionnaires ordinaires.

Le 10 février 2021, le conseil d'administration a déclaré un dividende en trésorerie de 0,11 \$ par action ordinaire, payable le 15 mars 2021 aux actionnaires inscrits le 26 février 2021. Les dividendes trimestriels futurs seront assujettis à l'approbation du conseil.

Obligations contractuelles et autres engagements

(en milliers de dollars canadiens)

	Paiements exigibles pour les exercices postérieurs au 31 décembre 2020				
	Total	1 an	De 2 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Par la suite
Obligations liées à des contrats de location ^{1, 2}	52 874 \$	3 011 \$	6 330 \$	7 578 \$	35 955 \$
Débitures échangeables (2022) ¹	107 033	–	107 033	–	–
Obligations liées à des contrats de location – contrats de location simple	49 280	3 691	7 539	7 639	30 411
Autres	30 260	15 680	12 314	1 204	1 062
Total des obligations contractuelles	239 447 \$	22 382 \$	133 216 \$	16 421 \$	67 428 \$

¹ Montant en capital

² Valeur actualisée nette

Obligations liées à des contrats de location

Nous avons conclu des contrats de location-financement relatifs à des locaux. Au 31 décembre 2020, les paiements minimaux en vertu de ces contrats de location-financement jusqu'en 2033 s'élèvent à 52,9 M\$.

Obligations liées à des contrats de location – contrats de location simple

Nous louons nos locaux et notre matériel de bureau en vertu de divers contrats de location dont une partie est comptabilisée à titre de contrats de location simple. Au 31 décembre 2020, les paiements minimaux liés à la partie comptabilisée à titre de contrat de location simple en vertu de ces contrats de location jusqu'en 2033 totalisent 49,3 M\$.

Obligations d'achat

Pour la distribution et l'impression de nos annuaires, nous faisons appel à des fournisseurs externes; nous avons conclu des ententes à long terme avec un certain nombre d'entre eux. Ces ententes viennent à expiration entre 2021 et 2032. Nous avons également des obligations d'achat en vertu de contrats de service pour les dépenses d'exploitation et les dépenses d'investissement. Au 31 décembre 2020, notre obligation visant l'achat de services au cours des cinq prochains exercices et des suivants se chiffrait à 30,3 M\$. Nous utiliserons les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer ces obligations d'achat.

Obligations au titre des prestations de retraite

PJ a un régime de retraite enregistré auprès de l'Agence du revenu du Canada et de la Commission des services financiers de l'Ontario comportant des volets à prestations définies pour les employés embauchés avant le 1^{er} janvier 2006 et à cotisations définies pour les employés établis ailleurs qu'au Québec qui ont été embauchés à compter du 1^{er} janvier 2006 (le « régime de retraite de PJ »), ainsi qu'un régime à cotisations définies enregistré auprès de la Régie des rentes du Québec (le « régime de PJ pour les employés du Québec ») pour les employés établis au Québec qui ont été embauchés à compter du 1^{er} janvier 2006. Les deux régimes couvrent ensemble la quasi-totalité des employés de la Société.

Au 31 décembre 2020, la valeur de marché des actifs du volet à prestations définies du régime de retraite de PJ totalisait 503,7 M\$ et était investie dans un portefeuille diversifié de titres canadiens à revenu fixe et de titres de participation canadiens et internationaux. Le taux de rendement sur les actifs pour 2020 s'est établi à 14,17 %, soit un rendement supérieur de 0,17 % à celui de notre portefeuille de référence.

La plus récente évaluation actuarielle du volet à prestations définies du régime de retraite de PJ aux fins de capitalisation a été effectuée au 31 décembre 2019. L'évaluation a été effectuée conformément au cadre de capitalisation de l'Ontario, qui n'exige pas de cotisation en cas de déficit de solvabilité si le régime est solvable à plus de 85 %. Il prévoit aussi l'exigence de financer, sur une base de continuité d'exploitation, une provision pour écarts défavorables déterminée selon les caractéristiques du régime. Ainsi, aucune cotisation de solvabilité n'est requise, puisqu'il a été déterminé que la solvabilité du régime se situait au-dessus du seuil de 85 %, mais la cotisation annuelle requise pour couvrir la provision pour écarts défavorables augmentera pour s'établir à 4,7 M\$, comparativement à 1,8 M\$, pour une période de dix ans commençant en 2021. La prochaine évaluation actuarielle aux fins de capitalisation devra être effectuée au plus tard le 31 décembre 2022. Dans l'intérêt de nos retraités, depuis juin 2020, la Société a doublé les cotisations mensuelles visant à financer le déficit de notre régime de retraite à prestations définies, ce qui a porté les cotisations de la Société à 2,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à la cotisation de 1,8 M\$ requise.

Au 31 décembre 2019, le solde créditeur de l'exercice précédent du régime de retraite à prestations définies de la Société était de 7,3 M\$. En 2020, la Société a prélevé un montant de 1,4 M\$, réduisant du même coup les paiements en trésorerie requis et portant le solde créditeur de l'exercice précédent à 5,9 M\$ au 31 décembre 2020. Les paiements en trésorerie versés par la Société au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires ont totalisé 9,2 M\$ en 2020 (2019 – 10,2 M\$). En 2021, le total des paiements en trésorerie au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires devrait s'élever à environ 9,5 M\$.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation	105 463 \$	113 346 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	21 535	31 413
	126 998 \$	144 759 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(5 328) \$	(9 647) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(245)	(91)
Paiements reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location	1 002	466
Produit à la vente d'entreprises	1 564	1 936
Acquisition d'entreprise	–	(400)
	(3 007) \$	(7 736) \$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		
Remboursement des billets garantis de premier rang	– \$	(170 231) \$
Rachat de débiteures échangeables	(56)	–
Rachat d'actions ordinaires	(3 277)	–
Émission d'obligations liées à des contrats de location	223	–
Paiement au titre des obligations liées à des contrats de location	(2 989)	(3 836)
Dividendes versés	(8 808)	–
	(14 907) \$	(174 067) \$
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	109 084 \$	(37 044) \$
TRÉSORERIE ET TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS AU DÉBUT DE LA PÉRIODE	44 408	81 452
TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	153 492 \$	44 408 \$

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 17,8 M\$, pour s'établir à 127,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à 144,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est essentiellement attribuable à la baisse de 31,9 M\$ du BAIIA ajusté et à une diminution de 9,9 M\$ de la variation des actifs et des passifs d'exploitation, facteurs contrebalancés par une baisse de 16,1 M\$ des intérêts payés et par une baisse de 8,0 M\$ des paiements au titre des frais de restructuration et autres charges.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 4,7 M\$ d'un exercice à l'autre, ce qui s'explique surtout par une diminution des investissements relatifs au développement de logiciels.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont diminué de 159,2 M\$, pour s'établir à 14,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, comparativement à 174,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique par le remboursement de billets garantis de premier rang en 2019, contrebalancé en partie par les dividendes de 8,8 M\$ versés au cours des trois derniers trimestres de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et le montant de 3,3 M\$ versé pour le rachat d'actions ordinaires en 2020 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 21 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les dettes fournisseurs et autres créditeurs et les débetures échangeables.

Au 31 décembre 2020, la juste valeur de l'option de rachat s'élevait à 2,6 M\$; elle était négligeable au 31 décembre 2019. La juste valeur est établie au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options en fonction des taux et des prix du marché en vigueur à la clôture de l'exercice, de même que des données historiques sur la volatilité.

4. Hypothèses et estimations critiques

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs, de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Dans cette section, nous présentons des informations détaillées sur ces estimations et hypothèses importantes, qui font l'objet d'une évaluation constante par la Société.

Estimations importantes

La direction a révisé les estimations et hypothèses qu'elle aurait normalement utilisées pour appliquer les méthodes comptables de la Société touchant la valeur comptable de certains actifs et l'information présentée dans les notes annexes afin de refléter l'incidence estimée de la pandémie de COVID-19. Toute estimation de la durée et de la gravité de ces faits nouveaux est assujettie à un degré important d'incertitude et, par conséquent, les estimations de l'étendue et du caractère défavorable de l'incidence que pourrait avoir la pandémie de COVID-19 sur les activités, les résultats financiers et la situation de la Société au cours des périodes futures sont également assujetties à un degré important d'incertitude. L'incidence de ces changements d'estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle le changement se produit et dans toutes les périodes futures touchées.

Les changements au titre des estimations et des hypothèses formulées par la direction qui sont essentielles à la détermination de la valeur comptable des actifs sont abordés ci-après.

Correction de valeur pour ajustements des produits

La Société comptabilise une correction de valeur pour ajustements des produits à titre de réduction des produits. Elle représente une estimation des réclamations attendues des clients. La Société met à jour son estimation de la correction de valeur pour ajustements des produits en fonction des antécédents en matière de réclamations ainsi qu'en fonction de facteurs liés aux clients. La Société a mis à jour ses hypothèses relatives à son estimation de la correction de valeur pour ajustements des produits pour refléter l'incidence éventuelle de la pandémie de COVID-19 sur le taux des réclamations attendues des clients. Cette estimation importante pourrait avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si les réclamations réelles sont plus ou moins élevées que ce qui était prévu précédemment.

Estimation de la durée du contrat de location

Lorsque la Société comptabilise un contrat de location, elle évalue la durée du contrat de location en fonction des conditions du contrat et détermine si le contrat fera l'objet d'une prolongation ou si une option de résiliation anticipée sera exercée. La Société a établi que la durée de ses contrats de location correspond à la période de location initiale, puisqu'elle n'a pas la certitude raisonnable qu'une option de prolongation ou de résiliation sera exercée. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société prolonge les contrats de location ou exerce une option de résiliation anticipée.

Déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié

La Société détermine si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié, en particulier lorsqu'elle libère des espaces de bureaux et qu'elle doit déterminer la recouvrabilité de l'actif, en fonction de sa capacité de sous-louer l'actif ou de résilier le contrat de location et de recouvrer ses coûts. La Société examinera les modalités de ses contrats de location ainsi que les conditions du marché local pour estimer le potentiel de recouvrabilité de chacun des locaux libérés visés par un contrat de location. La

détermination du taux de recouvrement du coût du contrat de location exige de la direction qu'elle formule d'importantes estimations fondées sur la disponibilité d'espaces de bureaux semblables sur le marché et des conditions du marché local. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société réussit à sous-louer ses locaux libérés à un loyer supérieur ou inférieur ou à des dates différentes à ce qui était prévu initialement.

Évaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients

Relativement à la dépréciation des créances clients (y compris les actifs sur contrat), la Société utilise le modèle des pertes de crédit attendues, qui exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de la créance client. Les pertes de crédit attendues pour créances douteuses relatives aux créances clients (aussi appelées correction de valeur pour créances douteuses) sont établies en fonction de divers facteurs, y compris, entre autres, la durée de l'exposition et, dans certains cas, la solvabilité du client. En raison de la pandémie de COVID-19, la Société a appliqué la méthode tel qu'il est décrit ci-dessus en ayant recours à un facteur additionnel pour évaluer le risque de crédit appliqué aux pertes de crédit attendues, fondé sur le secteur d'activités du client et sur une estimation du degré auquel il pourrait avoir été touché par la pandémie. Cette estimation importante pourrait avoir une incidence sur les résultats futurs de la Société en cas d'un nouveau changement important à la conjoncture économique ou à la solvabilité des clients ou à la suite d'une nouvelle information qui pourrait avoir une incidence sur nos hypothèses.

Déterminer le taux d'actualisation pour les contrats de location

IFRS 16 exige que la Société actualise les paiements de loyers selon le taux d'intérêt implicite dans le contrat de location si ce taux est facilement disponible. Si ce taux ne peut être déterminé facilement, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. En règle générale, la Société a utilisé son taux d'emprunt marginal lors de la comptabilisation initiale des contrats de location, étant donné que les taux d'intérêt implicites n'étaient pas facilement accessibles puisque l'information sur la juste valeur des actifs sous-jacents et les coûts directs engagés par le bailleur à l'égard des actifs loués n'était pas disponible auprès du bailleur. Le taux d'emprunt marginal de chaque contrat de location était fondé sur la date de début du contrat de location et a été recalculé à la date d'évaluation, le cas échéant.

Durées d'utilité des immobilisations incorporelles et corporelles

À chaque clôture, Pages Jaunes Limitée passe en revue les durées d'utilité estimées de ses immobilisations incorporelles et de ses immobilisations corporelles. À la clôture de l'exercice considéré, la direction a déterminé que les durées d'utilité de ses immobilisations incorporelles et corporelles étaient adéquates.

Avantages futurs du personnel

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est établie au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services selon les taux d'intérêt sur des obligations de sociétés de grande qualité libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles du passif au titre des prestations définies qui s'y rattache. L'établissement des coûts (économies) nets des régimes d'avantages nécessite l'utilisation d'hypothèses portant notamment sur le taux d'actualisation servant à évaluer les obligations au titre des prestations définies et le rendement attendu des actifs du régime, l'âge prévu du départ à la retraite des salariés, le taux prévu de la rémunération future et le taux d'évolution attendu des frais médicaux. Les résultats réels peuvent différer de ceux qui sont estimés en fonction de ces hypothèses.

La COVID-19 pourrait avoir diverses incidences sur tous les régimes d'avantages, par exemple sur les taux de mortalité, les taux volatils d'actualisation et le rendement des actifs du régime, en raison des turbulences financières à l'échelle mondiale. Elle pourrait aussi avoir des incidences particulières sur les avantages postérieurs au départ à la retraite, par exemple sur les tendances en matière de réclamation des participants et les taux tendanciels. Les hypothèses utilisées pour réévaluer l'obligation au titre des prestations définies reflètent les conditions du marché connues à l'heure actuelle. L'incidence de l'éclosion sur la mortalité en ce qui concerne les régimes est inconnue pour le moment, et par conséquent aucun ajustement aux hypothèses relatives à la mortalité ni à toute autre hypothèse n'a été apporté au 31 décembre 2020.

Impôt sur le résultat

L'estimation de l'impôt sur le résultat suppose une évaluation de la recouvrabilité des actifs d'impôt différé basée sur une appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes pour réduire le bénéfice imposable futur avant qu'elles n'expirent. L'appréciation de Pages Jaunes Limitée est fondée sur la législation fiscale existante et des estimations du bénéfice imposable futur. Si l'appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes change, Pages Jaunes Limitée devra comptabiliser un montant plus ou moins élevé de déductions fiscales à l'actif, ce qui diminuerait ou augmenterait la charge d'impôt de la période au cours de laquelle l'appréciation a lieu. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date

de clôture, réévaluée s'il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible, ou réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible. La Société a mis à jour ses hypothèses relatives à la valeur comptable des actifs d'impôt différé pour refléter l'incidence estimée de la pandémie de COVID-19 et d'autres facteurs pour déterminer si un ajustement à sa réduction de valeur serait requis au 31 décembre 2020.

Nouvelles principales méthodes comptables

Subvention publique

Une subvention publique est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société se conformera aux conditions y étant attachées et que la subvention sera reçue. Les subventions publiques relatives à une charge sont comptabilisées en résultat net à titre de réduction des coûts liés que les subventions sont censées compenser.

En réponse à l'incidence économique négative de la COVID-19, divers programmes gouvernementaux ont été adoptés afin d'offrir une aide financière aux entreprises. La Société a déterminé qu'elle était admissible, pour certaines périodes, à la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) prévue dans le Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19. Les contributions reçues ont été comptabilisées à titre de réduction des coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net.

Normes comptables

Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées qui ne sont pas encore entrées en vigueur pour les états financiers consolidés

Modifications d'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*

Le 14 mai 2020, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié des modifications d'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, qui précisent les coûts qu'une société devrait inclure dans les coûts d'exécution d'un contrat lorsqu'elle détermine si ce contrat est déficitaire. Les modifications d'IAS 37 clarifient que pour déterminer si un contrat est déficitaire, le coût d'exécution d'un contrat doit comprendre à la fois les coûts marginaux liés à l'exécution du contrat et une affectation des autres coûts directement liés à l'exécution du contrat. Les modifications sont en vigueur pour les contrats dans le cadre desquels une entité n'a pas encore rempli toutes ses obligations à compter du 1^{er} janvier 2022. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

5. Risques et incertitudes

Cette section présente les principaux risques et incertitudes pouvant avoir une incidence significative sur les résultats futurs de PJ.

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Se reporter à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle pour obtenir une description complète des facteurs de risque. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux.

L'incapacité de la Société de stabiliser ou de faire croître ses produits et son bassin de clients pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Les produits d'exploitation de la Société demeurent défavorablement touchés par le nombre réduit de clients. L'incapacité d'offrir à ses clients actuels des solutions de marketing qui répondent à leurs principaux objectifs de marketing et qui produisent un rendement sur le capital investi pourrait limiter la capacité de la Société à fidéliser ses clients actuels. De plus, l'incapacité de repérer et d'attirer de nouveaux clients au moyen des stratégies et des canaux d'acquisition de clients pourrait limiter la capacité de la Société à accroître sa clientèle. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Les produits d'exploitation de la Société demeurent défavorablement touchés par le nombre réduit de clients. L'incapacité d'offrir à ses clients actuels des solutions de marketing qui répondent à leurs principaux objectifs de marketing et qui produisent un rendement sur le capital investi pourrait limiter la capacité de la Société à fidéliser ses clients actuels. De plus, l'incapacité de repérer et d'attirer de nouveaux clients au moyen des stratégies et des canaux d'acquisition de clients pourrait limiter la capacité de la Société à accroître sa clientèle. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société fait concurrence à d'autres entreprises d'annuaires, de médias publicitaires et de petites annonces dans divers médias et plateformes, y compris Internet, les journaux, la télévision, la radio, les appareils de télécommunication sans fil, les revues, les panneaux publicitaires et le publipostage direct. En particulier, les activités annuaires font face à une vive concurrence en raison de la pénétration accrue d'Internet au moyen des moteurs de recherche en ligne et par l'entremise d'organismes de réseautage social. Il est possible que la Société ne puisse livrer concurrence de manière efficace à ces concurrents en ligne, dont certains pourraient disposer de plus grandes ressources qu'elle. La stratégie Internet de la Société et ses activités annuaires pourraient être défavorablement touchées si les grands moteurs de recherche établissent des équipes de vente locales ou si elles font affaire de manière plus efficace avec les entreprises locales concernant les services de recherche. Ces concurrents pourraient réduire leurs prix pour accroître leur part du marché ou offrir leurs services à un prix inférieur à celui que la Société peut accorder.

La Société pourrait être forcée de réduire ses prix ou d'offrir et d'assurer la prestation d'autres services pour demeurer concurrentielle. Dans l'éventualité où la Société ne pourrait soutenir efficacement la concurrence actuelle ou future, cette situation pourrait entraîner un certain nombre d'incidences, notamment la diminution de sa clientèle d'annonceurs et de ses tarifs, ainsi que l'augmentation de ses coûts, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société pourrait subir des répercussions significatives si le recul de l'utilisation des annuaires téléphoniques imprimés devait se poursuivre à un rythme plus rapide que prévu. L'arrivée de nouvelles technologies et l'utilisation généralisée d'Internet entraînent des changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs. L'utilisation de produits sur Internet pour trouver de l'information, autrefois uniquement accessible dans des annuaires imprimés, s'est également accrue rapidement. L'Internet est de plus en plus accessible comme média publicitaire pour les entreprises de toutes tailles. De plus, l'utilisation d'Internet, notamment pour réaliser des transactions commerciales au moyen d'appareils mobiles, a entraîné l'apparition de nouvelles technologies et de nouveaux services qui font concurrence aux médias publicitaires traditionnels. Plus particulièrement, de tels changements ont une incidence marquée sur les produits imprimés, et la diminution de l'utilisation de ces médias se traduit graduellement par la baisse des produits tirés de la publicité. La consultation des annuaires commerciaux imprimés pourrait baisser plus vite que prévu, les utilisateurs se tournant vers des appareils de médias numériques et interactifs pour s'informer sur les commerces locaux.

L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La transition des médias imprimés aux médias numériques entraîne des incertitudes quant à savoir si le lancement de nouveaux produits arrivera à compenser la tendance à la baisse des produits provenant des médias imprimés. Si les produits numériques de la Société n'augmentent pas de façon importante, les flux de trésorerie, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société en subiront des incidences défavorables significatives.

La Société s'attend à tirer une plus grande part de ses produits d'exploitation totaux de ses produits numériques et de ses autres nouveaux médias, étant donné que le profil d'utilisation poursuit sa migration des annuaires imprimés vers les produits numériques et les autres nouveaux médias.

L'expansion de la Société donnant lieu à une transition vers les produits numériques et nouveaux médias fait face à divers défis et risques, notamment les suivants :

- La Société pourrait ne pas être en mesure de continuer d'accroître l'utilisation de ses médias numériques au même rythme que celui d'autres fournisseurs ou pourrait le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement.
- L'utilisation d'Internet comme source d'information et média publicitaire pourrait ne pas poursuivre sa croissance ou le faire à un rythme plus lent que prévu actuellement, en raison de facteurs que la Société ne peut prédire ou contrôler.
- La Société pourrait engager des frais supplémentaires considérables relativement à des investissements dans sa technologie de l'information, à des modifications de ses produits existants et à la conception de nouveaux produits, ce qui risque de réduire sa marge de profits dans l'avenir.
- La Société pourrait ne pas être en mesure d'élaborer et de commercialiser de nouveaux produits de manière opportune et efficace, étant donné que ses marchés sont caractérisés par l'évolution rapide de la technologie, le lancement de nouveaux produits, l'amélioration des produits existants et la migration de la demande des annonceurs et des utilisateurs finaux de publicité, y compris les préférences en matière de technologies.
- La Société pourrait être incapable d'améliorer ses systèmes de technologie de l'information de façon à gérer efficacement l'accroissement de l'utilisation de ses médias numériques et à offrir de nouveaux produits et services.
- La Société pourrait être incapable de se tenir au fait des changements dans les conditions de service ou les algorithmes des moteurs de recherche, ce qui pourrait faire en sorte que les médias numériques de la Société ou de ses annonceurs soient exclus des résultats de recherche ou qu'ils n'apparaissent pas dans les premiers résultats ou encore rendre plus difficile ou onéreux pour la Société de fournir des solutions de marketing par moteur de recherche ou d'optimisation pour moteurs de recherche à ses annonceurs.
- Les annonceurs de la Société pourraient être réticents à accroître leurs investissements dans la publicité numérique.
- La Société pourrait ne pas être en mesure d'augmenter ou de maintenir les prix de ses produits et services à l'avenir.

Si l'un des risques susmentionnés devait se produire, cela pourrait nuire significativement aux produits de la Société tirés des médias numériques ainsi qu'à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société prévoit qu'elle continuera de dépendre des diverses relations avec des tiers pour étendre ses activités, comme les fournisseurs de technologies et de contenu, les partenaires dans le cadre d'échanges de services publicitaires en temps réel et d'autres partenaires stratégiques. La Société pourrait ne pas réussir à maintenir ces relations, et ces tiers pourraient connaître des perturbations ou des problèmes de performance, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur l'efficacité et la réputation de la Société.

De plus, la Société dépend largement des systèmes de technologie de l'information pour gérer les fonctions cruciales de ses solutions de marketing numérique et mobile. Le succès futur de la Société dépendra en partie de sa capacité à rehausser et à améliorer de façon continue ses solutions déjà en place en temps opportun au moyen de caractéristiques et de prix qui répondent aux besoins changeants des annonceurs. Étant donné que le marketing par l'entremise de nouveaux canaux publicitaires numériques, comme la publicité mobile, est en plein essor, il pourrait évoluer de manière inattendue, et l'incapacité de la Société à s'adapter avec succès à l'évolution du marché pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société tire principalement ses produits de la vente de publicité dans des annuaires Pages Jaunes imprimés et numériques dans tout le Canada. Les produits tirés de la publicité de la Société, comme ceux des éditeurs d'annuaires en général ne varient habituellement pas de façon importante selon les cycles économiques. Toutefois, un ralentissement économique ou une récession de longue durée qui toucherait les marchés de la Société ou toute détérioration de la conjoncture économique générale pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités de la Société. Les incidences défavorables d'un ralentissement économique ou d'une récession sur la Société pourraient être aggravées par le fait que la majorité des clients de la Société sont des PME. Ces entreprises ont de plus modestes ressources financières et de plus haut taux de faillites que les grandes entreprises et pourraient être plus vulnérables aux récessions prolongées. Par conséquent, ces PME pourraient être davantage enclines à réduire ou à éliminer leur publicité auprès de la Société, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques à faible marge, comme les services et la revente, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la rentabilité de la Société

Les publicités numériques vendues sur les médias appartenant à la Société et exploités par celle-ci sont actuellement beaucoup plus rentables que les services numériques (sites Web, optimisation pour moteur de recherche, syndication de contenu et Facebook) et les solutions de revente (OMR). Si la part des produits tirés des services numériques et des solutions de revente devait se révéler considérablement plus élevée que prévu, la rentabilité pourrait s'en ressentir.

L'incapacité de la Société à attirer et à conserver du personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La réussite de la Société dépend des compétences, de l'expérience et des efforts personnels des cadres supérieurs de la Société, y compris leur capacité à attirer et à conserver des employés compétents. La Société dépend également du nombre de conseillers médias et d'employés du secteur des systèmes d'information et des technologies de l'information, ainsi que de l'expérience de ceux-ci. La perte des services de ces membres du personnel clé pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.

Le succès de nombreuses campagnes de marketing de nos clients dépend de leur capacité à attirer un bassin d'utilisateurs de grande valeur. La Société investira afin de préserver le bassin d'utilisateurs de produits numériques au sein de son réseau de médias en ligne et mobiles en améliorant la qualité, l'exhaustivité et la pertinence du contenu distribué à ses médias, tout en fournissant des applications et des sites verticaux attrayants pour la recherche locale. La Société pourrait ne pas être en mesure de préserver ou d'accroître l'utilisation de ses médias numériques, et ces investissements pourraient ne pas être rentables. Rien ne garantit que l'utilisation actuelle des médias numériques de la Société, ou la croissance éventuelle de cette utilisation, se traduira par le maintien ou l'augmentation des taux de renouvellement des annonceurs et/ou de leurs dépenses annuelles, ni par une augmentation mesurable du nombre d'annonceurs.

L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Nous avons conclu trois contrats de services de facturation et de recouvrement. Le contrat avec Bell Canada (« Bell ») vient à expiration le 31 décembre 2023 et le contrat avec Norouestel Inc., une société liée de Bell, vient à expiration le 29 novembre 2032. La convention avec TELUS Communications Inc. (« TELUS ») vient à expiration en 2031. Grâce à ces conventions, notre facturation figure de manière distincte sur les factures téléphoniques des clients de Bell et de TELUS qui ont recours à nos services. Bell et TELUS (les « partenaires Telco ») confient par contrat à des tiers la facturation mensuelle à l'égard des clients pour lesquels ils sont les fournisseurs de services téléphoniques locaux. De plus, les partenaires Telco perçoivent auprès de leurs clients, pour le compte de la Société, les sommes qu'ils doivent à celui-ci à titre de clients. En outre, la Société a conclu des conventions de publication avec chacun des partenaires Telco. Si la Société ne peut respecter ses obligations conformément à ces conventions et que ces conventions sont de ce fait résiliées par l'un ou l'autre des partenaires Telco, d'autres conventions conclues avec les partenaires Telco pourraient

aussi être résiliées, y compris la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de Bell Canada, la convention de licence d'utilisation de la marque de commerce de TELUS, la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de MTS Inc. et la convention relative à la stratégie de marque et aux licences d'utilisation des marques de commerce de Bell Canada Inc., ainsi que toutes les clauses de non-concurrence convenues avec les partenaires Telco.

Nous avons conclu des conventions avec des fournisseurs de services externes pour l'impression et la distribution de nos annuaires et de nos publications. Ces conventions se rapportent à des services qui font partie intégrante de nos activités.

L'incapacité des partenaires Telco ou de tout autre de nos fournisseurs de remplir leurs obligations contractuelles pourrait avoir une incidence défavorable significative sur nos activités.

La Société prend elle-même en charge la facturation à l'égard des clients dont le fournisseur de services téléphoniques locaux n'est pas l'un des partenaires Telco, ainsi que de tous les nouveaux clients.

Des actions en justice ayant gain de cause contre la Société pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société

De temps à autre, la Société pourrait être visée par des litiges découlant de ses activités. La Société n'est à l'heure actuelle partie à aucun litige significatif. Toutefois, dans l'éventualité d'une cause d'action légitime à l'issue de laquelle la Société n'aurait pas gain de cause, les résultats d'exploitation et la situation financière pourraient être touchés défavorablement. Les réclamations dans le cadre de tels litiges pourraient être significatives ou indéterminées. Différents types de réclamations peuvent être présentés, portant notamment sur la violation de contrat, la négligence, les impôts et les questions liées à l'emploi. Le dénouement de ces litiges est incertain et pourrait avoir une incidence significative sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société, et la Société pourrait être tenue d'engager des frais considérables pour se défendre contre ces litiges ou d'y consacrer d'importantes ressources. De plus, l'issue ou le règlement défavorable d'un litige pourrait favoriser l'apparition de nouveaux litiges.

Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Certains employés non cadres de la Société sont syndiqués. À l'heure actuelle, sept conventions collectives ont été conclues avec la Société. Toutes ces conventions collectives ont été renégociées, quatre d'entre elles expirent le 31 décembre 2021, deux autres, le 30 juin 2022 et la dernière, le 31 mars 2023. Si la Société n'était pas en mesure de renouveler ces conventions avec son personnel syndiqué au moment de leur renégociation, il pourrait en résulter des arrêts de travail additionnels et d'autres perturbations du travail qui pourraient avoir des répercussions défavorables significatives sur nos activités.

La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Dans le cours normal des activités de la Société, les autorités fiscales effectuent des vérifications continues. À cet égard, la Société est d'avis que tous les frais qui ont fait l'objet d'une demande de déduction par les différentes entités du groupe sont raisonnables et déductibles et que le coût indiqué ainsi que la déduction pour amortissement demandée à l'égard des biens amortissables de ces entités ont été correctement déterminés. Toutefois, rien ne garantit que les autorités fiscales ne contesteront pas ces positions. Une telle contestation, si elle a lieu, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par des applications cartographiques et des moteurs de recherche pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société a conclu des ententes avec plusieurs applications cartographiques et moteurs de recherche pour faire la promotion de ses annuaires en ligne. Ces ententes facilitent l'accès au contenu de la Société et aux annonces de ses clients et permettent à la Société de produire un volume de trafic supérieur à celui qu'elle obtiendrait seule et d'augmenter le nombre de clients potentiels de ses annonceurs tout en maintenant sa relation avec ses clients. La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche pourraient avoir une incidence sur le succès des solutions de marketing Internet

de la Société. De plus, de nombreux autres concurrents dans les marchés de la Société fournissent des services de marketing Internet, ce qui fait que les clients de la Société pourraient choisir d'avoir recours à d'autres fournisseurs, parfois plus importants, pour ces services ou à des moteurs de recherche directement. Les éléments qui précèdent pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

Les activités commerciales de la Société reposent dans une large mesure sur l'exploitation efficiente et ininterrompue de ses ordinateurs et de ses systèmes de communications de même que de ceux de tierces parties. Les médias numériques, le traitement des ventes et de la publicité, le stockage des données, la production, la facturation, le recouvrement et les transactions courantes de la Société pourraient souffrir grandement de cyberattaques ou de la défaillance de cette technologie, ce qui, à son tour, pourrait nuire significativement à la Société, à ses activités, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

En outre, les systèmes d'information et les technologies de l'information de la Société pourraient être sensibles aux dommages et aux interruptions de diverses provenances et ses plans de rétablissement du service après sinistre pourraient être inefficaces. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La capacité de la Société d'effectuer des paiements prévus en vertu de sa dette dépendra, entre autres, de son rendement d'exploitation futur. Il est impossible de garantir que la Société sera en mesure de générer suffisamment de trésorerie de ses activités pour payer les obligations au titre de sa dette. La capacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements, est, dans une large mesure, assujéti à d'autres facteurs économiques, financiers, concurrentiels, opérationnels et autres, dont un grand nombre est indépendant de la volonté de la Société.

Il est impossible de garantir que la Société continuera d'être en mesure d'obtenir en temps opportun suffisamment de fonds sous des conditions acceptables pour la Société afin de fournir un niveau de liquidités adéquat et de financer les activités et les dépenses d'investissement nécessaires pour relever les défis liés à l'évolution de ses activités et pour soutenir la stratégie d'affaires si les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et la trésorerie disponible sont insuffisants.

L'impossibilité de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent des activités, de la dette, de financements par actions ou de refinancements, pourrait contraindre la Société à reporter ou à abandonner certaines de ses dépenses prévues ou à modifier sa stratégie d'affaires et pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. En outre, les concurrents qui disposent d'un niveau de liquidités plus important ou qui ont une meilleure capacité à mobiliser des fonds et selon des modalités moins coûteuses pourraient créer un désavantage concurrentiel pour la Société.

L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière

La Société pourrait être obligée d'augmenter les cotisations à ses régimes de retraite dans l'avenir en raison de divers facteurs comme les rendements futurs liés aux actifs du régime, les taux d'intérêt à long terme et les modifications apportées à la réglementation relative aux régimes de retraite, ce qui pourrait avoir une incidence négative significative sur la situation de trésorerie et les résultats d'exploitation de la Société.

Les besoins de capitalisation des régimes de retraite de la Société, qui découlent des évaluations des actifs et des passifs de ses régimes de retraite, reposent sur un certain nombre de facteurs, notamment le rendement réel des actifs des régimes de retraite, les taux d'intérêt à long terme, les caractéristiques démographiques des participants au régime ainsi que les règlements en matière de pension. Les modifications apportées à ces facteurs pourraient faire en sorte que les cotisations réelles futures diffèrent considérablement des estimations actuelles de la Société, et cette dernière pourrait devoir verser des cotisations additionnelles à ses régimes de retraite à l'avenir, ce qui pourrait avoir une incidence négative significative sur sa situation de trésorerie, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Rien ne garantit que les régimes de retraite de la Société parviendront à atteindre le taux de rendement présumé. Une part significative des actifs des régimes de retraite de la Société est investie dans des titres de participation cotés en bourse. Par conséquent, la capacité des régimes de retraite de la Société d'atteindre le taux de rendement prévu par la direction dépend largement de la performance des marchés financiers. La conjoncture influe également sur le taux d'actualisation utilisé pour le calcul des obligations de la Société en matière de solvabilité et, par conséquent, elle pourrait aussi avoir une incidence considérable sur les besoins de financement en trésorerie de la Société.

L'éclosion ou la propagation d'une maladie contagieuse pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la Société

L'éclosion ou la propagation d'une maladie contagieuse à l'échelle locale, régionale, nationale ou internationale, notamment le virus de la COVID-19, le syndrome respiratoire du Moyen-Orient, le syndrome respiratoire aigu sévère, le virus de la grippe H1N1, la grippe aviaire ou toute autre maladie semblable, ou la peur de contracter un tel virus, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la capacité de l'effectif de vente de la Société à interagir avec les clients actuels et potentiels, entraîner une incertitude économique réduisant la propension des clients d'acheter des services auprès de la Société, causer des pénuries de main-d'œuvre pour la Société, interrompre l'approvisionnement auprès de tiers dont la Société dépend, faire augmenter les coûts d'exploitation, se traduire par une réglementation gouvernementale pouvant avoir une incidence défavorable sur les activités de la Société et avoir par ailleurs une incidence défavorable sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

6. Contrôles et procédures

À titre de société ouverte, nous devons prendre les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 31 décembre 2020.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 31 décembre 2020.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} octobre 2020 et clos le 31 décembre 2020, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de Pages Jaunes Limitée

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée (la « Société »), qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2020 et 2019, les états consolidés du résultat net, les états du résultat global, les états des variations des capitaux propres et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables (collectivement appelés les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (« NAGR ») du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans notre audit des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Recouvrabilité des actifs d'impôt différé – Voir les notes 3.20.2, 3.22 et 14 des états financiers

Description de la question clé de l'audit

La Société comptabilise de l'impôt différé au titre des attributs fiscaux et des différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et des passifs en fonction des taux d'impôt qui sont adoptés pour les exercices au cours desquels les différences sont censées se résorber. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.

Étant donné l'incertitude relative à l'estimation du bénéfice imposable futur et à la détermination de la probabilité que les actifs d'impôt différé soient réalisés, l'audit de ces estimations a nécessité un degré élevé de subjectivité dans l'application des procédures d'audit et l'évaluation des résultats de ces procédures. Il en a résulté un travail d'audit plus étendu et il a été nécessaire de faire appel à des fiscalistes.

Traitement de la question clé pendant l'audit

Nos procédures d'audit liées au bénéfice imposable futur et à la probabilité que les actifs d'impôt différé soient réalisés ont notamment inclus les aspects suivants :

- Nous avons évalué le bénéfice imposable futur en :
 - évaluant la capacité de la Société à estimer avec exactitude le bénéfice imposable futur en comparant les résultats réels avec les estimations passées de la Société;
 - évaluant le caractère raisonnable de l'estimation du bénéfice imposable futur en comparant les principales données d'entrée servant au calcul de l'estimation, comme les produits et la marge bénéficiaire, avec la performance passée, les projections et les tendances;
 - évaluant si l'estimation du bénéfice imposable futur cadrerait avec les éléments recueillis pour d'autres aspects de l'audit.

- Avec l'aide de fiscalistes, nous avons évalué la probabilité que les actifs d'impôt différé soient réalisés en :
 - évaluant les différences temporaires existantes pouvant être utilisées dans l'avenir pour évaluer les actifs d'impôt différé dont dispose la Société;
 - évaluant la période durant laquelle la Société prévoit appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes pour réduire le bénéfice imposable futur avant qu'elles n'expirent, et le caractère suffisant du bénéfice imposable;
 - évaluant si le bénéfice imposable des périodes antérieures était de nature appropriée et prévu par les lois fiscales.

Produits et correction de valeur pour ajustements des produits – Voir les notes 3.18, 3.22, 5, 17 et 21 des états financiers

Description de la question clé de l'audit

Les produits de la Société sont composés d'honoraires contractuels constitués d'un important volume de transactions de faible valeur et sont liés aux produits tirés des médias et solutions numériques et des médias imprimés. Alors que les produits tirés des médias et solutions numériques sont essentiellement comptabilisés à partir du moment auquel le service est offert sur la durée du contrat, les produits tirés des médias imprimés sont comptabilisés à un moment précis après la livraison des annuaires imprimés. De plus, la Société estime une correction de valeur pour ajustements des produits, qui est comptabilisée à titre de réduction des produits et représente une estimation des réclamations attendues des clients. Cette estimation est fondée en partie sur les antécédents de la Société en matière de réclamations.

L'audit des produits et de la correction de valeur pour ajustements des produits a nécessité un effort d'audit important en raison du nombre de transactions, du processus hautement manuel lié à des parties du processus de la comptabilisation des produits et de l'incertitude d'estimation inhérente à la détermination de la correction de valeur. Ceci a exigé un degré élevé de subjectivité en ce qui a trait à la mise en œuvre des procédures d'audit et à l'évaluation des résultats de ces procédures.

Traitement de la question clé pendant l'audit

Nos procédures d'audit liées aux produits et l'estimation de la correction de valeur pour ajustements des produits ont notamment inclus les aspects suivants :

- Nous avons évalué les produits en :
 - testant l'exactitude arithmétique de la comptabilisation des produits de la Société qui repose sur des processus manuels;
 - évaluant les contrats des clients et l'exécution des services pour une sélection d'opérations génératrices de produits et en évaluant si les contrats avaient été comptabilisés comme il se doit dans les produits, sur la base des conditions de chacun de ceux-ci;
 - analysant les produits comptabilisés en comparant les résultats réels avec les prévisions établies de façon indépendante;
 - examinant les preuves provenant d'une combinaison de sources, si nécessaire, en tenant compte des éléments probants contradictoires et en évaluant si les produits ont été comptabilisés de façon appropriée.
- Nous avons évalué la correction de valeur pour ajustements des produits en :
 - évaluant les méthodes utilisées par la Société pour estimer la correction de valeur pour ajustements des produits en comprenant les processus adoptés pour faire le suivi et la gestion des réclamations et des recouvrements, en testant l'exactitude arithmétique de ce calcul et en testant les données utilisées pour établir cette estimation;
 - évaluant la capacité de la Société à estimer avec exactitude la correction de valeur pour ajustements des produits en comparant les résultats réels aux estimations passées de la Société. Pour une sélection de réclamations des clients, nous avons évalué les réclamations par rapport aux crédits accordés, aux débits comptabilisés au compte des produits, au contrat initial, à la correspondance entre les clients et les représentants des ventes et à d'autres documents justificatifs.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations contenues dans ce rapport de gestion, nous avons conclu à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous aurions été tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur les autres informations contenues dans ce rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation.

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée; ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Gianmarco Lombardi.

(signé) Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Montréal, Québec
Le 10 février 2021

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A125494

États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
ACTIF		
ACTIFS COURANTS		
Trésorerie	153 492 \$	44 408 \$
Créances clients et autres débiteurs (notes 5 et 21)	64 430	87 250
Charges payées d'avance	4 826	5 563
Frais de publication différés	2 115	2 492
Investissement net dans des contrats de sous-location (note 6)	1 206	926
Impôt sur le résultat à recevoir (note 14)	—	344
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	226 069	140 983
ACTIFS NON COURANTS		
Commissions différées	1 921	3 610
Actifs financiers et autres actifs (notes 12 et 21)	4 009	829
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 6)	11 081	14 060
Investissement net dans des contrats de sous-location (note 6)	25 609	25 611
Immobilisations corporelles (note 7)	6 609	12 309
Immobilisations incorporelles (note 8)	70 700	89 749
Impôt différé (note 14)	21 915	39 727
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	141 844	185 895
TOTAL DE L'ACTIF	367 913 \$	326 878 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
PASSIFS COURANTS		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs (note 9)	35 056 \$	33 662 \$
Provisions (note 10)	22 076	26 644
Produits différés (note 5)	1 496	2 667
Tranche courante des obligations liées à des contrats de location (note 6)	3 011	2 767
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	61 639	65 740
PASSIFS NON COURANTS		
Provisions (note 10)	986	1 576
Avantages postérieurs à l'emploi (note 11)	125 009	122 567
Obligations liées à des contrats de location (note 6)	49 863	55 118
Déventures échangeables (note 13)	101 115	98 537
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	276 973	277 798
TOTAL DU PASSIF	338 612	343 538
CAPITAL ET RÉSERVES	6 555 780	6 595 802
DÉFICIT	(6 526 479)	(6 612 462)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (DE L'INSUFFISANCE)	29 301	(16 660)
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES (DE L'INSUFFISANCE)	367 913 \$	326 878 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés du résultat net

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions et les montants par action)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Produits (note 17)	333 538 \$	403 213 \$
Coûts d'exploitation (note 16)	204 096	241 868
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges	129 442	161 345
Amortissements (notes 6, 7 et 8)	27 664	39 109
Frais de restructuration et autres charges (note 10)	8 131	12 499
Bénéfice d'exploitation	93 647	109 737
Charges financières, montant net (note 19)	14 512	39 600
Perte à la vente d'entreprises (note 4)	423	367
Bénéfice avant impôt sur le résultat	78 712	69 770
Charge (économie) d'impôt sur le résultat (note 14)	18 414	(24 899)
Bénéfice net	60 298 \$	94 669 \$
Bénéfice de base par action	2,27 \$	3,57 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – Bénéfice de base par action (note 15)	26 602 728	26 523 234
Bénéfice dilué par action	2,10 \$	3,16 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – Bénéfice dilué par action (note 15)	32 558 101	32 526 598

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Bénéfice net	60 298 \$	94 669 \$
Autres éléments (de perte globale) de bénéfice global :		
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		
(Pertes actuarielles) gains actuariels (note 11)	(1 931)	9 814
Impôt sur le résultat lié aux éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	512	(2 634)
Autres éléments (de perte globale) de bénéfice global	(1 419)	7 180
Total du bénéfice global	58 879 \$	101 849 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre

	2020									
	Capital social (note 15)	Actions restreintes	Bons de souscription	Instruments financiers composés ¹	Rémunération fondée sur des actions et autres réserves	Réserve au titre de la réduction de capital	Total du capital et réserves	Déficit	Total des capitaux propres	
Solde au 31 décembre 2019	4 031 685	\$ (21 421)	\$ 1 456	\$ 3 619	\$ 123 410	\$ 2 457 053	\$ 6 595 802	\$ (6 612 462)	\$ (16 660) \$	
Autres éléments de perte globale	–	–	–	–	–	–	–	(1 419)	(1 419)	
Bénéfice net	–	–	–	–	–	–	–	60 298	60 298	
Total du bénéfice global	–	–	–	–	–	–	–	58 879	58 879	
Rachat de débetures échangeables (note 13)	–	–	–	(2)	–	–	(2)	–	(2)	
Rachat d'actions ordinaires	(39 231)	–	–	–	–	–	(39 231)	35 954	(3 277)	
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions (note 18)	300	–	–	–	(77)	–	223	–	223	
Dividendes versés aux actionnaires (note 15)	–	–	–	–	42	–	42	(8 850)	(8 808)	
Actions restreintes réglées	–	2 103	–	–	(2 103)	–	–	–	–	
Actions restreintes (note 18)	–	–	–	–	(642)	–	(642)	–	(642)	
Options sur actions (note 18)	–	–	–	–	567	–	567	–	567	
Actions pouvant être rachetées (note 15)	–	–	–	–	(979)	–	(979)	–	(979)	
Solde au 31 décembre 2020	3 992 754	\$ (19 318)	\$ 1 456	\$ 3 617	\$ 120 218	\$ 2 457 053	\$ 6 555 780	\$ (6 526 479)	\$ 29 301 \$	

	2019									
	Capital social (note 15)	Actions restreintes	Bons de souscription	Instruments financiers composés ¹	Rémunération fondée sur des actions et autres réserves	Réserve au titre de la réduction de capital	Total du capital et réserves	Déficit	Total de l'insuffisance	
Solde au 31 décembre 2018	4 031 685	\$ (23 421)	\$ 1 456	\$ 3 619	\$ 124 755	\$ 2 457 053	\$ 6 595 147	\$ (6 714 311)	\$ (119 164) \$	
Autres éléments de bénéfice global	–	–	–	–	–	–	–	7 180	7 180	
Bénéfice net	–	–	–	–	–	–	–	94 669	94 669	
Total du bénéfice global	–	–	–	–	–	–	–	101 849	101 849	
Actions restreintes réglées	–	2 000	–	–	(2 000)	–	–	–	–	
Actions restreintes (note 18)	–	–	–	–	(515)	–	(515)	–	(515)	
Options sur actions (note 18)	–	–	–	–	1 170	–	1 170	–	1 170	
Solde au 31 décembre 2019	4 031 685	\$ (21 421)	\$ 1 456	\$ 3 619	\$ 123 410	\$ 2 457 053	\$ 6 595 802	\$ (6 612 462)	\$ (16 660) \$	

¹ La composante capitaux propres des débetures échangeables est présentée ci-dessus déduction faite de l'impôt sur le résultat de 1,3 M\$ (2019 – 1,3 M\$).

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	2019
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	60 298 \$	94 669 \$
Éléments d'ajustement		
(Recouvrement) charge au titre de la rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	(75)	655
Amortissements	27 664	39 109
Frais de restructuration et autres charges	8 131	12 499
Charges financières, montant net	14 512	39 600
Perte à la vente d'entreprises (note 4)	423	367
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	18 414	(24 899)
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	21 535	31 413
Excédent de capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sur les coûts	(3 364)	(4 043)
Frais de restructuration et autres charges payés (note 10)	(10 038)	(17 994)
Intérêts versés	(10 762)	(26 881)
Impôt sur le résultat reçu, montant net	260	264
	126 998	144 759
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(5 328)	(9 647)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(245)	(91)
Paiements reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location	1 002	466
Produit à la vente d'entreprises (note 4)	1 564	1 936
Acquisition d'entreprise	–	(400)
	(3 007)	(7 736)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement des billets garantis de premier rang (note 12)	–	(170 231)
Rachat de débetures échangeables (note 13)	(56)	–
Rachat d'actions ordinaires (note 15)	(3 277)	–
Émission d'actions ordinaires (note 15)	223	–
Paiement au titre des obligations liées à des contrats de location (note 6)	(2 989)	(3 836)
Dividendes versés (note 15)	(8 808)	–
	(14 907)	(174 067)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE	109 084	(37 044)
TRÉSORERIE ET TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	44 408	81 452
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	153 492 \$	44 408 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1. Description

Pages Jaunes Limitée, par l'intermédiaire de ses filiales, offre aux entreprises locales et nationales des solutions de marketing et de médias numériques et imprimés permettant de joindre les consommateurs dans toutes les provinces et territoires du Canada. Les références à Pages Jaunes Limitée (ou la « Société ») dans ce document ont trait à la situation financière, à la performance financière, aux flux de trésorerie et aux informations fournies sur Pages Jaunes Limitée et ses filiales sur une base consolidée.

Le siège social de Pages Jaunes Limitée est situé au 1751, rue Richardson, Montréal (Québec) Canada H3K 1G6, et les actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « Y ».

Le conseil d'administration (le « conseil ») a approuvé les états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 le 10 février 2021 et a autorisé leur publication le 11 février 2021.

2. Normes révisées

2.1 Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées qui ne sont pas encore entrées en vigueur pour les états financiers consolidés

Modifications d'IAS 37, Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Le 14 mai 2020, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié des modifications d'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, qui précisent les coûts qu'une société devrait inclure dans les coûts d'exécution d'un contrat lorsqu'elle détermine si ce contrat est déficitaire. Les modifications d'IAS 37 clarifient que pour déterminer si un contrat est déficitaire, le coût d'exécution d'un contrat doit comprendre à la fois les coûts marginaux liés à l'exécution du contrat et une affectation des autres coûts directement liés à l'exécution du contrat. Les modifications sont en vigueur pour les contrats dans le cadre desquels une entité n'a pas encore rempli toutes ses obligations à compter du 1^{er} janvier 2022. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

3. Mode de présentation et principales méthodes comptables

3.1 Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales ont été préparés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »). Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales méthodes comptables ci-dessous qui ont été appliquées avec cohérence à toutes les périodes présentées pour l'ensemble des entités consolidées.

3.2 Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne la réévaluation de certains actifs et passifs financiers (y compris les instruments financiers dérivés) à la juste valeur, comme il est expliqué dans les méthodes présentées ci-dessous.

3.3 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation des états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

3.4 Méthode de consolidation

3.4.1 Filiales

Les filiales contrôlées directement par Pages Jaunes Limitée ou indirectement par l'entremise d'autres filiales consolidées sont entièrement consolidées. Les filiales sont toutes des entités sur lesquelles Pages Jaunes Limitée exerce son contrôle.

Les filiales sont entièrement consolidées à partir de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la cession. Les actifs et les passifs intersociétés et les transactions entre les sociétés entièrement consolidées sont éliminés. Les profits et les pertes sur les opérations à l'interne avec des sociétés contrôlées sont entièrement éliminés. Les méthodes comptables sont modifiées au besoin pour assurer l'uniformité du traitement comptable au niveau de Pages Jaunes Limitée.

3.4.2 Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales et d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût de l'acquisition représente le total de la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis ou des passifs contractés ou repris par Pages Jaunes Limitée en échange du contrôle de l'entité acquise. Les coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises sont comptabilisés dans l'état du résultat net à mesure qu'ils sont engagés.

3.5 Trésorerie

3.5.1 Trésorerie

La trésorerie comprend les dépôts de fonds et, de temps à autre, des placements très liquides dont l'échéance initiale est de trois mois ou moins.

3.6 Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière de la Société lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs financiers et de passifs financiers (autres que des actifs financiers et des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net) sont ajoutés à la juste valeur des actifs financiers ou des passifs financiers ou en sont déduits, selon le cas, au moment de la comptabilisation initiale. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition d'actifs financiers ou de passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont immédiatement comptabilisés en résultat net.

3.6.1 Actifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiales

Les actifs financiers sont classés dans les catégories précises suivantes : coût amorti, juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pour les placements en titres de capitaux propres (« JVAERG – Placements en titres de capitaux propres ») et juste valeur par le biais du résultat net.

Ce classement des actifs financiers au moment de la comptabilisation initiale dépend des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier et du modèle économique de la Société pour la gestion de ces derniers.

Le modèle économique de la Société pour la gestion des actifs financiers représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. Le modèle économique détermine si les flux de trésorerie découleront de la perception des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux.

Évaluation ultérieure

Actifs financiers au coût amorti

La Société évalue les actifs financiers au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies :

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels ;
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Les actifs financiers au coût amorti sont par la suite évalués au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et sont assujettis à la dépréciation. Les profits et les pertes sont comptabilisés en résultat net lorsque l'actif est décomptabilisé, modifié ou déprécié.

Les actifs financiers de la Société au coût amorti comprennent les créances clients et autres débiteurs, l'investissement net dans des contrats de sous-location et la trésorerie.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pour les placements en titres de capitaux propres (« JVAERG – Placements en titres de capitaux propres »)

Lors de la comptabilisation initiale, la Société peut choisir de classer de façon irrévocable ses placements en titres de capitaux propres comme des instruments de capitaux propres désignés à la JVAERG lorsqu'ils répondent à la définition de capitaux propres donnée dans IAS 32, *Instruments financiers: Présentation*, et qu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction. Le classement est déterminé instrument par instrument.

Les profits et les pertes sur ces actifs financiers ne sont jamais reclassés en résultat net. Les dividendes sont comptabilisés en tant qu'autres produits dans l'état du résultat net lorsque le droit de recevoir le paiement a été établi, sauf si la Société tire des avantages de ce produit en tant que recouvrement d'une partie du coût de l'actif financier. Dans ce cas, les profits sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés au moment de la comptabilisation initiale à la juste valeur par le biais du résultat net et les actifs financiers devant obligatoirement être évalués à la juste valeur. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils ont été acquis principalement en vue d'être vendus ou rachetés dans un proche avenir. Les dérivés, y compris les dérivés incorporés distincts, sont aussi classés comme détenus à des fins de transaction, à moins qu'ils ne soient désignés comme des instruments de couverture efficaces. Les actifs financiers dont les flux de trésorerie ne correspondent pas uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts sont classés et évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, quel que soit le modèle économique. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont présentés dans l'état de la situation financière à la juste valeur et les variations nettes de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état du résultat net.

La Société détient un prêt lié à un contrat à terme de gré à gré dans cette catégorie. Le prêt est inclus dans les autres débiteurs.

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat hybride comprenant également un contrat hôte non dérivé, qui a pour effet de faire varier certains des flux de trésorerie de l'instrument composé d'une manière similaire à un dérivé autonome. Un dérivé incorporé dans un contrat hybride, avec un contrat hôte qui est un passif financier ou un contrat hôte non financier, est séparé du contrat hôte et comptabilisé en tant que dérivé distinct s'il est séparé du contrat hôte, lorsque certaines conditions sont remplies et qu'il est comptabilisé en tant que dérivé distinct. Les dérivés incorporés sont évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

L'option de rachat en trésorerie pour les débentures échangeables de la Société (l'« option de rachat ») correspond à un dérivé incorporé.

Décomptabilisation

La Société décomptabilise un actif financier si les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif expirent ou si elle transfère à une autre partie l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de cet actif.

Il n'y a aucun reclassement à la décomptabilisation de placements en titres de capitaux propres à la JVAERG.

Dépréciation d'actifs financiers

En ce qui concerne la dépréciation des actifs financiers, IFRS 9 exige de suivre le modèle des pertes de crédit attendues. Le modèle des pertes de crédit attendues exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers. Dans le cas des créances clients (y compris les actifs sur contrat), la Société a appliqué l'approche simplifiée permise en vertu d'IFRS 9, qui exige que les pertes de crédit attendues pour la durée de vie soient comptabilisées au moment de la comptabilisation initiale. Bien que la trésorerie, les autres débiteurs et l'investissement net dans des contrats de sous-location soient aussi assujettis aux exigences relatives à la dépréciation en vertu d'IFRS 9, les pertes de crédit attendues identifiées étaient négligeables. Les pertes de crédit attendues pour la durée de vie liées aux créances douteuses relatives aux créances clients (aussi appelées correction de valeur pour créances douteuses) sont établies en fonction de divers facteurs, y compris, entre autres, la durée de l'exposition et, dans certains cas, la solvabilité du client.

La Société évalue si les actifs financiers sont dépréciés à chaque date de clôture. La Société considérera qu'un actif financier fait l'objet d'une défaillance lorsqu'il est improbable que la partie redevable s'acquitte de ses obligations envers la Société dans son ensemble et que la Société ne peut exercer aucun recours pour réaliser la garantie (le cas échéant). La Société a choisi de considérer qu'une défaillance ne survient pas lorsque l'actif financier est en souffrance plus de 90 jours, car la Société dispose d'informations raisonnables et justifiables pour démontrer qu'un critère de défaillance tardif convient davantage et que le risque de défaillance n'est pas nécessairement accru. Lorsqu'elle évalue si une partie redevable manque à ses obligations, la Société tiendra compte d'indicateurs qualitatifs (p. ex. non-respect des conditions) et quantitatifs (p. ex. état « en retard ») et de données obtenues à l'interne et de sources externes. Les données d'entrée utilisées pour évaluer si un actif financier fait l'objet d'une défaillance, de même que leur importance, peuvent varier au fil du temps en fonction des circonstances. Les mêmes facteurs sont considérés pour déterminer s'il faut radier des créances clients les montants imputés à la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients. L'évaluation de la probabilité de défaillance et des pertes en cas de défaillance repose sur les données historiques ajustées en fonction des circonstances actuelles du client. Aucune créance client n'est radiée directement à même la charge pour créances douteuses.

3.6.2 Passifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiales

Les passifs financiers sont classés, lors de la comptabilisation initiale, comme passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, emprunts, créditeurs ou comme dérivés désignés en tant qu'instruments de couverture dans une couverture efficace, selon le cas. Tous les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur et, dans le cas des emprunts et des créditeurs, à la juste valeur moins les coûts de transaction.

Les passifs financiers de la Société comprennent les dettes fournisseurs et autres créditeurs, les obligations liées à des contrats de location, les emprunts, y compris les découverts bancaires, et les instruments financiers dérivés.

Pages Jaunes Limitée comptabilise initialement tous les passifs financiers, et en particulier les débetures échangeables et les dettes fournisseurs et autres créditeurs à la juste valeur moins les coûts de transaction, et ultérieurement au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Évaluation ultérieure

L'évaluation des passifs financiers dépend de leur classement, tel qu'il est décrit ci-dessous :

Emprunts

Il s'agit de la catégorie la plus pertinente pour la Société. Après la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêt sont ultérieurement évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés en résultat net lorsque les passifs sont décomptabilisés, ainsi que tout au long du processus d'amortissement au taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte de tout escompte ou prime découlant de l'acquisition et des frais ou coûts qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif. L'amortissement au taux d'intérêt effectif est inclus dans les charges financières dans l'état du résultat net. Cette catégorie s'applique aux débetures échangeables.

Décomptabilisation

La Société décomptabilise les passifs financiers si et seulement si les obligations de la Société sont exécutées, sont annulées ou ont expiré. La différence entre la valeur comptable du passif financier décomptabilisé et la contrepartie payée et exigible est comptabilisée en résultat net.

3.7 Frais de publication différés

Les frais de publication différés sont comptabilisés au titre des frais de publication directs et marginaux engagés au cours de la vente, de la fabrication et de la distribution d'annuaires téléphoniques imprimés, de même qu'au cours de la vente, de la prestation et de l'exécution de nos produits et services numériques. L'immobilisation incorporelle correspond aux coûts qui seront recouverts au cours de périodes futures lorsque les produits liés aux annuaires et les produits tirés des produits et services numériques seront comptabilisés. Une immobilisation est inscrite à l'actif lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Pages Jaunes Limitée exerce le contrôle sur le contrat pour lequel les coûts ont été engagés;
- Le contrôle découle d'événements passés;

- On s'attend à ce que des avantages économiques futurs reviennent à Pages Jaunes Limitée;
- L'immobilisation est identifiable et constitue un élément non monétaire et sans substance physique.

Les frais de publication différés sont initialement évalués au coût et comptabilisés dans les coûts d'exploitation à la livraison de la publication ou à l'exécution des produits et services numériques.

3.8 Commissions différées

Les commissions différées versées représentent les coûts pour l'obtention de nouveaux contrats de vente. Ces coûts sont amortis de manière linéaire sur une période de deux ans, soit la période prévue de réalisation des avantages. La Société comptabilise à titre de charges les commissions versées pour le renouvellement de contrats dont les produits sont comptabilisés sur une période maximale de un an.

3.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les divers composants des immobilisations corporelles sont amortis séparément en fonction de leur durée d'utilité estimée et, par conséquent, leur durée d'amortissement est significativement différente. Le coût d'un actif comprend les dépenses directement attribuables à son acquisition.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés à titre de composant distinct, au besoin, s'il est probable que des avantages économiques futurs reviendront à Pages Jaunes Limitée et que le coût de l'actif peut être évalué de façon fiable. Tous les autres coûts d'entretien et de réparation sont passés en charges durant l'exercice au cours duquel ils sont engagés. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire en fonction des coûts inscrits à l'actif, déduction faite de toute valeur résiduelle sur une période correspondant à la durée d'utilité de chaque actif.

Au 31 décembre 2020, les durées d'utilité prévues sont les suivantes :

Matériel de bureau	10 ans
Matériel informatique	3 ans
Améliorations locatives	Durée la plus courte entre la durée du contrat de location ou la durée d'utilité

La valeur résiduelle, le mode d'amortissement et la durée d'utilité d'un actif sont révisés au moins une fois au cours de l'exercice. Les immobilisations corporelles sont soumises à des tests de dépréciation lorsqu'il y a indication de dépréciation. Lorsque la valeur recouvrable d'une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, une perte de valeur est comptabilisée. Lorsque l'actif pris individuellement ne génère pas d'entrées de fonds indépendantes, Pages Jaunes Limitée détermine la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») ou du groupe d'unités génératrices de trésorerie auquel l'actif appartient.

3.10 Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, la Société apprécie si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Pour déterminer si un contrat de location confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif déterminé, la Société apprécie si :

- le contrat implique l'utilisation d'un actif déterminé;
- la Société a le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation de l'actif tout au long de la durée d'utilisation;
- la Société a le droit de décider de l'utilisation de l'actif.

À la passation, la Société répartit la contrepartie prévue au contrat entre toutes les composantes locatives sur la base de leur prix distinct relatif.

3.10.1 En tant que preneur

La Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation liée à un contrat de location à la date de début. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, lequel comprend le montant initial de l'obligation liée à un contrat de location, ajusté des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, plus tous les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'actif sous-jacent ou à la remise en état de l'actif sous-jacent ou la restauration du lieu, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

L'actif au titre du droit d'utilisation est par la suite amorti selon le mode linéaire sur la période allant de la date de début jusqu'au terme de la durée d'utilité de cet actif, ou jusqu'au terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur. Les durées d'utilité estimées des actifs au titre de droits d'utilisation sont déterminées sur la même base que celles des immobilisations corporelles. De plus, l'actif au titre du droit d'utilisation est diminué périodiquement des pertes de valeur, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations de l'obligation liée à un contrat de location. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont soumis à des tests de dépréciation conformément à IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, et les pertes de valeur sont comptabilisées dans les frais de restructuration et autres charges dans les états consolidés du résultat net.

L'obligation liée à un contrat de location est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers qui ne sont pas payés à la date de début, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, s'il est impossible de déterminer facilement ce taux, selon le taux d'emprunt marginal de la Société. La Société utilise habituellement son taux d'emprunt marginal comme taux d'actualisation.

L'obligation liée à un contrat de location est par la suite évaluée au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et ajustée en fonction des intérêts courus et des paiements de loyers s'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux. Elle est réévaluée s'il y a un changement dans la somme estimée que la Société s'attend à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle, un changement aux conditions de location, comme des modifications à la superficie visée par le contrat de location, ou si la Société change son évaluation à savoir si elle exercera une option d'achat, de prolongation ou de résiliation.

Lorsque l'obligation liée à un contrat de location est réévaluée de cette manière, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation ou est comptabilisé en résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été réduite à zéro.

La Société a choisi de comptabiliser une charge locative de manière linéaire pour les contrats de location à court terme, soit ceux d'une durée de 12 mois ou moins, et pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Ces charges sont présentées au poste Coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net. Les montants liés à ces contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur sont négligeables.

3.10.2 En tant que bailleur

Lorsque la Société agit à titre de bailleur, elle détermine à la date de début si chaque contrat de location est un contrat de location simple ou un contrat de location-financement.

Pour classer les contrats de location, la Société évalue si, globalement, le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent. Si c'est le cas, le contrat de location est un contrat de location-financement; si ce n'est pas le cas, il s'agit d'un contrat de location simple. Dans le cadre de cette évaluation, la Société prend en considération certains indicateurs, comme celui de savoir si la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif.

La Société a évalué et classé ses contrats de sous-location en tant que contrats de location-financement et a par conséquent décomptabilisé les actifs au titre de droits d'utilisation liés aux contrats de location principaux respectifs faisant l'objet d'une sous-location, comptabilisé des créances locatives équivalentes à l'investissement net dans les contrats de sous-location, conservé les obligations liées aux contrats de location comptabilisées précédemment en sa qualité de preneur, comptabilisé les charges d'intérêts connexes par la suite et comptabilisé les produits d'intérêts sur la créance au titre de la sous-location en sa qualité de bailleur du contrat de location-financement.

3.11 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont identifiées et constatées séparément du goodwill lorsqu'elles découlent de droits légaux ou contractuels ou qu'elles peuvent être séparées de l'entreprise acquise et vendues, transférées, assorties d'un contrat de licence ou échangées. Le coût de ces immobilisations incorporelles est réputé correspondre à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les immobilisations incorporelles qui n'ont pas été acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles développées à l'interne, constituées de logiciels utilisés par la Société, sont constatées dans la mesure où les critères d'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, sont respectés. Les frais de développement des immobilisations incorporelles développées à l'interne sont inscrits à l'actif au coût uniquement si Pages Jaunes Limitée peut démontrer :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité d'utiliser ou de vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- la disponibilité des ressources techniques, financières et d'autre nature adéquates en vue de mener à bien le développement de l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité de mesurer de façon fiable la dépense relative à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Le montant initial comptabilisé au titre d'une immobilisation incorporelle développée à l'interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle cette immobilisation incorporelle a satisfait pour la première fois aux critères de comptabilisation énumérés ci-dessus. Lorsqu'aucune immobilisation incorporelle développée à l'interne ne peut être comptabilisée, les dépenses de développement sont passées en charges dans l'état du résultat net au cours de la période où elles sont engagées.

Les immobilisations incorporelles développées à l'interne comprennent les coûts se rapportant aux logiciels et aux licences d'utilisation de logiciels employés dans le développement des systèmes de Pages Jaunes Limitée, ainsi que toutes les charges salariales et tous les frais de consultation directement attribuables. Ces éléments ne sont pas amortis tant que les immobilisations ne peuvent être utilisées.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles doivent être comptabilisées à leur coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles sont amorties comme suit :

Ententes de non-concurrence	Mode linéaire sur la plus courte des deux périodes suivantes : 7 ans ou la durée de vie de l'entente
Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	Mode linéaire sur une période de 3 ans ou moins
Marques de commerce	Mode linéaire sur 10 ans
Noms de domaine	Mode linéaire sur 4 à 12 ans
Logiciels	Mode linéaire sur 3 ans

La durée d'utilité estimée et le mode d'amortissement sont révisés à la fin de chaque période ou exercice et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

Une immobilisation incorporelle est décomptabilisée à sa cession, ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Les profits ou les pertes découlant de la décomptabilisation d'une immobilisation incorporelle (calculés en tant que différences entre le produit net de la cession ou la juste valeur, le cas échéant, et la valeur comptable de l'actif) sont comptabilisés dans l'état du résultat net lorsque l'actif est décomptabilisé.

3.12 Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

À chaque date de clôture, Pages Jaunes Limitée détermine s'il existe une quelconque indication que les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité déterminée se sont dépréciées. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée en vue de déterminer le montant de la perte de valeur, le cas échéant. S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, Pages Jaunes Limitée évalue la valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT auquel l'actif appartient. Une UGT s'entend du plus petit groupe d'actifs identifiables générant des entrées de trésorerie indépendantes de celles générées par d'autres actifs.

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité indéterminée et celles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, de même que le goodwill, le cas échéant, sont soumis à un test de dépréciation annuellement et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié. La plupart des immobilisations incorporelles de la Société ne génèrent pas d'entrées de fonds indépendantes de celles des autres actifs; elles font donc l'objet de tests au sein de leurs UGT respectives.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif (ou à l'UGT) pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

Si la valeur recouvrable estimée d'un actif (ou d'une UGT) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est ramenée à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée immédiatement dans l'état du résultat net.

Si la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un groupe d'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité, le cas échéant, et est par la suite imputée aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'unité. La Société ne réduit pas la valeur comptable d'un actif en deçà de sa juste valeur diminuée des coûts de sortie ou de sa valeur d'utilité, selon le plus élevé des deux montants.

3.13 Dettes fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs, y compris les charges à payer, sont comptabilisés au moment où Pages Jaunes Limitée est tenue d'effectuer des paiements futurs en raison de l'achat d'actifs ou de services. Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont comptabilisés au coût amorti.

3.14 Provisions

Les provisions sont comptabilisées si Pages Jaunes Limitée a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liés à l'obligation. Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses qui devraient être nécessaires pour régler l'obligation au moyen d'un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'obligation. L'augmentation de la provision due à l'écoulement du temps est comptabilisée en charges financières. Les provisions font l'objet d'une reprise lorsque de nouveaux facteurs externes surgissent, comme des conditions de marché, ou lorsque des facteurs internes indiquent que la valeur recouvrable est supérieure ou inférieure à ce qui était initialement prévu.

3.14.1 Contrats déficitaires

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées et évaluées comme des provisions. Un contrat est considéré comme déficitaire lorsque Pages Jaunes Limitée a un contrat en vertu duquel les coûts inévitables engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques qu'elle s'attend à recevoir du contrat.

3.14.2 Restructuration

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque Pages Jaunes Limitée a un plan formalisé et détaillé de restructuration et qu'elle a créé, chez les personnes concernées, une attente fondée qu'elle mettra en œuvre la restructuration, soit en commençant à exécuter le plan, soit en leur annonçant ses principales caractéristiques. L'évaluation d'une provision pour restructuration tient seulement compte des dépenses directement liées à la restructuration, c'est-à-dire les dépenses qui sont à la fois nécessairement entraînées par la restructuration et non liées aux activités poursuivies par l'entité.

3.15 Avantages du personnel

3.15.1 Régimes à cotisations définies

Un régime à cotisations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. Les obligations au titre des cotisations à des régimes à cotisations définies sont comptabilisées à titre de charges au titre des avantages du personnel dans l'état du résultat net lorsqu'elles sont exigibles. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à titre d'actifs dans la mesure où un remboursement en trésorerie ou une diminution des paiements futurs sont possibles.

3.15.2 Régimes à prestations définies

Un régime à prestations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies. L'obligation nette de Pages Jaunes Limitée relativement aux régimes à prestations définies est calculée séparément pour chaque régime en estimant le montant des prestations futures accumulées par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures. Ces prestations sont actualisées afin de déterminer leur valeur actuelle. La juste valeur des actifs du régime est déduite de l'obligation. Le taux d'actualisation correspond au rendement, à la date de clôture, des obligations de sociétés de première qualité dont l'échéance correspond approximativement à la durée du passif connexe au titre du régime, ajusté en fonction d'un écart afin de tenir compte de tout risque de crédit additionnel, et qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations doivent être versées. Ce calcul est effectué à chaque exercice par un actuaire qualifié au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services.

Pages Jaunes Limitée comptabilise tous les écarts actuariels découlant de ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du résultat global. La réévaluation, qui comprend les écarts actuariels, l'incidence des variations du plafond de l'actif, le cas échéant, et le rendement des actifs du régime, compte non tenu des intérêts nets sur l'obligation au titre des prestations définies, est reflétée immédiatement dans l'état de la situation financière, et une imputation ou un crédit est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. La réévaluation comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est reflétée immédiatement dans les bénéfices non distribués et ne sera pas classée dans l'état du résultat net. Les coûts des services passés sont comptabilisés dans l'état du résultat net de la période au cours de laquelle une modification au régime est annoncée aux employés. Les intérêts nets, qui sont calculés en appliquant le taux d'actualisation à l'actif net ou au passif net au titre des prestations définies, sont inclus dans le montant net des charges financières, tandis que les coûts des services sont comptabilisés dans les charges d'exploitation.

3.15.3 Autres avantages à long terme

L'obligation nette de Pages Jaunes Limitée relativement aux avantages à long terme autres qu'au titre de régimes de retraite correspond au montant des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures. Ces avantages sont actualisés afin de déterminer leur valeur actuelle, et la juste valeur des actifs connexes est déduite de ce montant. Le taux d'actualisation correspond au rendement, à la date de clôture, des obligations de sociétés de première qualité dont l'échéance correspond approximativement à la durée du passif connexe. Ce calcul est effectué au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Les écarts actuariels sont comptabilisés à la période au cours de laquelle ils surviennent.

3.15.4 Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi sont comptabilisées en charges lorsque Pages Jaunes Limitée ne peut plus se rétracter de l'offre de ces indemnités, ou, si cela se produit à une date antérieure, lorsqu'il n'y a aucune possibilité réelle de se rétracter d'un plan formalisé et détaillé visant à mettre fin à l'emploi d'un ou de plusieurs membres du personnel avant la date normale de mise à la retraite ou de l'octroi des indemnités de cessation d'emploi suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les indemnités de cessation d'emploi destinées à encourager les départs volontaires sont passées en charges si Pages Jaunes Limitée a fait une offre afin d'encourager ces départs, qu'il est probable que cette offre sera acceptée et que le nombre d'employés qui accepteront l'offre peut être estimé de manière fiable.

3.15.5 Avantages à court terme

Les obligations au titre des avantages à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et passées en charges lorsque les services connexes sont fournis.

Un passif est comptabilisé au titre du montant que l'on prévoit verser si Pages Jaunes Limitée a l'obligation juridique ou implicite de verser ce montant en contrepartie de services passés et que l'obligation peut être estimée de manière fiable.

3.15.6 Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Les unités d'actions restreintes, les unités d'actions liées à la performance, les unités d'actions différées, les options sur actions et les droits à l'appréciation d'actions de Pages Jaunes Limitée attribuées à des employés et à des administrateurs sont évaluées à la juste valeur de ces instruments de capitaux propres à la date d'attribution.

Les unités d'actions restreintes, les unités d'actions liées à la performance et les unités d'actions différées attribuées peuvent être réglées en trésorerie ou en capitaux propres au gré de la Société. Si le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance est capitalisé, les employés admissibles recevront des actions ordinaires au moment de l'acquisition des droits des instruments. La partie capitalisée de ces régimes est traitée comme un instrument réglé en capitaux propres et comptabilisée en conséquence dans les capitaux propres et les coûts d'exploitation sur la période d'acquisition des droits. Dans le cas où ces régimes ne seraient pas

capitalisés, Pages Jaunes Limitée versera un montant en trésorerie aux employés et aux administrateurs admissibles au moment de l'acquisition des droits. La juste valeur déterminée à la date d'attribution des instruments réglés en capitaux propres est passée en charges de manière linéaire, sur la période d'acquisition des droits et selon l'estimation de Pages Jaunes Limitée quant au nombre d'instruments fondés sur des actions dont les droits seront éventuellement acquis.

La partie non capitalisée de ces régimes est traitée comme un instrument réglé en trésorerie et comptabilisée en tant que passif. Les droits à l'appréciation d'actions sont réglés en trésorerie et comptabilisés en conséquence en tant que passif. Les passifs de ces régimes sont réévalués à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation est comptabilisée dans les coûts d'exploitation. Certaines des options sur actions et unités d'actions restreintes de la Société seront réglées en trésorerie si certaines conditions sont respectées. Ces options sur actions et unités d'actions restreintes sont comptabilisées en tant que passif, lequel est réévalué à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation est comptabilisée dans les coûts d'exploitation.

À chaque période de présentation de l'information financière, Pages Jaunes Limitée révisé son estimation du nombre d'instruments fondés sur des actions dont l'acquisition des droits est prévue. L'incidence de la révision de cette estimation initiale, le cas échéant, est comptabilisée dans l'état du résultat net, et un ajustement correspondant est apporté à la réserve ou au passif correspondant.

3.16 Instruments de capitaux propres émis

Par instrument de capitaux propres, on entend tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs. Les instruments de capitaux propres émis par Pages Jaunes Limitée sont comptabilisés au produit reçu, déduction faite des frais d'émission directs.

Les coûts de transaction engagés par Pages Jaunes Limitée dans le cadre de l'émission, de l'acquisition ou de la vente de ses propres instruments de capitaux propres sont portés en déduction des capitaux propres dans la mesure où il s'agit de coûts marginaux directement attribuables à la transaction portant sur les capitaux propres et qui n'auraient pas été générés autrement.

3.17 Secteurs opérationnels

Les informations sur les secteurs opérationnels sont présentées conformément aux rapports internes régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de Pages Jaunes Limitée en vue d'évaluer la performance de chaque secteur et de leur affecter des ressources. Le président et chef de la direction a été désigné comme le principal décideur opérationnel responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs opérationnels. Les activités de la Société sont classées en deux secteurs à présenter : PJ et Autre. Les méthodes comptables que la Société utilise à l'égard de ses secteurs à présenter correspondent à celles qu'elle utilise dans ses états financiers consolidés. Après le deuxième trimestre de 2019, plus aucune activité n'était présentée dans le secteur Autre.

3.18 Produits

Les produits de Pages Jaunes Limitée sont composés d'honoraires contractuels constitués d'un important volume de transactions de faible valeur et sont liés aux produits tirés des médias et solutions numériques et des médias imprimés. Les produits de la Société sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite d'une correction de valeur pour ajustements des produits et des taxes de vente. Les montants de la contrepartie sont généralement déterminés.

Les produits tirés des médias imprimés sont comptabilisés à un moment précis après la livraison des annuaires imprimés. Les produits tirés des médias imprimés sont généralement facturés sur une base mensuelle tout au long de l'année de publication.

Les produits tirés des médias et solutions numériques provenant des petites annonces et des grandes annonces sont comptabilisés en résultat sur une base mensuelle à partir du moment auquel le service est offert sur la durée du contrat, laquelle est habituellement de 12 mois, puisque le client retire les avantages de l'annonce et en bénéficie simultanément pendant la période d'affichage de l'annonce. Certains produits, comme les honoraires pour la conception de sites Web et de vidéos, sont comptabilisés à un moment précis lorsque la conception des sites Web et des vidéos est terminée, puisque l'obligation de prestation est remplie.

Sauf indication contraire dans la description du produit, les contrats conclus avec des clients sont renouvelés automatiquement pour des périodes subséquentes consécutives pour une durée équivalente à la durée initiale, sauf si le client remet à la Société un avis écrit de non-renouvellement, selon les modalités du contrat.

Le paiement est généralement exigible dès la réception de la facture pour tous les clients. La ventilation des produits par groupe de produits et secteur opérationnel est présentée à la note intitulée « Information sectorielle ».

La correction de valeur pour ajustements des produits est comptabilisée à titre de réduction des produits et représente une estimation des réclamations attendues des clients. Cette estimation est fondée en partie sur les antécédents de la Société en matière de réclamations.

3.19 Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'actifs qualifiés, lesquels exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés, sont inscrits à ces actifs, jusqu'à ce que l'actif soit pratiquement prêt pour son utilisation prévue. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat net dans la période au cours de laquelle ils sont engagés. Actuellement, la Société n'a inscrit aucun coût d'emprunt à l'actif.

3.20 Imposition

La charge d'impôt sur le résultat représente la somme de l'impôt exigible et différé.

3.20.1 Impôt exigible

Le bénéfice imposable diffère du bénéfice comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net, car il exclut des éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours des autres exercices de même que des éléments qui ne sont jamais imposables ni déductibles. Le passif d'impôt exigible de Pages Jaunes Limitée est calculé au moyen des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

3.20.2 Impôt différé

L'impôt différé est déterminé en fonction des différences entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers consolidés et la valeur fiscale correspondante utilisée dans le calcul du bénéfice imposable, et il est comptabilisé au moyen de la méthode du report variable. Des passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables, et les actifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporaires déductibles pourront être imputées, sera disponible. De tels actifs et passifs ne sont pas comptabilisés si la différence temporaire découle d'un goodwill ou de la comptabilisation initiale des autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable, ni sur le bénéfice comptable.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales et des entreprises associées, sauf si Pages Jaunes Limitée est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporaires déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporaire et que la différence temporaire se résorbera dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle le passif sera réglé ou l'actif sera réalisé, en fonction des taux d'impôt (et lois fiscales) qui sont adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'évaluation des passifs et actifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont Pages Jaunes Limitée s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés si Pages Jaunes Limitée a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôt et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale et si Pages Jaunes Limitée a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôt.

3.20.3 Impôt exigible et différé pour la période

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans l'état du résultat net à titre de charge ou de produit, sauf s'il concerne des éléments qui sont comptabilisés hors du bénéfice net dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt est aussi comptabilisé hors du bénéfice net, ou s'il découle de la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises. Dans le cas d'un regroupement d'entreprises, l'incidence fiscale applicable est prise en compte dans la comptabilisation de ce regroupement.

3.21 Subvention publique

Une subvention publique est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société se conformera aux conditions y étant attachées et que la subvention sera reçue. Les subventions publiques relatives à une charge sont comptabilisées en résultat net à titre de réduction des coûts liés que les subventions sont censées compenser.

En réponse à l'incidence économique négative de la COVID-19, divers programmes gouvernementaux ont été adoptés afin d'offrir une aide financière aux entreprises. La Société a déterminé qu'elle était admissible à la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) prévue dans le Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19 pour certaines périodes. Les contributions reçues ont été comptabilisées à titre de réduction des coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net.

3.22 Estimations importantes

L'établissement d'états financiers consolidés requiert de la direction qu'elle procède à des estimations et formule des hypothèses qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains actifs et passifs, produits et charges, ainsi que sur l'information présentée dans les notes annexes. La direction révisé périodiquement ces estimations et hypothèses afin de veiller à leur pertinence à l'égard de l'expérience passée et de la situation économique. Les éléments contenus dans les états financiers à venir pourraient être différents des estimations actuelles en raison de modifications de ces hypothèses. L'incidence des changements d'estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit et dans toutes les périodes ultérieures touchées.

La direction a révisé les estimations et hypothèses qu'elle aurait normalement utilisées pour appliquer les méthodes comptables de la Société touchant la valeur comptable de certains actifs et l'information présentée dans les notes annexes afin de refléter l'incidence estimée de la pandémie de COVID-19. Toute estimation de la durée et de la gravité de ces faits nouveaux est assujettie à un degré important d'incertitude et, par conséquent, les estimations de l'étendue et du caractère défavorable de l'incidence que pourrait avoir la pandémie de COVID-19 sur les activités, les résultats financiers et la situation de la Société au cours des périodes futures sont également assujetties à un degré important d'incertitude. L'incidence de ces changements d'estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle le changement se produit et dans toutes les périodes futures touchées.

Les estimations effectuées par la direction qui sont essentielles à la détermination de la valeur comptable des actifs et des passifs sont abordées ci-après.

Estimations importantes

Correction de valeur pour ajustements des produits

La Société comptabilise une correction de valeur pour ajustements des produits à titre de réduction des produits. Elle représente une estimation des réclamations attendues des clients. La Société met à jour son estimation de la correction de valeur pour ajustements des produits en fonction des antécédents en matière de réclamations ainsi qu'en fonction de facteurs liés aux clients. La Société a mis à jour ses hypothèses relatives à son estimation de la correction de valeur pour ajustements des produits pour refléter l'incidence éventuelle de la pandémie de COVID-19 sur le taux des réclamations attendues des clients. Cette estimation importante pourrait avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si les réclamations réelles sont plus ou moins élevées que ce qui était prévu précédemment.

Estimation de la durée du contrat de location

Lorsque la Société comptabilise un contrat de location, elle évalue la durée du contrat de location en fonction des conditions du contrat et détermine si le contrat fera l'objet d'une prolongation ou si une option de résiliation anticipée sera exercée. La Société a établi que la durée de ses contrats de location correspond à la période de location initiale, puisqu'elle n'a pas la certitude raisonnable qu'une option de prolongation ou de résiliation anticipée sera exercée. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société prolonge les contrats de location ou exerce une option de résiliation anticipée.

Déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié

La Société détermine si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié, en particulier lorsqu'elle libère des espaces de bureaux et qu'elle doit déterminer la recouvrabilité de l'actif, dans la mesure où la Société peut procéder à la sous-location de l'actif ou résilier le contrat de location et recouvrir ses coûts. La Société examinera les modalités de ses contrats de location ainsi que les conditions du marché local pour estimer le potentiel de recouvrabilité de chacun des locaux libérés visés par un contrat de location. La détermination du taux de recouvrement du coût du contrat de location exige de la direction qu'elle formule d'importantes estimations fondées sur la disponibilité d'espaces de bureaux semblables sur le marché et des conditions du marché local. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société réussit à sous-louer ses locaux libérés à un loyer supérieur ou inférieur ou à des dates différentes à ce qui était prévu initialement.

Évaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients

Relativement à la dépréciation des créances clients (y compris les actifs sur contrat), la Société utilise le modèle des pertes de crédit attendues, qui exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de la créance client. Les pertes de crédit attendues pour créances douteuses relatives aux créances clients (aussi appelées correction de valeur pour créances douteuses) sont établies en fonction de divers facteurs, y compris, entre autres, la durée de l'exposition et, dans certains cas, la solvabilité du client. En raison de la pandémie de COVID-19, la Société a appliqué la méthode tel qu'il est décrit ci-dessus en ayant recours à un facteur additionnel pour évaluer le risque de crédit appliqué aux pertes de crédit attendues, fondé sur le secteur d'activités du client et sur une estimation du degré auquel il pourrait avoir été touché par la pandémie. Cette estimation importante pourrait avoir une incidence sur les résultats futurs de la Société en cas d'un nouveau changement important à la conjoncture économique ou à la solvabilité des clients ou à la suite d'une nouvelle information qui pourrait avoir une incidence sur nos hypothèses.

Déterminer le taux d'actualisation pour les contrats de location

IFRS 16 exige que la Société actualise les paiements de loyers selon le taux d'intérêt implicite dans le contrat de location si ce taux est facilement disponible. Si ce taux ne peut être déterminé facilement, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. En règle générale, la Société a utilisé son taux d'emprunt marginal lors de la comptabilisation initiale des contrats de location, étant donné que les taux d'intérêt implicites n'étaient pas facilement accessibles puisque l'information sur la juste valeur des actifs sous-jacents et les coûts directs engagés par le bailleur à l'égard des actifs loués n'était pas disponible auprès du bailleur. Le taux d'emprunt marginal de chaque contrat de location a été déterminé à la date de début et recalculé à la date d'évaluation, le cas échéant.

Durées d'utilité des immobilisations incorporelles et corporelles

À chaque clôture, Pages Jaunes Limitée passe en revue les durées d'utilité estimées de ses immobilisations incorporelles et corporelles. À la clôture de l'exercice considéré, la direction a déterminé que les durées d'utilité de ses immobilisations incorporelles et corporelles étaient adéquates.

Avantages futurs du personnel

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est établie au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services selon les taux d'intérêt sur des obligations de sociétés de grande qualité libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles du passif au titre des prestations définies qui s'y rattache. L'établissement des coûts (économies) nets des régimes d'avantages nécessite l'utilisation d'hypothèses portant notamment sur le taux d'actualisation servant à évaluer les obligations au titre des prestations définies et le rendement attendu des actifs du régime, l'âge prévu du départ à la retraite des salariés, le taux prévu de la rémunération future et le taux d'évolution attendu des frais médicaux. Les résultats réels peuvent différer de ceux qui sont estimés en fonction de ces hypothèses.

La COVID-19 pourrait avoir diverses incidences sur tous les régimes d'avantages, par exemple sur les taux de mortalité, les taux volatils d'actualisation et le rendement des actifs du régime, en raison des turbulences financières à l'échelle mondiale. Elle pourrait aussi avoir des incidences particulières sur les avantages postérieurs au départ à la retraite, par exemple sur les tendances en matière de réclamation des participants et les taux tendanciels. Les hypothèses utilisées pour réévaluer l'obligation au titre des prestations définies reflètent les conditions du marché connues à l'heure actuelle. L'incidence de l'éclosion sur la mortalité en ce qui concerne les régimes est inconnue pour le moment, et, par conséquent, aucun ajustement aux hypothèses relatives à la mortalité ni à toute autre hypothèse n'avait été apporté au 31 décembre 2020.

Impôt sur le résultat

L'estimation de l'impôt sur le résultat suppose une évaluation de la recouvrabilité des actifs d'impôt différé basée sur une appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes pour réduire le bénéfice imposable futur avant qu'elles n'expirent. L'appréciation de Pages Jaunes Limitée est fondée sur la législation fiscale existante et des estimations du bénéfice imposable futur. Si l'appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes change, Pages Jaunes Limitée devra comptabiliser un montant plus ou moins élevé de déductions fiscales à l'actif, ce qui diminuerait ou augmenterait la charge d'impôt de la période au cours de laquelle l'appréciation a lieu. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture, réévaluée s'il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible, ou réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible. La Société a mis à jour ses hypothèses relatives à la valeur comptable des actifs d'impôt différé pour refléter l'incidence estimée de la pandémie de COVID-19 et d'autres facteurs et pour déterminer si un ajustement à sa réduction de valeur serait requis au 31 décembre 2020.

4. Perte à la vente d'entreprises

Le 6 juillet 2018, la filiale entièrement détenue de la Société, Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a vendu DuProprio/ComFree (« DPCF ») à Purplebricks Group PLC (« PB ») pour une contrepartie en trésorerie de 51,0 M\$ sur une base sans endettement, sous réserve d'un ajustement au titre du fonds de roulement. Une tranche de 1,4 M\$ du solde de 1,8 M\$ qui avait été déposé en mains tierces a été reçue par la Société qui a comptabilisé une perte de 0,4 M\$ liée au montant qu'elle ne s'attend plus à recevoir pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Le 30 avril 2019, la Société a vendu ses activités de réservation de restaurants et de gestion de tables par la vente des actifs de PJ Resto et de Bookenda, ainsi que sa participation de 40 % dans les activités de Bookenda International, pour une contrepartie totale de 2,2 M\$ (y compris un ajustement au titre du fonds de roulement). De ce montant, une tranche de 0,2 M\$ qui était détenue en mains tierces a été libérée douze (12) mois après la vente, le 4 mai 2020. La vente s'est traduite par la comptabilisation d'une perte de 0,4 M\$ dans les états consolidés du résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

5. Actifs et passifs sur contrat

Le tableau suivant présente de l'information sur les actifs sur contrat qui sont inclus dans les créances clients et autres débiteurs.

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
Actifs sur contrat	31 210 \$	41 785 \$
Correction de valeur pour ajustements des produits et pertes de crédit attendues	(2 892)	(3 703)
Actifs sur contrat, déduction faite de la correction de valeur pour ajustements des produits et pertes de crédit attendues	28 318 \$	38 082 \$

Les actifs sur contrat qui sont inclus dans les créances clients et autres débiteurs comprennent les paiements au titre des produits imprimés liés aux annuaires livrés qui ne sont pas encore exigibles par les clients et qui représentent le droit de la Société à une contrepartie pour les services fournis. Tout montant comptabilisé précédemment à titre d'actif sur contrat est reclassé dans les créances clients une fois qu'il a été facturé au client.

La variation des actifs sur contrat pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 se rapporte essentiellement à la variation des produits tirés des médias imprimés. Les passifs sur contrat sont des produits différés qui se rapportent essentiellement à la contrepartie anticipée reçue des clients pour lesquels les produits sont comptabilisés au fil du temps. Les produits liés aux obligations de prestation non remplies (ou à celles qui sont partiellement remplies à la date de clôture) devraient être comptabilisés au cours des douze prochains mois.

6. Contrats de location

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, la Société a libéré certains espaces de bureaux, dont les contrats de location ont fait l'objet de résiliation ou de sous-location ou dont la sous-location est prévue, ce qui a donné lieu à une diminution des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations corporelles liées à ces espaces de bureaux, qui comprennent essentiellement des améliorations locatives et du matériel de bureau, de même qu'à une diminution des obligations liées à des contrats de location et à une augmentation de l'investissement dans des contrats de sous-location. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société a aussi fait l'acquisition de matériel informatique en vertu de contrats de location-financement, ce qui a donné lieu à une augmentation des actifs au titre de droits d'utilisation, de même qu'à une augmentation des obligations liées à des contrats de location.

L'incidence de ce qui est décrit ci-dessus a donné lieu à ce qui suit :

- Une réduction de 1,7 M\$ des actifs au titre de droits d'utilisation (2019 – 17,5 M\$);
- Une réduction de 2,0 M\$ des obligations liées à des contrats de location (2019 – 14,1 M\$);
- Une augmentation de 0,1 M\$ de l'investissement net dans des contrats de sous-location (2019 – 19,3 M\$);
- Une réduction de 3,9 M\$ des immobilisations corporelles (2019 – 14,1 M\$).

À la suite des transactions décrites ci-dessus, la Société a comptabilisé une charge nette de 3,4 M\$ (2019 – recouvrement net de 1,8 M\$) dans les frais de restructuration et autres charges pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Obligations liées à des contrats de location

Le tableau suivant présente un sommaire de l'évolution des obligations liées à des contrats de location.

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
Obligations liées à des contrats de location, solde d'ouverture	57 885 \$	75 320 \$
Acquisitions	2 027	496
Cessions ou résiliations	(4 049)	(14 095)
Païement au titre des obligations liées à des contrats de location	(2 989)	(3 836)
Obligations liées à des contrats de location, solde de clôture	52 874 \$	57 885 \$
Moins la tranche courante	3 011	2 767
Tranche non courante	49 863 \$	55 118 \$

Le tableau suivant présente les échéances des obligations contractuelles liées à des contrats de location sur une base non actualisée pour les cinq prochaines années et par la suite.

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
Moins de un an	7 078 \$	7 109 \$
De un an à cinq ans	27 707	27 809
Par la suite	47 529	57 587
Total des obligations liées à un contrat de location non actualisées	82 314 \$	92 505 \$

Montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net

Pour les exercices clos les	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Dotations à l'amortissement pour les actifs au titre de droits d'utilisation	(1 255) \$	(1 542) \$
Perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation	(973) \$	– \$
Charges d'intérêts sur les obligations liées à un contrat de location	(4 110) \$	(4 799) \$
Produits d'intérêts sur investissement dans des contrats de sous-location	1 885 \$	1 582 \$

6.1 En tant que preneur

La Société loue des bureaux, et les contrats ont habituellement une durée de 15 à 18 ans. Certains contrats de location comprennent une option de renouvellement du contrat pour une période additionnelle de cinq ans après la fin de la durée du contrat.

6.1.1 Actifs au titre de droits d'utilisation¹

	2020	2019
Actifs au titre de droits d'utilisation, solde d'ouverture	14 060 \$	32 583 \$
Acquisitions	2 027	496
Dotations à l'amortissement	(1 255)	(1 542)
Perte de valeur	(973)	–
Cessions ou résiliations ²	(2 778)	(17 477)
Actifs au titre de droits d'utilisation, solde de clôture	11 081 \$	14 060 \$

¹ Les actifs au titre de droits d'utilisation se composent essentiellement d'espaces de bureaux.

² En 2019, la Société a radié du matériel de bureau détenu en vertu de contrats de location-financement d'un coût de 7,9 M\$ et le cumul de l'amortissement correspondant. Par conséquent, l'incidence sur la valeur comptable nette des actifs au titre de droits d'utilisation était de néant.

6.2 En tant que bailleur

La Société sous-loue des bureaux qu'elle louait depuis 2014, 2015 et 2017. La Société a classé ces contrats de sous-location à titre de contrats de location-financement, puisqu'ils couvrent la durée restante des contrats de location principaux respectifs.

6.2.1 Investissement net dans des contrats de sous-location

	2020	2019
Investissement net dans des contrats de sous-location, solde d'ouverture	26 537 \$	7 392 \$
Acquisitions	48	19 287
Désactualisation de l'investissement net dans des contrats de sous-location	1 232	324
Paiement reçu des sous-locataires	(1 002)	(466)
Investissement net dans des contrats de sous-location, solde de clôture	26 815 \$	26 537 \$
Moins la tranche courante	1 206	926
Tranche non courante	25 609 \$	25 611 \$

6.2.2 Analyse des échéances – Flux de trésorerie non actualisés contractuels

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
Moins de un an	2 307 \$	3 022 \$
De un an à deux ans	3 146	3 066
De deux à trois ans	3 157	3 128
De trois à quatre ans	3 196	3 143
De quatre à cinq ans	3 350	3 255
Par la suite	25 406	27 919
Total des paiements de loyers à recevoir non actualisés	40 562 \$	43 533 \$
Produits d'intérêts non acquis	13 747	16 996
Investissement net dans des contrats de sous-location	26 815 \$	26 537 \$

7. Immobilisations corporelles

				2020
	Matériel de bureau	Matériel informatique	Améliorations locatives	Total
Coût				
Au 31 décembre 2019	8 355 \$	41 455 \$	15 254 \$	65 064 \$
Acquisitions	–	79	166	245
Cessions, radiations et transferts	(1 011)	(1 522)	(4 726)	(7 259)
Au 31 décembre 2020	7 344 \$	40 012 \$	10 694 \$	58 050 \$
Amortissement cumulé				
Au 31 décembre 2019	7 006 \$	39 262 \$	6 487 \$	52 755 \$
Dotations à l'amortissement	153	1 297	580	2 030
Cessions, radiations et transferts	(456)	(1 463)	(1 425)	(3 344)
Au 31 décembre 2020	6 703 \$	39 096 \$	5 642 \$	51 441 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2020	641 \$	916 \$	5 052 \$	6 609 \$
2019				
	Matériel de bureau	Matériel informatique	Améliorations locatives	Total
Coût				
Au 31 décembre 2018	20 604 \$	43 052 \$	51 336 \$	114 992 \$
Acquisitions	25	91	–	116
Cessions, radiations et transferts	(12 274)	(1 688)	(36 082)	(50 044)
Au 31 décembre 2019	8 355 \$	41 455 \$	15 254 \$	65 064 \$
Amortissement cumulé				
Au 31 décembre 2018	12 429 \$	38 561 \$	34 484 \$	85 474 \$
Dotations à l'amortissement	247	2 222	806	3 275
Cessions, radiations et transferts	(5 670)	(1 521)	(28 803)	(35 994)
Au 31 décembre 2019	7 006 \$	39 262 \$	6 487 \$	52 755 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2019	1 349 \$	2 193 \$	8 767 \$	12 309 \$

8. Immobilisations incorporelles

	2020			
	Marques de commerce et noms de domaine	Ententes de non- concurrence	Logiciels ¹	Total des immobilisations incorporelles
Coût				
Au 31 décembre 2019	90 611 \$	258 983 \$	258 825 \$	608 419 \$
Acquisitions	–	–	5 328	5 328
Cessions, radiations et transferts	–	–	(188)	(188)
Au 31 décembre 2020	90 611 \$	258 983 \$	263 965 \$	613 559 \$
Amortissement cumulé				
Au 31 décembre 2019	27 807 \$	258 983 \$	231 880 \$	518 670 \$
Dotation à l'amortissement	7 851	–	16 528	24 379
Cessions, radiations et transferts	–	–	(190)	(190)
Au 31 décembre 2020	35 658 \$	258 983 \$	248 218 \$	542 859 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2020	54 953 \$	– \$	15 747 \$	70 700 \$
				2019
	Marques de commerce et noms de domaine	Ententes de non- concurrence	Logiciels ¹	Total des immobilisations incorporelles
Coût				
Au 31 décembre 2018	90 689 \$	259 669 \$	381 967 \$	732 325 \$
Acquisitions	–	–	9 647	9 647
Cessions, radiations et transferts ²	(78)	(686)	(132 789)	(133 553)
Au 31 décembre 2019	90 611 \$	258 983 \$	258 825 \$	608 419 \$
Amortissement cumulé				
Au 31 décembre 2018	20 062 \$	259 669 \$	335 498 \$	615 229 \$
Dotation à l'amortissement	7 823	–	26 469	34 292
Cessions, radiations et transferts ²	(78)	(686)	(130 087)	(130 851)
Au 31 décembre 2019	27 807 \$	258 983 \$	231 880 \$	518 670 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2019	62 804 \$	– \$	26 945 \$	89 749 \$

¹ La valeur des logiciels en développement s'établissait à 3,6 M\$ (2019 – 1,9 M\$).

² Les cessions et les radiations se rapportent surtout aux logiciels mis hors service.

Perte de valeur des immobilisations incorporelles

Comme la plupart des immobilisations incorporelles ne génèrent pas de rentrées de fonds qui sont dans une large mesure indépendantes de celles d'autres actifs ou d'un groupe d'actifs, la Société effectue le test de dépréciation de ses immobilisations incorporelles au niveau de l'UGT. À la suite des changements organisationnels apportés tout au long de l'exercice 2018 et au cours du premier trimestre de 2019, les actifs ne sont plus classés que dans un groupe d'UGT, soit PJ (se reporter à la note 17). En 2020 et en 2019, la Société a soumis les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée à une évaluation des indices de dépréciation, et aucun autre test de dépréciation n'a été requis.

Pages Jaunes Limitée a cumulé des pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles de 1 379,6 M\$ et 21,9 M\$, respectivement.

9. Dettes fournisseurs et autres créditeurs

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
Fournisseurs	18 726 \$	18 557 \$
Intérêts courus sur les débiteures échangeables	723	723
Charges liées aux salaires	3 235	4 123
Régimes incitatifs à long terme	6 981	5 106
Autres charges à payer	4 412	5 153
Actions ordinaires pouvant être rachetées (note 15)	979	–
	35 056 \$	33 662 \$

10. Provisions

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 8,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 2,6 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 2,1 M\$ relative aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et une charge de 4,6 M\$ liée à la perte de valeur des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation relative à des espaces de bureaux vacants, contrebalancés en partie par un recouvrement de 1,2 M\$ lié à la résiliation d'un contrat de location.

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 12,5 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui comprennent des frais de restructuration de 12,1 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 1,9 M\$ relative aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et une charge de 0,3 M\$ liée à la cession de logiciels, contrebalancés par un recouvrement net de 1,8 M\$ en raison de recouvrements plus favorables que prévu sur les contrats de location.

Les provisions pour frais de restructuration et autres charges représentent la valeur actualisée de la meilleure estimation quant à la sortie future d'avantages économiques qui seront nécessaires pour régler les provisions. Ces dernières pourraient varier en raison de nouveaux événements susceptibles d'influer sur les indemnités et les charges qui devront être versées. Les autres provisions se rapportent surtout aux congés rémunérés et aux régimes incitatifs à court terme.

	Provisions pour restructuration ¹	Provisions pour autres charges ¹	Autres provisions	Total des provisions
Au 31 décembre 2019	7 429 \$	1 642 \$	19 149 \$	28 220 \$
Charges	2 883	3 712	17 320	23 915
Paiements	(8 005)	(2 033)	(19 035)	(29 073)
Au 31 décembre 2020	2 307 \$	3 321 \$	17 434 \$	23 062 \$
Moins la tranche courante	2 018	2 624	17 434	22 076
Tranche non courante	289 \$	697 \$	– \$	986 \$

¹ Les frais de restructuration et autres charges de 8,1 M\$ dans l'état du résultat net comprennent un recouvrement net de 1,5 M\$ sans effet sur la provision.

	Provisions pour restructuration ¹	Provisions pour autres charges ¹	Autres provisions	Total des provisions
Au 31 décembre 2018	9 131 \$	4 586 \$	25 766 \$	39 483 \$
Charges	10 839	2 509	13 202	26 550
Paielements	(12 541)	(5 453)	(19 819)	(37 813)
Au 31 décembre 2019	7 429 \$	1 642 \$	19 149 \$	28 220 \$
Moins la tranche courante	6 187	1 513	18 944	26 644
Tranche non courante	1 242 \$	129 \$	205 \$	1 576 \$

¹ Les frais de restructuration et autres charges de 12,5 M\$ dans l'état du résultat net comprennent un recouvrement net de 0,8 M\$ sans effet sur la provision.

11. Avantages postérieurs à l'emploi

Pages Jaunes Limitée dispose de régimes de retraite composés d'un volet à prestations définies et d'un volet à cotisations définies qui couvrent la quasi-totalité de ses employés. Pages Jaunes Limitée maintient des régimes de retraite à prestations définies supplémentaires sans capitalisation à l'intention de certains dirigeants, en plus de régimes d'avantages complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi (les « avantages complémentaires ») offerts à la quasi-totalité de ses employés.

Les régimes de retraite à prestations définies exposent habituellement la Société à des risques actuariels, comme le risque d'investissement, le risque de taux d'intérêt, le risque de longévité et le risque lié au salaire.

Risque d'investissement	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en utilisant un taux d'actualisation déterminé par référence au rendement des obligations de sociétés de première qualité; si le rendement réel des actifs des régimes est inférieur à ce taux, un déficit sera généré. Actuellement, les régimes suivent une stratégie de placement relativement équilibrée entre des titres de capitaux propres et des instruments d'emprunt. Étant donné que l'obligation au titre des prestations définies est à long terme par nature, le comité de retraite juge approprié d'investir une part raisonnable des actifs dans des instruments de capitaux propres afin de maximiser le rendement.
Risque de taux d'intérêt	Une diminution du taux d'intérêt sur les obligations accroîtra l'obligation au titre des prestations définies, particulièrement sur une base de solvabilité. Par contre, même si une augmentation du rendement des placements des régimes de retraite à prestations définies atténuera partiellement cette augmentation; l'incidence pourrait être notable, étant donné que le passif des régimes est sensible aux variations des taux d'intérêt.
Risque de longévité	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction des estimations des taux de mortalité chez les participants aux régimes, pendant et après l'emploi. Toute augmentation de l'espérance de vie des participants aux régimes aura pour effet de faire augmenter l'obligation au titre des prestations définies.
Risque d'inflation	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction du taux d'inflation. Ainsi, toute augmentation du taux d'inflation plus marquée que prévu aura pour effet de faire augmenter le passif des régimes à prestations définies.

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et le coût connexe des services rendus au cours de l'exercice et des services passés ont été évalués selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Ils sont fondés sur l'évaluation actuarielle et le calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies qui ont été effectués par Morneau Shepell, Fellows de l'Institut canadien des actuaires et de la Société des actuaires au 31 décembre 2019 et qui ont fait l'objet d'extrapolations au 31 décembre 2020. Aux fins de capitalisation, une évaluation actuarielle du volet à prestations définies des régimes de retraite de Pages Jaunes a également été effectuée au 31 décembre 2019. L'évaluation actuarielle des autres avantages a été effectuée par HUB International au 1^{er} novembre 2018 et les résultats ont fait l'objet d'extrapolations au 31 décembre 2020.

La variation des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs ainsi que le rapprochement de la situation de capitalisation des régimes de retraite à prestations définies et du montant comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2020 et 2019 se présentent comme suit :

	Au 31 décembre 2020		Au 31 décembre 2019	
	Prestations de retraite ¹	Avantages complémentaires	Prestations de retraite ¹	Avantages complémentaires ²
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	484 029 \$	– \$	443 861 \$	– \$
Cotisations de l'employeur	4 448	2 412	5 025	2 374
Cotisations des employés	430	–	673	–
Produits d'intérêts	14 450	–	16 093	–
Rendement des actifs des régimes, excluant les produits d'intérêts	47 368	–	66 115	–
Prestations versées	(44 153)	(2 412)	(47 320)	(2 374)
Frais d'administration	(654)	–	(418)	–
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	505 918 \$	– \$	484 029 \$	– \$
Obligations au titre des prestations constituées au début de l'exercice	572 740 \$	33 856 \$	543 106 \$	33 107 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	2 905	8	2 974	6
Cotisations des employés	430	–	673	–
Prestations versées	(44 153)	(2 412)	(47 320)	(2 374)
Coût financier	17 231	1 023	19 939	1 164
Économie sur coûts des services passés	–	–	–	(980)
(Gains actuariels) pertes actuarielles découlant de ce qui suit :				
Ajustements liés à l'expérience	4 564	–	(1 026)	–
Changements dans les hypothèses financières	42 510	2 225	54 394	2 933
Obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	596 227 \$	34 700 \$	572 740 \$	33 856 \$
Obligation nette au titre des prestations définies	(90 309) \$	(34 700) \$	(88 711) \$	(33 856) \$

¹ Comprennent les régimes de retraite à prestations définies supplémentaires sans capitalisation.

² Au 16 mai 2019, il y a eu une réévaluation à la suite de l'élimination des primes du Régime d'assurance médicale pour les résidents de la Colombie-Britannique. Le coût des services passés aux fins de l'élimination des primes du Régime d'assurance médicale a été calculé en fonction des taux d'actualisation au 30 avril 2019.

Bien que l'ensemble des régimes de retraite ne soit pas considéré comme entièrement capitalisé à des fins de présentation de l'information financière, les régimes de retraite agréés sont capitalisés conformément aux règles et règlements prescrits applicables en matière de capitalisation régissant ces régimes.

Le tableau qui suit présente les principales hypothèses adoptées pour mesurer les obligations de Pages Jaunes Limitée en ce qui a trait aux prestations de retraite et aux avantages complémentaires aux 31 décembre 2020 et 2019.

	Au 31 décembre 2020		Au 31 décembre 2019	
	Prestations de retraite	Avantages complémentaires	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Obligation au titre des avantages postérieurs à l'emploi				
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	2,60 %	2,60 %	3,10 %	3,10 %
Taux d'augmentation de la rémunération ¹	1,85 %	1,90 %		
Taux d'inflation	1,50 %	2,00 %	1,40 %	2,00 %
Coûts nets des régimes d'avantages				
Taux d'actualisation (coût des services rendus au cours de l'exercice) à la fin de l'exercice précédent	3,20 %	3,20 %	3,90 %	3,80 %
Taux d'actualisation (charges d'intérêts) à la fin de l'exercice précédent	3,10 %	3,10 %	3,80 %	3,80 %
Taux d'augmentation de la rémunération ¹	1,90 %	s.o.	1,90 %	s.o.
Taux d'inflation	1,40 %	2,00 %	1,40 %	2,00 %
Durée moyenne pondérée (en années)	14	14	15	13

¹ Au 31 décembre 2020 : taux de 1,50 % majoré d'une échelle liée à la productivité, au mérite et à l'avancement; au 31 décembre 2019 : taux de 1,40 % majoré d'une échelle liée à la productivité, au mérite et à l'avancement.

Aux fins de l'évaluation, le coût réel par personne des soins médicaux couverts a été utilisé pour 2020, et le taux de croissance est présumé s'établir à 5,28 % pour les quatre prochaines années, puis diminuer de manière linéaire pour se situer à 3,42 % d'ici 2040 et demeurer à ce niveau par la suite. Pour les soins dentaires, le coût réel par personne a été utilisé pour 2020, et le taux de croissance est présumé s'établir à 4,00 % pour les quatre prochaines années, puis diminuer de manière linéaire pour se situer à 3,57 % d'ici 2040 et demeurer à ce niveau par la suite.

Le tableau suivant indique dans quelle mesure des changements raisonnablement susceptibles de se produire dans chacune des principales hypothèses actuarielles auraient eu une incidence sur l'obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2020 :

	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Baisse de 0,25 % du taux d'actualisation à la fin de l'exercice	21 501 \$	1 199 \$
Hausse de 0,25 % du taux d'inflation	6 978 \$	– \$
Hausse de 1 % des taux tendanciels du coût des soins de santé	s.o. \$	2 299 \$

Les coûts nets des régimes d'avantages présentés dans les états du résultat net et des autres éléments du résultat global incluent les composantes suivantes :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020		2019	
	Prestations de retraite	Avantages complémentaires	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Coût des services rendus au cours de l'exercice ¹	2 905 \$	8 \$	2 974 \$	6
Frais d'administration ¹	654	–	418	–
Économie sur coûts des services passés ²	–	–	–	(980)
Coût des services	3 559 \$	8 \$	3 392 \$	(974)
Coût financier	17 231 \$	1 023 \$	19 939 \$	1 164
Produits d'intérêts	(14 450)	–	(16 093)	–
Intérêts nets sur l'obligation nette au titre des prestations définies (note 19)	2 781 \$	1 023 \$	3 846 \$	1 164
Coûts nets des régimes d'avantages comptabilisés dans l'état du résultat net	6 340 \$	1 031 \$	7 238 \$	190
(Gains actuariels) pertes actuarielles comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	(294) \$	2 225 \$	(12 747) \$	2 933
Total des coûts (recouvrements) nets des régimes d'avantages pour les régimes à prestations définies de Pages Jaunes (« PJ »)	6 046 \$	3 256 \$	(5 509) \$	3 123
Coûts nets des régimes d'avantages pour les régimes à cotisations définies de PJ ¹	2 275	–	2 792	–
Total des coûts (recouvrements) nets des régimes d'avantages	8 321 \$	3 256 \$	(2 717) \$	3 123 \$

¹ Compris dans les coûts d'exploitation.

² Comprise dans les frais de restructuration et autres charges.

Aucune réduction importante de la main-d'œuvre n'a eu lieu au cours des exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019.

En ce qui concerne le régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite, l'annonce du 16 mai 2019 concernant l'élimination des primes du Régime d'assurance médicale de la Colombie-Britannique a donné lieu à une économie sur coûts des services passés de 1,0 M\$ en 2019.

Les actifs des régimes se composent principalement de titres canadiens et étrangers, d'obligations de gouvernements et de sociétés, de débentures et de prêts hypothécaires garantis. Les actifs des régimes sont détenus en fiducie et leur répartition se présentait comme suit aux 31 décembre 2020 et 2019 :

(en pourcentage – %)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Juste valeur des actifs des régimes :		
Parts de fonds de placement		
Fonds d'actions canadiennes	6,5	7,5
Fonds d'actions mondiales	28,0	30,0
Fonds d'actions de marchés émergents	12,0	12,5
Fonds à revenu fixe canadiens	42,5	44,5
Fonds immobiliers	9,0	4,0
Fonds de capital-investissement	1,0	0,5
Fonds liés aux infrastructures	0,5	0,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,5	0,5

Aux 31 décembre 2020 et 2019, les titres de participation cotés en bourse n'incluaient pas directement d'actions de Pages Jaunes Limitée.

Les paiements en trésorerie versés par Pages Jaunes Limitée au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires ont totalisé 9,2 M\$ en 2020 (2019 – 10,2 M\$). Les paiements en trésorerie au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires devraient s'élever à environ 9,5 M\$ en 2021.

La politique de capitalisation de Pages Jaunes Limitée consiste à verser des cotisations à ses régimes de retraite en se fondant sur diverses méthodes d'évaluation actuarielle, comme le permettent les organismes de réglementation en matière de régimes de retraite. Pages Jaunes Limitée a la responsabilité de capitaliser adéquatement ses régimes. Les cotisations reflètent les hypothèses actuarielles concernant le rendement futur des placements, les projections salariales et les avantages liés aux services futurs.

Pages Jaunes Limitée a également comptabilisé une charge au titre des régimes de retraite provinciaux et fédéral et des régimes d'États de 2,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (2019 – 3,0 M\$).

Au 31 décembre 2020, Pages Jaunes Limitée a comptabilisé un solde cumulé de 52,0 M\$, déduction faite de l'impôt sur le résultat de 16,7 M\$ au titre des pertes actuarielles dans les autres éléments du résultat global.

12. Billets garantis de premier rang

Le tableau suivant présente l'évolution des billets garantis de premier rang.

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
Billets garantis de premier rang, solde d'ouverture	– \$	167 489 \$
Remboursement des billets garantis de premier rang	–	(170 231)
Désactualisation des escomptes pour l'exercice ¹	–	2 742
Billets garantis de premier rang, solde de clôture	– \$	– \$

¹ Variation de la désactualisation non comptabilisée pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Billets garantis de premier rang

Le 19 octobre 2017, Pages Jaunes Limitée, par l'entremise de sa filiale entièrement détenue Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a émis des billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant total en capital de 315,0 M\$ (les « billets ») échéant le 1^{er} novembre 2022, à un prix d'émission de 980 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des billets, soit un escompte de 6,3 M\$. La Société pouvait racheter une partie ou la totalité des billets avant la date d'échéance, à des primes qui diminueront de 102 % à 100 % à compter du 1^{er} novembre 2018. Les billets portent intérêt à un taux de 10,00 % par année et sont payables à terme échu en versements semestriels le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année. En 2019, la Société a effectué des paiements totaux de 100,7 M\$ pour le rachat obligatoire du capital des billets et des paiements totaux de 69,6 M\$ pour le rachat optionnel du capital des billets.

Emprunt garanti par des actifs

Le 19 octobre 2017, la Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a renouvelé son emprunt garanti par des actifs de 50,0 M\$ d'une durée de cinq ans et en a prorogé la durée jusqu'en août 2022. À la demande de la Société, la convention régissant l'emprunt garanti par des actifs a été modifiée le 18 novembre 2019 afin de réduire le total des engagements, qui est passé de 50,0 M\$ à 25,0 M\$. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5,0 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 décembre 2020, le ratio de couverture des charges fixes de la Société était de 3,5 fois. La Société avait des lettres de crédit de 3,4 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 21,6 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 décembre 2020.

La convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création de dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres restrictions de paiement (dans les limites permises par l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables), à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées et à leurs activités commerciales.

Au 31 décembre 2020, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

13. Débentures échangeables

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
Montant en capital des débentures échangeables (à l'échéance, le 30 novembre 2022)	107 033 \$	107 089 \$
Moins les intérêts non comptabilisés	5 918	8 552
Débentures échangeables	101 115 \$	98 537 \$

Le tableau suivant présente l'évolution des débentures échangeables.

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
Débentures échangeables, solde d'ouverture	98 537 \$	96 179 \$
Rachat de débentures échangeables	(52) \$	– \$
Désactualisation des intérêts pour l'exercice	2 630	2 358
Débentures échangeables, solde de clôture	101 115 \$	98 537 \$

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débentures échangeables subordonnées de premier rang (les « débentures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022.

Les intérêts sur les débentures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débentures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débentures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débentures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

L'acte de fiducie régissant les débentures échangeables contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création de dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres restrictions de paiement, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées. L'acte de fiducie ne contient pas l'obligation de maintenir des ratios financiers. Les restrictions quant aux ratios financiers s'appliquent seulement lors de la création d'une dette ou d'autres transactions.

L'acte de fiducie permet à la Société d'effectuer des paiements restreints, y compris des paiements de dividendes et des rachats d'actions ordinaires et certains paiements associés à la rémunération fondée sur des actions de la direction, d'un montant total maximal de 20,0 M\$ à compter de la date de l'acte de fiducie. Au 31 décembre 2020, la Société avait effectué des paiements restreints cumulatifs totalisant 14,5 M\$, dont une tranche de 8,8 M\$ se rapportait aux paiements de dividendes, une tranche de 3,3 M\$, aux rachats d'actions ordinaires et une tranche de 2,4 M\$, à certains paiements associés à une rémunération fondée sur des actions de la direction, depuis l'entrée en vigueur de l'acte de fiducie. Au 31 décembre 2020, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débentures échangeables.

Option d'échange

Les débentures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

Rachat optionnel

La Société peut racheter la totalité ou une partie des débetures échangeables à son gré, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date;

L'option de rachat est comptabilisée à la juste valeur dans les actifs financiers et autres actifs dans les états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières. Au 31 décembre 2020, la juste valeur était de 2,6 M\$ et elle était négligeable au 31 décembre 2019.

La Société a conclu une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat de débetures échangeables d'un montant en capital maximal de 6,6 M\$ au cours de la période commençant le 20 avril 2020 et se terminant le 19 avril 2021. Le prix que Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée paiera pour ces débetures échangeables correspondra au cours en vigueur au moment de l'acquisition. Toutes les débetures échangeables seront rachetées aux fins d'annulation. Au 31 décembre 2020, PJ a racheté des débetures échangeables en vertu de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'une valeur comptable de 52 000 \$ en trésorerie et d'une valeur nominale de 56 000 \$.

14. Impôt sur le résultat

Le tableau qui suit présente un rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux prévus par la loi au Canada et de l'impôt sur le résultat inscrit.

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Bénéfice avant impôt sur le résultat	78 712 \$	69 770 \$
Taux d'imposition combinés fédéral-provincial au Canada ¹	26,50 %	26,84 %
Charge d'impôt sur le résultat aux taux prévus par la loi	20 857 \$	18 726 \$
Augmentation (diminution) résultant des éléments suivants :		
Comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant	(2 773)	(44 241)
Charges non déductibles aux fins de l'impôt	241	616
Autres	89	–
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	18 414 \$	(24 899) \$

¹ Le taux d'imposition combiné applicable prévu par la loi a diminué, principalement en raison de la répartition provinciale des revenus gagnés et de la diminution des taux d'imposition prévus par la loi du Québec, de l'Alberta et de la Nouvelle-Écosse.

La charge (l'économie) d'impôt sur le résultat se présente comme suit :

	Pour les exercices clos les 31 décembre	
	2020	2019
Exigible	90 \$	– \$
Différé	18 324	(24 899)
Total	18 414 \$	(24 899) \$

Les (actifs) passifs d'impôt différé relatifs aux éléments suivants s'établissent comme suit :

	Coûts de financement différés	Report en avant de pertes autres qu'en capital	Produits différés	Avantages postérieurs à l'emploi	Charges à payer	Débetures échangeables	Immobilisations incorporelles	(Actifs) passifs d'impôt différé, montant net
Solde au 31 décembre 2019	(993) \$	(11 780) \$	(710) \$	– \$	(8 613) \$	2 373 \$	(20 004) \$	(39 727) \$
Charge (économie) inscrite dans l'état du résultat net	1 147	9 580	316	–	(1 877)	(689)	9 847	18 324
Charge (économie) incluse dans les autres éléments du résultat global	–	–	–	(512)	–	–	–	(512)
Solde au 31 décembre 2020	154 \$	(2 200) \$	(394) \$	(512) \$	(10 490) \$	1 684 \$	(10 157) \$	(21 915) \$

	Coûts de financement différés	Report en avant de pertes autres qu'en capital	Produits différés	Avantages postérieurs à l'emploi	Charges à payer	Débetures échangeables	Immobilisations incorporelles	(Actifs) passifs d'impôt différé, montant net
Solde au 31 décembre 2018	2 398 \$	(16 269) \$	– \$	(6 574) \$	– \$	3 043 \$	– \$	(17 402) \$
Charge (économie) inscrite dans l'état du résultat net	(3 391)	4 489	(710)	3 940	(8 613)	(670)	(19 944)	(24 899)
Charge incluse dans les autres éléments du résultat global	–	–	–	2 634	–	–	–	2 634
Autres	–	–	–	–	–	–	(60)	(60)
Solde au 31 décembre 2019	(993) \$	(11 780) \$	(710) \$	– \$	(8 613) \$	2 373 \$	(20 004) \$	(39 727) \$

Au 31 décembre 2020, la Société et ses filiales n'avaient comptabilisé aucun actif d'impôt différé relativement à des pertes d'exploitation aux États-Unis de 274,6 M\$, venant à expiration progressivement entre 2028 et 2037, et pouvant être utilisées pour une durée indéfinie si elles ont été engagées après 2017, à des pertes en capital au Canada de 10,1 M\$ pouvant être utilisées pour une durée indéfinie et à des pertes en capital aux États-Unis de 5,1 M\$ venant à expiration en 2024.

Au 31 décembre 2020, la Société et ses filiales n'avaient pas comptabilisé les différences temporaires déductibles de 596,3 M\$ (2019 – 675,7 M\$).

15. Capital social

Actions ordinaires – émises

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 décembre 2019	28 075 308	4 031 685 \$
Actions ordinaires rachetées	(273 190)	(39 231)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	26 788	300
Solde au 31 décembre 2020	27 828 906	3 992 754 \$

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 décembre 2018	28 075 308	4 031 685 \$
Échange de bons de souscription d'actions ordinaires	–	–
Solde au 31 décembre 2019	28 075 308	4 031 685 \$

Pages Jaunes est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires.

Les détenteurs d'actions ordinaires de Pages Jaunes ont le droit d'exprimer une voix par action ordinaire à toutes les assemblées des actionnaires de la Société. Les détenteurs d'actions ordinaires de Pages Jaunes ont le droit de recevoir les dividendes déclarés par le conseil d'administration de la Société sur les actions ordinaires. En cas de liquidation ou de dissolution, volontaire ou involontaire, de Pages Jaunes, les détenteurs d'actions ordinaires de Pages Jaunes ont le droit de recevoir, après le paiement de tous les passifs de Pages Jaunes et sous réserve des droits privilégiés des catégories d'actions de Pages Jaunes prenant rang supérieur aux actions ordinaires de Pages Jaunes, les actifs et biens restants de Pages Jaunes.

Le nombre total d'actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée détenues par le fiduciaire aux fins de la capitalisation du régime d'UAR était de 1 399 786 au 31 décembre 2020 (se reporter à la note 18).

En vertu du régime d'options sur actions, le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à l'exercice des options s'élève à 2 806 932 (se reporter à la note 18). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, 26 788 actions ordinaires ont été émises à l'exercice des options.

Rachats d'actions

La Société a conclu une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, débutant le 10 août 2020, visant le rachat d'actions ordinaires d'un montant maximal de 5,0 M\$ sur le marché libre aux fins d'annulation au plus tard le 9 août 2021. Au 31 décembre 2020, la Société avait racheté 273 190 actions ordinaires en vertu de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un montant en trésorerie de 3,3 M\$. La valeur comptable historique de ces actions a été reclassée du capital social au déficit.

Au 31 décembre 2020, un passif financier de 1,0 M\$ a été comptabilisé au poste Dettes fournisseurs et autres créditeurs des états consolidés de la situation financière relativement à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, et un montant correspondant a été comptabilisé dans les capitaux propres. Ce passif représente la valeur des actions ordinaires qui devraient être rachetées par un courtier désigné en vertu d'un plan de rachat d'actions automatique du 1^{er} janvier 2021 au 12 février 2021. Ce plan de rachat d'actions automatique vise à permettre le rachat d'actions ordinaires de la Société en vertu de modalités préétablies durant les périodes où la Société ne sera pas ordinairement autorisée à racheter des actions en raison de restrictions réglementaires ou de périodes d'interdiction d'opérations qu'elle s'est elle-même imposées. Ces actions ordinaires sont incluses dans les actions ordinaires en circulation au 31 décembre 2020.

Dividendes

Le 12 mai 2020, le conseil d'administration de la Société a adopté une politique en matière de dividendes en vertu de laquelle un dividende trimestriel en trésorerie de 0,11 \$ par action sera versé à ses actionnaires ordinaires. La politique de distribution de dividendes de PJ et la déclaration de dividendes sur toute action ordinaire en circulation de la Société sont déterminées au gré du conseil d'administration et, par conséquent, rien ne garantit que la politique de distribution de dividendes sera maintenue ni que des dividendes seront déclarés.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société a déclaré trois dividendes trimestriels de 0,11 \$ par action ordinaire. Les dividendes ont été versés le 15 juin, le 15 septembre et le 15 décembre 2020, pour une contrepartie totale de 8,8 M\$ aux actionnaires ordinaires.

Bons de souscription

Le 20 décembre 2012, la Société a émis 2 995 506 bons de souscription d'actions ordinaires (les « bons de souscription »).

La Société avait un total de 2 995 484 bons de souscription en circulation aux 31 décembre 2020 et 2019, pour un montant de 1,5 M\$.

Chaque bon de souscription est transférable et confère à son détenteur le droit d'acheter une action ordinaire de Pages Jaunes Limitée, à un prix d'exercice de 28,16 \$ par bon de souscription payable en trésorerie, en tout temps d'ici le 20 décembre 2022. La juste valeur des bons de souscription au 20 décembre 2012 s'établissait à 1,5 M\$. La juste valeur des bons de souscription a été calculée au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options, en se fondant sur les hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque	2,27 %
Durée de vie prévue	10 ans
Date d'expiration	20 décembre 2022
Volatilité attendue	33,5 %

Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice par action et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice dilué par action de même que le bénéfice net utilisé dans le calcul du bénéfice de base par action par rapport au bénéfice net ajusté au titre de l'effet dilutif.

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice de base par action ¹	26 602 728	26 523 234
Effet dilutif des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées à la performance	121 348	378 942
Effet dilutif des options sur actions	212 544	–
Effet dilutif des débetures échangeables	5 621 481	5 624 422
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice dilué par action ¹	32 558 101	32 526 598

¹ Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer le bénéfice par action est diminué du nombre d'actions détenues par le fiduciaire en vue de la capitalisation du régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance (le « régime d'UAR et d'UAP »).

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Bénéfice net utilisé dans le calcul du bénéfice de base par action	60 298 \$	94 669 \$
Incidence de la conversion présumée des débetures échangeables, déduction faite de l'impôt applicable	8 229	7 993
Total du bénéfice net utilisé dans le calcul du bénéfice dilué par action	68 527 \$	102 662 \$

Pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, le calcul du bénéfice dilué par action ne tient pas compte d'un effet potentiellement dilutif des bons de souscription, ainsi que des options sur actions qui ne sont pas dans le cours et ils n'ont par conséquent aucun effet dilutif.

16. Coûts d'exploitation

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Salaires, commissions et avantages	91 241 \$	112 965 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ¹	67 702	73 738
Autres biens et services ²	14 326	18 085
Systèmes d'information	21 936	26 027
Réévaluation des pertes de crédit attendues, déduction faite du recouvrement (note 21)	8 891	11 053
	204 096 \$	241 868 \$

¹ Les coûts liés à la chaîne d'approvisionnement et logistique ont trait aux coûts liés aux fournisseurs externes pour la production et la distribution de nos produits imprimés et en ligne.

² Le poste Autres biens et services comprend les coûts de promotion et de publicité, l'immobilier, les services de bureau, les services de consultation incluant les frais liés aux contractants et les honoraires.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société a présenté une demande pour la Subvention salariale d'urgence du Canada offerte par le gouvernement du Canada. La Société était admissible à la subvention puisqu'elle répondait aux critères pour certaines périodes. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, Pages Jaunes Limitée a reçu des contributions non remboursables de 7,3 M\$ pour les salaires admissibles de sa main-d'œuvre. Les contributions ont été comptabilisées à titre de réduction des coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net.

Le 6 novembre 2020, la Chambre des communes a adopté le projet de loi C-9 (le « projet de loi »), dans lequel il propose la prolongation de la SSUC jusqu'en juin 2021 et de nombreux autres changements aux règles de la SSUC. Le projet de loi a reçu la sanction royale le 19 novembre 2020 et est maintenant une loi. Les détails du programme sont fournis pour la période allant jusqu'en mars 2021. Toutefois, les détails pour les périodes après mars 2021 n'ont pas encore été fournis. La Société évalue actuellement l'incidence de ces changements sur son admissibilité à toute subvention additionnelle.

17. Information sectorielle

Les activités de la Société sont classées en deux secteurs à présenter, soit : PJ et Autre.

Le secteur PJ offre aux petites et moyennes entreprises du Canada des solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels, y compris le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée. Le secteur comprend aussi le service d'annuaire numérique 411.ca, qui aide les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles, qui a été intégré dans la filiale entièrement détenue de la Société, Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, au 30 septembre 2019.

Le secteur Autre comprend PJ Resto, un média numérique qui permettait aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne, jusqu'à sa vente, le 30 avril 2019. Ce secteur comprenait aussi Mediative, jusqu'à sa liquidation le 31 janvier 2019. Mediative offrait des services spécialisés de marketing numérique et de médias de performance à des clients nationaux, partout au Canada. Après le deuxième trimestre de 2019, plus aucune activité n'était présentée dans ce secteur.

Les résultats sectoriels comprennent les éléments directement attribuables au secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués sur une base raisonnable. La Société tient compte des transactions entre les secteurs à présenter de la même façon qu'elle tient compte des transactions avec les clients externes et les élimine à la consolidation. Il n'y a pas eu de transactions entre les secteurs à présenter au cours des exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019. Le président et chef de la direction est le principal décideur opérationnel et il utilise le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges, moins les dépenses d'investissement, pour évaluer le rendement. Le principal décideur opérationnel examine également les produits en fonction de produits et services comparables, comme les médias imprimés et les médias numériques.

Les produits tirés des médias imprimés sont comptabilisés à un moment précis, alors que dans le cas des produits tirés des médias et solutions numériques, la totalité a été comptabilisée sur la durée du contrat pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 tandis qu'une tranche de 99 % a été comptabilisée sur la durée du contrat et une tranche de 1 %, à un moment précis, pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Les tableaux qui suivent présentent l'information financière pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020	PJ	Autre	Pages Jaunes Limitée
Produits			
Médias numériques	252 252 \$	– \$	252 252 \$
Médias imprimés	81 286	–	81 286
Total des produits	333 538	–	333 538
Coûts d'exploitation	204 096	–	204 096
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges	129 442 \$	– \$	129 442 \$
Amortissements			27 664
Frais de restructuration et autres charges			8 131
Charges financières, montant net			14 512
Perte à la vente d'entreprises			423
Charge d'impôt sur le résultat			18 414
Bénéfice net			60 298 \$
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles	5 573 \$	– \$	5 573 \$
<hr/>			
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019	PJ	Autre	Pages Jaunes Limitée
Produits			
Médias numériques	298 762 \$	1 274 \$	300 036 \$
Médias imprimés	103 177	–	103 177
Total des produits	401 939	1 274	403 213
Coûts d'exploitation	240 925	943	241 868
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges	161 014 \$	331 \$	161 345 \$
Amortissements			39 109
Frais de restructuration et autres charges			12 499
Charges financières, montant net			39 600
Perte à la vente d'entreprises			367
Économie d'impôt sur le résultat			(24 899)
Bénéfice net			94 669 \$
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'immobilisations corporelles	9 460 \$	278 \$	9 738 \$

18. Régimes de rémunération fondée sur des actions

Les régimes de rémunération fondée sur des actions de Pages Jaunes Limitée se composent d'unités d'actions restreintes, d'unités d'actions liées à la performance, d'unités d'actions différées, d'options sur actions et de droits à l'appréciation d'actions.

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance

Le 6 mai 2013, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance (le « régime d'UAR et d'UAP ») afin de récompenser des employés et cadres supérieurs clés de Pages Jaunes Limitée (les « participants »). À la suite de la mise en œuvre du régime d'UAR et d'UAP, Pages Jaunes Limitée a attribué aux participants un certain nombre d'unités d'actions restreintes (les « UAR ») et/ou d'unités d'actions liées à la performance (les « UAP »), le cas échéant, en fonction du cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'attribution. Les UAR sont des attributions fondées sur l'écoulement du temps et leurs droits seront acquis lorsque les participants auront été à l'emploi de la Société pour une période de 36 mois consécutifs à compter de la date d'attribution, ou pour une période de 36 mois ou moins déterminée par le conseil d'administration. Les UAP sont des attributions fondées sur la performance et leurs droits seront acquis lorsque le conseil d'administration confirmera que les cibles de performance précisées ont été atteintes, le cas échéant, et lorsque les participants auront été à l'emploi de la Société pour une période de 36 mois consécutifs à compter de la date d'attribution, ou pour une période de 36 mois ou moins déterminée par le conseil d'administration. Les UAP pour lesquelles les cibles de performance n'auront pas été atteintes seront frappées de déchéance et seront annulées automatiquement. Le nombre d'UAP dont les droits sont acquis pourrait atteindre jusqu'à une fois et demie le nombre réel d'UAP attribuées si la performance réelle atteint le niveau maximal des cibles de performance. Au 31 décembre 2020, il n'y avait aucune UAP en circulation.

Aux termes du régime d'UAR et d'UAP, si le régime d'UAR et d'UAP est capitalisé, les participants recevront, à l'acquisition des droits des UAR et des UAP, des actions ordinaires de la Société acquises sur le marché libre. La partie capitalisée de ce régime est traitée comme un instrument réglé en capitaux propres et comptabilisée en conséquence dans les capitaux propres et les coûts d'exploitation sur la période d'acquisition des droits. Dans l'éventualité où le régime d'UAR et d'UAP ne serait pas capitalisé, Pages Jaunes Limitée paiera au participant un montant en trésorerie équivalant au nombre d'UAR ou d'UAP dont les droits ont été acquis, ce qui en fera des unités réglées en trésorerie. De plus, certaines unités d'actions restreintes de la Société seront réglées en trésorerie si certaines conditions sont remplies. Ces unités d'actions restreintes sont comptabilisées en tant que passif, lequel est réévalué à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation est comptabilisée dans les coûts d'exploitation.

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, aucune action ordinaire de Pages Jaunes Limitée n'a été achetée sur le marché libre de la TSX par le fiduciaire nommé en vertu du régime d'UAR et d'UAP en vue de la capitalisation du régime d'UAR et d'UAP. Le nombre total d'actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée détenues par le fiduciaire en vue de la capitalisation d'unités d'actions restreintes (le « régime d'UAR ») était de 1 399 786 au 31 décembre 2020.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des UAR comptabilisées en tant que passif au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2020		2019	
	Nombre d'UAR ¹	Passif ¹	Nombre d'UAR ¹	Passif ¹
En circulation au début de l'exercice	156 839	972 \$	156 839	556 \$
Attribuées	321 671	859	–	416
Dividendes crédités ²	9 244	42	–	–
Réglées	(160 137)	(1 850)	–	–
Variation en raison de la fluctuation de la juste valeur et de l'acquisition des droits	–	808	–	–
En circulation à la fin de l'exercice³	327 617	831 \$	156 839	972 \$

¹ Le passif relatif aux UAR est comptabilisé dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux UAR dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation de la juste valeur sont incluses dans les coûts d'exploitation.

² Des dividendes, sous la forme d'UAR additionnelles, sont crédités au compte des participants à chacune des dates de versement de dividendes pour une valeur égale aux dividendes versés sur les actions ordinaires.

³ Le nombre d'actions restreintes dont les droits sont acquis était de 66 259 au 31 décembre 2020 (2019 – 121 986).

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution de l'ensemble des UAR et des UAP, y compris celles présentées dans le tableau ci-dessus, au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2020		2019	
	UAR ¹	UAP	UAR ¹	UAP
En circulation au début de l'exercice	318 536	60 406	399 503	189 063
Attribuées	359 395	–	87 684	–
Réduction liée à l'échec de l'atteinte de cibles ²	–	(15 105)	–	(49 774)
Réglées	(226 775)	(45 301)	(94 153)	–
Dividendes crédités ³	13 072	–	–	–
Frappées de déchéance	(15 263)	–	(74 498)	(78 883)
En circulation à la fin de l'exercice	448 965	–	318 536	60 406
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle (années)	1,66	–	0,88	0,08

¹ Le nombre d'UAR en circulation au 31 décembre 2020 comprend 327 617 UAR attribuées en juillet 2020 et les dividendes crédités relativement à cette attribution, ce qui représente un passif de 0,8 M\$ (2019 – néant), qui a été comptabilisé dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux unités dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation du cours de l'action sont incluses dans les coûts d'exploitation.

² La réduction est liée à l'échec de l'atteinte de certaines cibles de performance, ce qui s'est traduit par une réduction de 25 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (2019 – réduction de 100 %).

³ Des dividendes, sous la forme d'UAR additionnelles, sont crédités au compte des participants à chacune des dates de versement de dividendes pour une valeur égale aux dividendes versés sur les actions ordinaires.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, une charge de 2,0 M\$ (2019 – une économie de 0,5 M\$) a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au poste Coûts d'exploitation relativement au régime d'UAR et d'UAP.

Régime d'unités d'actions différées

Le 12 juin 2013, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime d'unités d'actions différées (le « régime d'UAD »). Le régime d'UAD a été modifié en octobre 2013 afin d'inclure la participation des employés admissibles désignés par le conseil d'administration. La Société doit, à sa discrétion, régler les unités d'actions différées (« UAD ») dont les droits sont acquis en trésorerie ou en actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée acquises sur le marché libre lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration ou qu'un employé admissible cesse d'occuper un emploi auprès de la Société.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des unités d'actions différées (UAD) au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2020		2019	
	Nombre d'UAD	Passif ¹	Nombre d'UAD	Passif ¹
En circulation au début de l'exercice	325 435	2 948 \$	255 755	1 557 \$
Attribuées ²	53 719	447	69 680	433
Frappées de déchéance	(4 196)	–	–	–
Réglées	(45 556)	(416)	–	–
Dividendes crédités ³	10 406	115	–	–
Variation en raison de la fluctuation du cours de l'action	–	1 163	–	958
En circulation et avec droits acquis à la fin de l'exercice	339 808	4 257 \$	325 435	2 948 \$

¹ Le passif lié au régime d'UAD a été comptabilisé dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux unités dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation du cours de l'action sont incluses dans les coûts d'exploitation.

² Le passif lié aux UAD attribuées représente la tranche dont les droits étaient acquis aux 31 décembre.

³ Des dividendes, sous la forme d'UAD additionnelles, sont crédités au compte des participants à chacune des dates de versement de dividendes pour une valeur égale aux dividendes versés sur les actions ordinaires.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, une charge de 1,7 M\$ (2019 – une charge de 1,4 M\$) a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au poste Coûts d'exploitation relativement au régime d'unités d'actions différées.

Options sur actions

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes Limitée, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés de Pages Jaunes Limitée qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes Limitée pendant la transformation de ses activités, ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Un nombre maximal de 1 290 612 options sur actions peut être attribué en vertu du régime d'options sur actions. Le 11 mai 2018, une modification au régime d'options sur actions a été approuvée, ce qui s'est traduit par l'augmentation du nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à l'exercice des options, qui est passé de 1 290 612 à 2 806 932. Les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

À l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires tenue le 13 mai 2020, une modification apportée au régime d'options sur actions de 2012 a été approuvée, laquelle vise à introduire une modalité d'exercice sans décaissement, donnant droit à une somme en trésorerie, sans déduction complète des actions sous-jacentes de la réserve du régime. Sous réserve de l'approbation du conseil ou du comité des ressources humaines et de rémunération au moment de l'exercice, les titulaires d'options pourront choisir de remettre une option pouvant être exercée aux fins d'annulation en échange d'un paiement en trésorerie correspondant à l'excédent de la juste valeur de marché de l'action à la date de remise par rapport au prix d'exercice. Les actions sous-jacentes à l'option remise seront rajoutées à la réserve du régime.

Les options sur actions attribuées payables en trésorerie si certaines conditions sont remplies sont présentées à titre de passif.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des options sur actions présentées à titre de passif au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2020		2019	
	Nombre d'options	Passif ¹	Nombre d'options	Passif ¹
En circulation au début de l'exercice	701 875	1 078 \$	701 875	365 \$
Attribuées	1 567 487	1 488	–	–
Réglées	(701 875)	(2 434)	–	–
Variation en raison de la fluctuation de la juste valeur et de l'acquisition des droits	–	1 571	–	713
En circulation à la fin de l'exercice²	1 567 487	1 703 \$	701 875	1 078 \$

¹ Le passif lié aux options sur actions a été comptabilisé dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux options dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation de la juste valeur sont incluses dans les coûts d'exploitation.

² Le nombre d'options sur actions dont les droits sont acquis était de 399 129 au 31 décembre 2020 (2019 – 545 903).

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution de l'ensemble des options sur actions dans le cadre du régime d'options sur actions, y compris celles présentées dans le tableau ci-dessus, au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2020		2019	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par option	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par option
En circulation au début de l'exercice	1 983 102	7,11 \$	1 347 052	8,39 \$
Attribuées	2 004 069	9,51 \$	884 784	5,86 \$
Exercées	(26 788)	8,33 \$	–	– \$
Réglées	(701 875)	7,97 \$	–	– \$
Frappées de déchéance	(540 729)	6,79 \$	(248 734)	9,61 \$
En circulation à la fin de l'exercice	2 717 779	8,71 \$	1 983 102	7,11 \$
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	–	– \$	–	– \$

Le tableau qui suit présente des renseignements supplémentaires à l'égard du régime d'options sur actions de Pages Jaunes Limitée aux 31 décembre.

	2020		2019	
Prix d'exercice	Nombre d'options en circulation	Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	Nombre d'options en circulation	Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle
5,86 \$	458 536	2,2	762 777	3,2
7,61 \$	251 979	1,1	495 256	2,1
7,97 \$	–	–	701 875	0,7
8,79 \$	1 567 487	2,0	–	–
10,47 \$	19 869	1,6	19 869	2,6
12,10 \$	419 908	1,9	–	–
17,83 \$	–	–	3 325	3,2
En circulation à la fin de l'exercice	2 717 779	1,9	1 983 102	2,0
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	–	–	–	–

La valeur des options sur actions a été établie au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options. La volatilité attendue est déterminée en fonction de la volatilité implicite du cours actuel du marché des bons de souscription en circulation de la Société. Le tableau qui suit présente les principales données d'entrée dont le modèle tient compte pour les exercices clos les 31 décembre.

	2020	2019
Moyenne pondérée du cours de l'action à la date d'attribution	9,51 \$	5,86 \$
Prix d'exercice	9,51 \$	5,86 \$
Volatilité attendue	60,3 %	61,1 %
Durée de vie de l'option	2,5 ans	4 ans
Taux d'intérêt sans risque	0,80 %	2,18 %
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	2,0 ans	3,2 ans

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, une charge de 3,6 M\$ (2019 – une charge de 1,9 M\$) a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au poste Coûts d'exploitation relativement au régime d'options sur actions.

Régime de droits à l'appréciation d'actions

Le 15 septembre 2017, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime de droits à l'appréciation d'actions dans le but d'offrir une rémunération incitative aux employés et aux cadres supérieurs clés de Pages Jaunes Limitée (les « participants ») qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise et de mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Les droits à l'appréciation d'actions sont des attributions fondées sur l'écoulement du temps, et leurs droits seront acquis à une date déterminée par le conseil d'administration si les participants sont toujours à l'emploi de la Société. En vertu des modalités du régime de droits à l'appréciation d'actions, les participants recevront, au moment de l'acquisition des droits à l'appréciation d'actions, un paiement en trésorerie correspondant à l'excédent de la juste valeur des actions de Pages Jaunes Limitée à la date d'acquisition des droits sur la juste valeur des actions de Pages Jaunes Limitée à la date d'attribution.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des droits à l'appréciation d'actions au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2020		2019	
	Nombre de droits à l'appréciation d'actions	Passif ¹	Nombre de droits à l'appréciation d'actions	Passif ¹
En circulation au début de l'exercice	701 875	1 078 \$	701 875	365 \$
Attribués	174 165	594	–	–
Réglés	(701 875)	(2 434)	–	–
Variation en raison de la fluctuation de la juste valeur et de l'acquisition des droits	–	952	–	713
En circulation à la fin de l'exercice²	174 165	190 \$	701 875	1 078 \$

¹ Le passif lié au régime de droits à l'appréciation d'actions a été comptabilisé dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux unités dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation de la juste valeur sont incluses dans les coûts d'exploitation.

² Le nombre de droits à l'appréciation d'actions dont les droits sont acquis était de 44 348 au 31 décembre 2020 (2019 – 545 903).

La valeur des droits à l'appréciation d'actions a été établie au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options. La volatilité attendue est déterminée en fonction de la volatilité implicite du cours actuel du marché des bons de souscription en circulation de la Société. Le tableau qui suit présente les principales données d'entrée dont le modèle tient compte aux 31 décembre :

	2020		2019	
Moyenne pondérée du cours de l'action à la date d'attribution	8,79	\$	9,12	\$
Prix d'exercice	8,79	\$	7,97	\$
Volatilité attendue	63,9	%	41,0	%
Moyenne pondérée de la durée de vie des droits à l'appréciation d'actions	2,5	ans	3	ans
Taux d'intérêt sans risque	0,60	%	2,04	%
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	2,0	ans	0,7	an

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, une charge de 1,5 M\$ (2019 – une charge de 0,7 M\$) a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au poste Coûts d'exploitation relativement au régime de droits à l'appréciation d'actions.

19. Charges financières, montant net

Les principales composantes des charges financières, montant net, s'établissent comme suit :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Intérêts sur les billets garantis de premier rang ¹ et les débentures échangeables	11 195 \$	24 661 \$
Amortissement des coûts de financement	66	6 013
Prime sur le prix de rachat optionnel sur les billets garantis de premier rang	–	1 091
Intérêts sur les obligations liées à des contrats de location, déduction faite des produits d'intérêts sur investissement dans des contrats de sous-location	2 225	3 217
Intérêts nets sur les obligations au titre des prestations définies	3 804	5 010
Option de rachat	(2 627)	–
Autres, montant net	(151)	(57)
Charges financières, montant net	14 512 \$	39 600 \$

¹ Les billets garantis de premier rang ont été remboursés en totalité en novembre 2019.

20. Engagements et éventualités

a) Au 31 décembre 2020, Pages Jaunes Limitée avait des engagements en vertu d'obligations contractuelles visant des achats et services pour des dépenses d'exploitation et d'investissement aux termes desquels le total des paiements ainsi que ceux à verser au cours des cinq prochaines années et par la suite s'établissent comme suit :

	Total des engagements
2021	19 371 \$
2022	11 467
2023	8 386
2024	4 838
2025	4 005
Par la suite	31 473
	79 540 \$

b) Pages Jaunes Limitée a conclu trois contrats de services de facturation et de recouvrement. Le contrat avec Bell vient à expiration le 31 décembre 2023 et le contrat avec Norouestel Inc., une société liée de Bell, vient à expiration le 29 novembre 2032. La convention avec TELUS Communications Inc. (« TELUS ») vient à expiration en 2031.

En vertu de conventions de publication conclues avec Bell et TELUS, Pages Jaunes Limitée produit des annuaires téléphoniques d'inscriptions alphabétiques pour chacune de ces sociétés afin de leur permettre de respecter leurs obligations en matière de réglementation.

La Société a également conclu d'autres conventions avec Bell et TELUS concernant l'utilisation de renseignements tirés des inscriptions et l'utilisation de marques de commerce pour la publication d'annuaires. Si la Société manque de façon importante à ses obligations en vertu des conventions de publication susmentionnées et que, par conséquent, ces conventions de publication sont résiliées conformément à leurs modalités, ces autres licences d'utilisation de renseignements tirés des inscriptions et d'utilisation de marques de commerce de Bell et de TELUS, selon le cas, pourront également être résiliées. Ces autres conventions conclues avec Bell et TELUS prendront fin entre 2031 et 2037.

c) Pages Jaunes Limitée a conclu des ententes d'impression d'annuaires avec ses imprimeurs visant l'impression, la reliure et la livraison d'annuaires alphabétiques, classés et combinés ainsi que d'autres publications. Elle a aussi conclu des ententes de distribution.

d) Pages Jaunes Limitée fait l'objet de diverses réclamations et poursuites qui ont été engagées contre elle dans le cours normal des activités. Des provisions au titre de certaines de ces réclamations sont comptabilisées et incluses dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs et dans les provisions selon la meilleure estimation de la direction quant à leur issue éventuelle. La direction ne s'attend pas à ce que le règlement de ces questions en attente ou en cours ait une incidence négative importante sur la situation financière, sur la performance financière ni sur les flux de trésorerie de Pages Jaunes Limitée.

21. Gestion des risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit découle principalement de l'incapacité éventuelle d'un client ou d'une contrepartie à un instrument financier de satisfaire à ses obligations contractuelles. Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de crédit relativement à la trésorerie, aux créances clients et à l'investissement dans des contrats de sous-location. La valeur comptable des actifs financiers constitue l'exposition maximale de Pages Jaunes Limitée. Le risque de crédit associé à la trésorerie est réduit de façon importante en confiant ces actifs financiers à des contreparties solvables. La situation des contreparties est examinée de façon continue pour évaluer tout changement.

L'octroi de crédit à des clients par Pages Jaunes Limitée nécessite du jugement. Pages Jaunes Limitée a mis en place des contrôles internes visant à atténuer le risque de crédit, y compris une politique de crédit officielle gérée par son service du crédit. Les nouveaux clients, les clients qui augmentent leurs dépenses liées à la publicité selon un certain niveau et les clients qui ne respectent pas les conditions de paiement sont soumis à un processus particulier d'examen et d'approbation. Pages Jaunes Limitée est d'avis que son exposition à une concentration du crédit relatif aux créances clients est limitée en raison de sa clientèle diversifiée et nombreuse, dont les activités sont réparties dans plusieurs secteurs et régions. Aucun client ne représente à lui seul 10 % ou plus des produits, et aucune créance client associée à un client donné n'excède 10 % du solde total des créances clients à aucun moment au cours de l'exercice.

Bell et TELUS fournissent à Pages Jaunes Limitée des services de recouvrement auprès des clients relativement aux annonceurs qui sont aussi leurs clients. Ainsi, ils reçoivent des sommes de clients pour le compte de Pages Jaunes Limitée. Pages Jaunes Limitée assume le risque lié au recouvrement final de ces créances.

Les composantes des créances clients et autres débiteurs s'établissent comme suit :

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019 ²
Courant	44 686 \$	62 743 \$
En souffrance depuis moins de 180 jours	7 138	9 689
En souffrance depuis plus de 180 jours	5 980	6 153
Créances clients¹	57 804 \$	78 585 \$
Autres débiteurs³	6 626 \$	8 665 \$
Créances clients et autres débiteurs	64 430 \$	87 250 \$

¹ Les créances clients et autres débiteurs sont présentés déduction faite de la correction de valeur pour ajustements des produits et pertes de crédit attendues de 34,3 M\$ au 31 décembre 2020 (31,6 M\$ au 31 décembre 2019).

² Certaines informations comparatives ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré, pour répartir de façon plus précise la correction de valeur pour ajustements des produits entre chaque catégorie de classement par échéance.

³ Les autres débiteurs au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019 comprennent un prêt de 4,4 M\$ lié à un contrat à terme de gré à gré.

Le tableau suivant présente de l'information sur l'exposition au risque de crédit et à la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients (y compris les actifs sur contrat).

	2020			2019		
	Taux de pertes de crédit attendues	Valeur comptable brute ¹	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Taux de pertes de crédit attendues	Valeur comptable brute ¹	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues
Courant	2,8 %	45 952 \$	1 266 \$	4,1 %	65 440 \$	2 697 \$
En souffrance depuis moins de 180 jours	29,2 %	10 076	2 938	26,3 %	13 145	3 456
En souffrance depuis plus de 180 jours	70,2 %	20 062	14 082	65,0 %	17 580	11 427
Total		76 090 \$	18 286 \$		96 165 \$	17 580 \$

¹ La valeur comptable brute est présentée déduction faite de la correction de valeur pour ajustements des produits de 16,0 M\$ au 31 décembre 2020 (14,0 M\$ au 31 décembre 2019).

Le tableau suivant présente la variation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues qui a été comptabilisée à l'égard des créances clients (y compris les actifs sur contrat).

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
Solde au début de l'exercice	17 580 \$	20 538 \$
Réévaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues, déduction faite du recouvrement	8 891	11 053
Montants radiés	(8 185)	(14 011)
Solde à la fin de l'exercice	18 286 \$	17 580 \$

Pages Jaunes Limitée estime la correction de valeur pour pertes sur les créances liées à l'investissement net dans des contrats de sous-location à la fin de la période de présentation de l'information financière à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Aucune des créances liées à l'investissement net dans des contrats de sous-location n'était en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et, compte tenu de l'historique des taux de défaillance et des perspectives d'avenir des secteurs dans lesquels les preneurs exercent leurs activités ainsi que de la valeur des garanties détenues à l'égard des créances liées à l'investissement net dans des contrats de sous-location, les pertes de crédit attendues liées à l'investissement net dans des contrats de sous-location sont négligeables.

i) Risque de taux d'intérêt

Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de taux d'intérêt découlant des fluctuations des taux sur son emprunt garanti par des actifs, dont les taux se fondent généralement sur le taux préférentiel ou le taux des acceptations bancaires canadiennes. Pages Jaunes Limitée n'a pas recours à des instruments dérivés pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. La Société gère son risque de taux d'intérêt en maximisant les produits d'intérêts gagnés sur les flux de trésorerie excédentaires tout en maintenant le niveau de liquidités nécessaire pour exercer ses activités quotidiennes.

Pages Jaunes Limitée peut également être exposée aux fluctuations des taux d'intérêt à long terme liés au refinancement des dettes à leur échéance. Le taux d'intérêt sur les nouvelles émissions de titres d'emprunt à long terme sera établi selon le taux en vigueur au moment du refinancement et dépendra également de la teneur des nouveaux titres d'emprunt émis. Aucune échéance à venir ne nécessitera un refinancement. Comme les taux d'intérêt sur les débetures échangeables sont fixes, la Société n'est exposée à aucun risque de fluctuation des taux d'intérêt.

ii) Risque de change

Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de change lié à diverses transactions libellées en diverses devises, et ce risque financier n'est pas significatif. Le risque de change sur les opérations découle principalement de transactions commerciales libellées dans une monnaie qui n'est pas la monnaie fonctionnelle de l'unité opérationnelle de Pages Jaunes Limitée prenant part à la transaction. Pages Jaunes Limitée est exposée aux fluctuations du dollar américain. L'incidence d'une augmentation ou d'une diminution de un point du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur le résultat net exposé aux fluctuations du dollar américain est négligeable. Les dépenses de la Société, déduction faite des produits, libellées en dollars américains ont été d'approximativement 16,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (2019 – 9,5 M\$). Au 31 décembre 2020, il n'y avait aucun contrat de change en cours.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que Pages Jaunes Limitée ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles arrivent à échéance.

Pages Jaunes Limitée gère ce risque en maintenant des projections de trésorerie détaillées et des plans stratégiques et opérationnels à long terme. La gestion des liquidités exige un suivi constant des entrées et sorties de fonds prévues, et la Société assure ce suivi en établissant des projections détaillées de sa situation de trésorerie afin de s'assurer que sa trésorerie est utilisée de façon adéquate et efficiente.

La Société prévoit respecter ses obligations financières grâce à la trésorerie générée à l'interne et aux fonds en caisse.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des actifs et des passifs financiers et des montants en capital connexes.

	Paiements exigibles pour les exercices postérieurs au 31 décembre 2020			
	Total	1 an	De 2 à 3 ans	De 4 à 5 ans
Passifs financiers non dérivés				
Débtentures échangeables ¹	107 033 \$	– \$	107 033 \$	– \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	35 056	35 056	–	–
Provisions	23 062	22 076	783	203
Obligations liées à des contrats de location	52 874	3 011	13 908	35 955
Total, montant net	218 025 \$	60 143 \$	121 724 \$	36 158 \$

¹ Montant en capital

Hiérarchie des justes valeurs

Les trois niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont les suivants :

- Niveau 1 – données d'entrée correspondant à des prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques.
- Niveau 2 – données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 – données d'entrée utilisées dans la technique d'évaluation qui ne sont pas basées sur des données observables de marché au moment de la détermination de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables de marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée d'entrée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

La juste valeur représente le montant qui aurait été reçu pour la vente d'un actif ou versé pour le transfert d'un passif dans une transaction ordonnée entre des intervenants du marché.

La juste valeur des débtentures échangeables est évaluée en fonction des cours du marché à la date de l'état de la situation financière. La Société n'a pas adopté la comptabilité de couverture au cours de la période.

L'option de rachat est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, dans les actifs financiers et autres actifs, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières. La juste valeur au 31 décembre 2020 s'élevait à 2,6 M\$, et elle était négligeable au 31 décembre 2019.

Le tableau suivant présente la valeur comptable ainsi que la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020. La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et autres débiteurs et des dettes fournisseurs et autres créditeurs n'est pas incluse, puisque leur valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur
Débiteures échangeables	1	101 115 \$	108 772 \$

22. Informations à fournir concernant le capital

L'objectif de Pages Jaunes Limitée en matière de gestion du capital est de garantir des liquidités suffisantes pour s'acquitter des obligations financières et satisfaire aux exigences en matière d'investissements. L'un des principaux objectifs financiers de la Société est de réduire la dette et les charges d'intérêts connexes, ce qui améliorera sa flexibilité financière et soutiendra la mise en œuvre de ses objectifs stratégiques. Pages Jaunes Limitée assure un suivi de sa structure du capital et y apporte des ajustements en fonction des objectifs susmentionnés par suite de changements qui touchent la conjoncture économique et en fonction des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents et des besoins en fonds de roulement de la Société. Afin de mesurer son effet de levier financier, Pages Jaunes Limitée a principalement recours au ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois². Pages Jaunes Limitée a aussi recours à d'autres mesures financières pour surveiller son effet de levier financier, notamment le ratio de couverture des charges fixes et le ratio de la dette nette sur le total du capital investi.

Le capital de Pages Jaunes Limitée comprend la dette nette, les débiteures échangeables ainsi que les capitaux propres attribuables aux actionnaires de Pages Jaunes Limitée, répartis de la façon suivante :

	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019
Trésorerie	153 492 \$	44 408 \$
Débiteures échangeables ¹ (note 13)	101 115	98 537
Obligations liées à des contrats de location (note 6)	52 874	57 885
Total de la dette	153 989 \$	156 422 \$
Capitaux propres (insuffisance)	29 301	(16 660)
Total du capital investi	183 290 \$	139 762 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le total du capital investi	0,3 %	80,1 %
Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	2019
BAIIA ajusté des douze derniers mois ²	129 442 \$	161 345 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois ²	0,0	0,7

¹ Représente le montant en capital moins les intérêts non comptabilisés sur les débiteures échangeables.

² Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non conforme aux normes IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en bourse.

23. Garanties

Dans le cours normal de ses activités, Pages Jaunes Limitée a conclu des conventions qui sont monnaie courante dans l'industrie et qui prévoient une indemnisation et des garanties à des contreparties dans le cadre de transactions liées à l'acquisition d'entreprises, à la cession d'entreprises et à la vente d'actifs. Pages Jaunes Limitée a conclu des conventions qui comprennent des engagements d'indemnisation à l'intention de certains de ses administrateurs et cadres supérieurs qui visent à les indemniser des frais (y compris des frais juridiques), des jugements, des amendes et de tout montant réellement et raisonnablement engagé par eux relativement à toute

poursuite en justice, à tout procès ou à toute instance judiciaire dont les administrateurs et/ou cadres supérieurs pourraient faire l'objet en raison de l'exécution de leur mandat, s'ils ont agi de façon honnête, de bonne foi et dans l'intérêt de Pages Jaunes Limitée. Pages Jaunes Limitée a souscrit une assurance responsabilité, dont elle est le bénéficiaire, à l'intention des administrateurs et des cadres supérieurs. Aux 31 décembre 2020 et 2019, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière relativement à ces engagements d'indemnisation.

La nature de ces garanties empêche Pages Jaunes Limitée d'effectuer une estimation raisonnable du montant maximal éventuel qu'elle pourrait devoir verser aux contreparties.

24. Liste des filiales

	Activité principale	Pourcentage de participation	
		Aux 31 décembre	
		2020	2019
Canada			
Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée	Fournisseur de solutions de marketing et de médias numériques et imprimés	100 %	100 %
411 Local Search Corp. ¹	Fournisseur de solutions de marketing et de médias numériques	–	100 %
Solutions YP Dine Limitée ²	Fournisseur de guides numériques de restaurants locaux	–	100 %
Bookenda Limitée ²	Fournisseur d'un système de gestion de réservations	–	100 %
États-Unis			
YPG (USA) Holdings, Inc.	Société de portefeuille	100 %	100 %
Yellow Pages Digital & Media Solutions, LLC	Fournisseur de services de soutien opérationnel	100 %	100 %

¹ Avec prise d'effet le 30 septembre 2019, 411 Local Search Corp. a été liquidée dans Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée. La société a été dissoute le 30 septembre 2020.

² Le 31 décembre 2019, Solutions YP Dine Limitée et 4400348 Canada Inc. (« Bookenda Limitée ») ont été liquidées dans Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée. Les sociétés ont été dissoutes le 30 septembre 2020.

25. Informations à fournir concernant les parties liées

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de Pages Jaunes Limitée sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la planification, à la direction et au contrôle des activités de la Société. Les personnes considérées comme les principaux dirigeants sont les membres de l'équipe de la haute direction et les membres du conseil d'administration de Pages Jaunes Limitée.

La charge de la rémunération totale pour les principaux dirigeants et la composition de celle-ci s'établissent comme suit :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2020	2019
Salaires, honoraires du conseil d'administration et régimes incitatifs à court terme	5 375 \$	6 331 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	397	137
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, y compris la réévaluation du cours de l'action	7 178	3 038
Toute autre forme de rémunération	2 082	417
Indemnités de cessation d'emploi	–	841
	15 032 \$	10 764 \$

Équipe de direction

David A. Eckert

Président et chef de la direction

John R. Ireland

Premier vice-président, Efficacité organisationnelle

Franco Sciannamblo

Premier vice-président et chef de la direction financière

Sherilyn King

Première vice-présidente des ventes, du marketing et du service à la clientèle

Treena Cooper

Première vice-présidente, Secrétaire et conseillère juridique principale

Conseil d'administration

Susan Kudzman

Administrateur et président du conseil

David A. Eckert

Administrateur
Président et chef de la direction

Craig Forman

Administrateur
Président du comité de gouvernance d'entreprise et de nomination

Robert Hall

Administrateur
Président du comité d'audit

Kalpana Raina

Administrateur

Paul W. Russo

Administrateur
Président du comité des ressources humaines et de rémunération

Siège social

1751, rue Richardson
Montréal (Québec) H3K 1G6

Relations avec les investisseurs

Téléphone : 1 877 956-2003
Courriel : ir.info@pj.ca

Auditeur

Deloitte s.e.n.c.r.l./s.r.l.

Symboles TSX

Y	Actions ordinaires
YPG.DB	Débetures échangeables non garanties subordonnées de premier rang
Y.WT	Bons de souscription

Agent des transferts

Société de fiducie AST
2001, boul. Robert-Bourassa, bureau 1600
Montréal (Québec) H3A 2A6
Téléphone : 1 800 387-0825
Courriel : inquiries@canstockta.com



entreprise.pj.ca

